



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



NIGER/AFRIQUE

RAPPORT NARRATIF FINAL

01 JANVIER 2019 – 31 DECEMBRE 2023



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



Intitulé du programme et Numéro du programme Intitulé du Programme : Programme de l'Initiative Spotlight au Niger MPTF Office Project Reference Number: ¹ 00111643	Pays, localité(s), zone(s) prioritaire(s) Initialement le Programme, lors de phase I, a couvert quatre (4) régions qui ont les taux les plus élevés de VBG au Niger : Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéry. Il a été mis en œuvre dans 60 communes soit 15 communes par région et couvert 300 villages/quartiers en raison de 5 villages par commune. Au cours de la phase II, les zones de couverture géographique ont été étendues aux quatre autres régions afin d'avoir l'exhaustivité des localités couvertes sur toute la durée du Programme 2019-2023."
Organisations bénéficiaires <ol style="list-style-type: none">1. UNDP2. UNFPA3. UNWOMEN4. UNICEF	Partenaires clés Ministères de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant ; Justice ; Plan, Finances ; Enseignement Primaire, Enseignement Professionnel et Technique, Enseignement Secondaire, Santé publique, Population et Affaires Sociales ; Défense Nationale ; Intérieur ; Hydraulique et Assainissement ; Assemblée Nationale ; Conseil Islamique ; Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN) ; Institut National de la Statistique (INS) ; Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) ; Organisations de la société civile (Nationale et régionale)
Coût du programme (US\$)	Dates de début et de fin du programme

¹ The Multi-Partner Trust Fund (MPTF) Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page the [MPTF Office GATEWAY](#).



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



**Budget total approuvé selon le document
de programme national/régional Spotlight:**
27,435,163 USD

Financement Phase I+II Spotlight:² 24,285,715 USD
Contribution des agences : 3,149,448 USD

Contribution des agences :

Noms du RUNO	Spotlight Phase I+II (USD)	Contributions des agences de l'ONU (USD)
UNDP	5,887,686	260,768
UNFPA	7,956,988	1,433,840
UNICEF	6,273,991	868,781
UN WOMEN	4,167,050	586,059
TOTAL	24,285,715	3,149,448

TOTAL: 27,435,163 USD

Date de début : 01.01.2019

Date de fin :
31.12.2023

Rapport soumis par :

Nicole Kouassi
Coordonnatrice Résidente SNU Niger, a.i

² The Spotlight Contribution refers to the amount transferred to the Recipient UN Organizations, which is available on the [MPTF Office GATEWAY](#).



**Initiative
Spotlight**
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Table des Matières

Liste des Acronymes et Abréviations	5
Résumé exécutif	8
Changements contextuels et état de mise en œuvre	13
Gouvernance et coordination du programme	17
Partenariats du programme	28
Résultats	37
a. Capturer des changements plus larges à travers les résultats.....	37
a. Capturer le changement au niveau des résultats.....	41
Titulaires de droits («Bénéficiaires»).....	58
Défis et mesures d'atténuation.....	58
Leçons apprises et opportunités du programme.....	60
Innovations et pratiques prometteuses ou bonnes pratiques.....	63
Communication et visibilité.....	64
Aller de l'avant : Assurer la durabilité des contributions.....	71
Annexes.....	72
Annexe A : Cadre des résultats.....	
Annexe B : Matrice des risques.....	
Annexe C : Rapport d'engagements de la Société Civile.....	
Annexe D : Modèle de rapport sur les pratiques prometteuses ou bonnes.....	
Annexe F : Equipements.....	



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Liste des Acronymes et Abréviations

ACPE	Approche Communautaire de la Protection de l'Enfant
ACTN	Association des Chefs Traditionnels du Niger
AD/APPADN	Agir Pour Plus d'Actions du Développement au Niger
ANDH	Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme
ANAJJ	Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire
APAC	Association des Professionnelles Africaines de la communication
APBE	Action pour le Bien-être
BCR	Bureau du Coordonnateur Résident/ Coordonnatrice Résidente
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques publiques et d'Evaluation de l'action Gouvernementale
CNRFO	Centre National de Référencement des Fistules Obstétricales
CONIPRAT	Comité Nigérien pour les Pratiques Traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants
COGES	Comités de Gestion des Établissements Scolaires
CR	Coordonnatrice Résidente
CRMVBG	Centre Régional Multifonctionnel de prise en charge holistique des VBG
CSI	Centre de Santé Intégré
CVPE	Comité Villageois de Protection de l'Enfant
DCO	Défenseurs Commis d'Office
DDF	Défenseurs des Droits des Femmes
DUE	Délégation de l'Union européenne
FACOM	Facilitateur Communautaire



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



FAD	Femmes Actions et Développement
FO	Fistules Obstétricales
FNPH	Fédération Nationale des Personnes Handicapées
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
GRSC	Groupe de Référence de la Société Civile
HIMMA	Association d'Appui au Développement Local
JAC	Jeunes Acteurs du Changement
JEA	Jeunes experts associés
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MPFPE	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementales
ONPG	Observatoire National pour la Promotion du Genre
OSC	Organisation de la Société Civile
PBSG	Planification et la Budgétisation Sensible au Genre
PDL	Plan de Développement local
PME	Suivi et Évaluation Participatifs
PTF	Partenaire Technique et Financier
PTFM	Plateforme Multifonctionnelle
SEP	Suivi et Évaluation Participatifs
SNU	Système des Nations Unies
SOS-FEVVF	SOS- Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNWOMEN	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
VBG	Violences Basées sur le Genre



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Résumé exécutif

Tout au long de la mise en œuvre du programme Spotlight, l'environnement socio-politique a été caractérisé par l'insécurité provoquée par les attaques récurrentes des groupes armés non étatiques (GANE) contre les populations des zones des trois frontières (Tillabéri et Tahoua) et dans le bassin du Lac Tchad (région de Diffa). Ces incursions n'ont pas eu d'impacts réels sur la mise en œuvre des activités même si le programme a connu un retard de démarrage de neuf mois dû plutôt à la révision de certains aspects du document de programme à la demande du Gouvernement pour mieux mettre en exergue d'autres problématiques connexes.

En 2020, la survenance de la pandémie de la COVID-19 a fortement entravé l'exécution du Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTAB) en raison des mesures de protection prises par le Gouvernement du Niger en termes de restriction des déplacements et de fermeture des marchés et autres lieux de rassemblement non essentiels engendrant ainsi un manque à gagner pour la majorité des familles vivant avec des activités au quotidien. Ces contraintes ont conduit à la révision du PTAB 2020 en prenant en compte des actions de lutte contre la COVID-19. Cette révision a permis au Programme d'adopter une approche combinant à la fois la mise en œuvre des interventions en présentiel et en virtuel. De même, le coup d'Etat militaire survenu le 26 juillet 2023 a entravé la mise en œuvre des dernières activités du programme. De ce fait, les interventions ont été concentrées sur les piliers 3, 4 et 6 bénéficiant directement aux membres des communautés.

La conjugaison des efforts, le savoir-faire des acteurs en particulier les Organisations de la Société Civile, le renforcement de la synergie des interventions et de la coordination inter-agence dans l'esprit de la réforme de l'ONU ont été des stratégies de mise en œuvre pertinentes ayant permis l'obtention de résultats importants pour le Programme. Ces stratégies ont aussi permis d'aboutir à des changements notables dans le renforcement des institutions, les comportements positifs des communautés en faveur de la promotion et de la protection des droits des femmes et des filles ainsi que des survivantes de VBG. L'engagement de la Coordonnatrice Résidente, de l'Ambassadeur de l'Union européenne et de la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant a contribué aux transformations comportementales positives constatées.

Résultats globaux – Initiative Spotlight Niger

- **Renforcement des capacités** : 5 059 personnes ont bénéficié d'activités visant à augmenter leur connaissances et compétences en VBG, en audition, en gestion des cas et collecte des données de qualité. Elles sont capables d'offrir des services de qualité aux personnes survivantes de VBG dans le respect des principes directeurs.
- **Connaissance et accès aux services** : 75 112 femmes et filles ont eu un accès accru et/ou des connaissances sur les services essentiels de qualité de prise en



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- charge des VBG.
- **Activités de prévention** : **673 082** personnes ont directement participé à des initiatives en lien avec la prévention qui leur ont permis de mieux comprendre les effets néfastes de certaines attitudes et pratiques et d'adopter des comportements favorables à la promotion des femmes et des filles, et plus de 19 millions d'autres personnes de manière indirecte à travers les mass médias.
 - **Prise en charge des fistules** : **659** filles et femmes ont été opérées pour les fistules obstétricales et **360** femmes opérées pour prolapsus utérin, le centre de référence de la Fistule obstétricale a été réhabilité conformément aux normes et standards requises pour fournir des services de qualité.
 - **Création et renforcement de réseaux, de plateformes et de mouvements** : **1 228** plateformes (300 Comités Villageois de Protection de l'Enfant, 15 Centres d'Écoute, 600 clubs Dimitra, 191 Espaces sûrs, 15 Plateformes multi-acteurs et clubs hommes actifs, 107 groupes/réseaux de défenseurs des droits des femmes) et réseaux ont été créés pour favoriser le dialogue, les échanges et les efforts de plaidoyer. 9 villages sur les 225 ayant fait une déclaration publique d'engagement à éliminer les VBG ont été certifiés villages modèles
 - **Réinsertion économique** : **22** plateformes multifonctionnelles ont été installées et ont permis la réinsertion socio-économique de **3 650** femmes victimes de VBG ; et **2592 femmes et filles survivantes de VBG** ont bénéficié des actions de réinsertion socio-économique en tenant compte de leur choix tel que : l'agro-alimentaire, les chaînes de valeur, le cosmétique, la transformation de Nep-nep, la fabrication du savon et la transformation d'huile.
 - **Collecte et gestion des données** : grâce aux formations et équipements, le Spotlight a permis de mettre en place un système digitalisé de collecte et de gestion de l'information sur les VBG au sein des services spécialisés de protection des femmes et des mineures de la police et de la gendarmerie nationale et l'Agence Nationale d'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ).

Le présent rapport décrit les principaux résultats et les progrès de l'Initiative Spotlight au Niger, co-financée par l'Union européenne (UE) durant les cinq années de mise en œuvre. Le programme ayant démarré avec six piliers a connu un changement à la phase II avec la fusion des piliers 1, 2 et 5 en un pilier commun conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours de 2021. C'est sur la base de cette nouvelle structuration programmatique que les principaux résultats couvrant la période de janvier 2019 à décembre 2023 sont présentés.

En ce qui concerne le pilier commun (Pilier 1, 2 et 5), le Programme Spotlight a enregistré des progrès au niveau du cadre légal, des institutions et de la disponibilité des données de qualité sur les VBG. Par rapport au **cadre légal**, les résultats de l'étude sur le cadre législatif ont contribué à renforcer le plaidoyer en faveur de la relecture du code pénal pour corriger certaines faiblesses et



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



lacunes décelées. De même, la signature de l'arrêté conjoint n° 000025/MEP/A/PLN/EC/MES/MEP/T du 04 février 2019 modifié par l'arrêté n°00335 du 22 août 2019 précisant les conditions de protection, de soutien et d'accompagnement de la jeune fille en cours de scolarité a fortement renforcé la protection et le maintien de la jeune fille dans le système éducatif formel.

Au niveau **des Institutions**, la production de deux documents sur la planification et Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) a permis son institutionnalisation dans les plans et budgets au niveau national et local. L'opérationnalisation du plan de renforcement des capacités a abouti à la mise en place d'un pool de 30 formateurs outillés en PBSG/VBG issus des 10 Ministères clés qui ont renforcé les capacités de 278 membres (dont 35 femmes) des Cellules Genre des ministères sectoriels³, des directions techniques et services en charge de la programmation/planification et suivi et évaluation. Grâce à ces formations, les cadres nationaux ont été capables d'intégrer le genre dans le nouveau Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2022-2026 du pays. De même, neuf (09) communes sur 14 ont pris en compte la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans leurs Plans Locaux Eau et Assainissement (PLEA) et la commune rurale de Doguéraoua dans la région de Tahoua a intégré la GHM dans son Plan de Développement Communal (PDC).

En matière de **données de qualité**, le Programme a fortement contribué à la disponibilité des données d'enquête et de routine sur les VBG. En effet, une enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG a été réalisée et a permis d'actualiser les informations clés sur la tendance des VBG, de mieux comprendre les facteurs qui influencent ou expliquent les actes de VBG afin de mieux orienter les interventions. De même, la réalisation de l'étude sur les discriminations croisées a favorisé le développement des interventions envers cette frange de la population pour ne laisser personne de côté. Par ailleurs, un mécanisme fonctionnel de collecte et de gestion au niveau de la Police, et de la Gendarmerie, des services sociaux et l'Agence Nationale d'Assistance Juridique et Judiciaire(ANAJJ) à travers les cliniques juridiques a permis la disponibilité des données de routine grâce à la formation de 70 gendarmes, 86 policiers, 35 travailleurs sociaux et 223 personnels de la justice sur les typologies des VBG, la collecte et la gestion des données des dossiers jugés et pendant de 2019 à 2022 et cela a permis aujourd'hui au Ministère de la justice d'avoir des données fiables en ce qui concerne les cas de VBG. En plus le personnel de la police et de la gendarmerie ont été dotés de tablettes pour assurer la collecte des données sécurisée conforme aux standard internationaux (GBVIMS). Aussi, 42 acteurs (gestionnaires des cas, gestionnaires des données des ONG et des services techniques) formés sont capables d'utiliser le système d'information GBVIMS et CPIMS+.

³ Ministères du Plan, de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, de la Défense Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Équipement, de la Justice, des Finances, du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, de l'Emploi et de la Protection Sociale, de la Fonction Publique et du Travail, de la Jeunesse et du Sport.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Au Pilier 3, le Programme a investi dans les stratégies de changements de comportements sociaux en impliquant directement les parents, les leaders traditionnels et religieux ainsi que les hommes, les femmes, les filles et les garçons. Au cours de la période janvier 2019 à septembre 2023, ce sont 2 063 795 personnes (774 509 femmes, 434 243 filles, 547 610 hommes et 307 433 garçons) qui ont été sensibilisées à travers les approches communautaires et interpersonnelles et ont amélioré leurs connaissances sur le concept, les causes, les facteurs favorisant et les effets des VBG, y compris les pratiques néfastes, et les services essentiels de prise en charge. Le partenariat établi avec les radios communautaires a permis de diffuser des émissions sur les thématiques en lien avec les VBG. Ces émissions radiophoniques ont touché 19 098 443 personnes (3 423 644 femmes, 6 327 092 hommes, 3 336 109 filles et 6 011 598 garçons) qui ont des connaissances sur les types, les causes, les services offerts aux survivantes, les acteurs de lutte pour éviter les pratiques néfastes et pouvoir accompagner dans le référencement vers les services essentiels. Ces messages ont fortement contribué à réduire les confusions faites en matière de VBG au sein des populations, d'orienter vers des comportements positifs et de soutien à apporter aux survivantes. L'implication des adolescentes et des jeunes a permis de toucher et d'engager cette frange de la population dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles. Avec l'initiative des adolescentes correspondantes, ce sont 632 adolescentes qui ont été mises en réseau via l'application WhatsApp pour le partage des connaissances et des compétences acquises avec leurs homologues des villages. L'initiative Spotlight a contribué significativement à renforcer le rôle de leader de la chefferie traditionnelle du Niger dans les efforts ayant contribué aux changements des normes sociales en vue de la promotion des femmes et des filles. Ce sont 70 chefs de cantons qui ont été mobilisés durant les cinq années dans les régions d'intervention du Spotlight et qui ont annuellement mis en œuvre des plans d'action de lutte contre le mariage des enfants et les VBG et assurer une coordination des interventions au niveau de leur canton en vue de la durabilité des interventions de Spotlight.

Il faut aussi noter la mise en place de l'initiative « Fada des Filles » qui a animé des causeries dans les universités sur les thématiques liées aux mutilations génitales féminines, aux Violences Basées sur le Genre, au changement climatique, à l'environnement, à la réduction des risques de catastrophes et à la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM). Les jeunes actrices et acteurs de changement (JAC) (au nombre de 180) encadrés par les ONGs, en partenariat avec les directions régionales de la promotion de la femme, ont animé 98 séances de mobilisation communautaire à travers l'animation des théâtres interactifs dans les quartiers périurbains des régions d'intervention. Leurs activités ont permis de toucher 60 182 personnes (12 278 hommes, 13 963 femmes, 14 801 filles et 18 840 garçons). Au niveau des Espaces Sûrs, 68 100 adolescentes non scolarisées et déscolarisées sont intégrées dans le programme afin de renforcer leurs compétences et capacités et réduire leur vulnérabilité à la VBG particulièrement le mariage des enfants.

Des actions de promotion de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) ont été réalisées aussi bien au niveau des établissements scolaires que des communautés. Au total, ce sont 135



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



établissements des régions, 320 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons qui ont été construites/réhabilitées pour 52 180 élèves (24 573 filles et 27 607 garçons) réduisant ainsi le taux d'absentéisme des filles pour des raisons d'hygiène menstruelle. De même, 200 écoles des quatre régions Spotlight ont bénéficié de dotation de 10 000 kits GHM pour le soutien à la formation, aux sensibilisations et à la distribution aux élèves filles pour usage. Grâce aux sensibilisations reçues par 40 cadres régionaux des services techniques, 8 509 personnes ont été touchées et ont renforcé leurs connaissances sur les enjeux de la GHM afin de leur permettre d'adopter des comportements positifs en faveur des femmes et des filles.

Au niveau du Pilier 4, le programme a mis en œuvre une stratégie basée sur l'installation des services de prise en charge holistiques des survivantes de VBG. Ainsi, quatre (04) centres multifonctionnels de prise en charge holistique⁴ sont fonctionnels dans les régions de Tillabéri, Maradi, Tahoua et Zinder, 25 cliniques juridiques, 222 points focaux et deux des cellules nationales de protection de femmes et des mineurs de la gendarmerie et police, 300 Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) et 15 centres d'écoute ont été mis en place pour la prise en charge des cas de VBG, 22 centres de santé SONUB ont été renforcés en travailleurs sociaux et psychologues, 4 cliniques mobiles en santé de la reproduction et VBG. La mise en place de tous ces services essentiels a considérablement amélioré l'accès des populations et des survivantes aux services de prise en charge sanitaire, psychosociale, juridique et de réinsertion socio-économique. Au total, ce sont 29 552 cas de VBG dont 4 606 cas de mariage d'enfants qui ont été pris en charge par les différents services essentiels.

Concernant le Pilier 6, le dialogue intergénérationnel et la prise de conscience des femmes et des filles leaders ont été renforcés grâce à la mise en place de la plateforme dénommée « Plateforme des Femmes Leaders du Niger » (PFLN). La société civile a été fortement impliquée dans la mise en œuvre du Programme avec l'installation du groupe de référence de la société civile (GRSC) comprenant 20 organisations et la désignation de 24 points focaux régionaux. La franche collaboration du GRSC avec l'Initiative Spotlight a permis au Niger de recevoir le prix de la société civile lors du symposium de Cancun en 2022. L'Initiative a appuyé la cartographie de la société civile. Au total, 324 organisations de promotion et de protection des droits des femmes et des filles (152 organisations féminines et 19 représentants les jeunes) ont été identifiées et ont contribué à la sensibilisation des communautés sur les VBG et les services essentiels.

Conformément au principe « Ne laisser personne de côté », la Fédération Nigérienne des Personnes handicapées (FNPH) a bénéficié d'un appui de l'Initiative en termes de 50 motos tricycles. Les tricycles ont été utilisés pour le transport des populations moyennant un coût. A la date du rapport, la gestion des tricycles a permis de générer 18 543 415 FCFA dont 9 166 225

⁴ Un centre multifonctionnel regroupe tous les services essentiels de prise en charge (psychosociale, juridique, judiciaire, santé, insertion économique) Deux options ont été retenues pour la gestion des centres multifonctionnels. Il s'agit de la gestion par les structures étatiques régionales du Ministère de la Promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant (Tillabéri et Tahoua), et de la gestion par une ONG nationale (Maradi et Zinder).



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



sont dans le compte de la Fédération. Ces ressources ont permis à 257 enfants victimes d'infirmité motrice cérébrale de bénéficier des frais de déplacement vers les centres de santé, de disposer des ressources pour la prise en charge des frais médicaux, des prothèses, orthopédiques et d'autres matériels d'assistance, qui s'inscrivent dans la lutte pour l'élimination de toutes formes de violences.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Changements contextuels et état de mise en œuvre

Depuis plusieurs années, les pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Nigeria, Niger et Tchad) sont confrontés à des situations d'insécurité croissante. Les attaques terroristes répétées, la prolifération des groupes armés non étatiques (GANE) et la montée de groupes extrémistes fondamentalistes religieux violents tels que Boko Haram continuent d'occasionner l'état d'urgence dans les régions de Tillabéri, d'Agadez, de Tahoua, de Diffa et de Maradi. Bien que des dispositions aient été prises par le Gouvernement et ses partenaires (renforcement des forces de défense et de sécurité dans les zones frontalières, collaboration entre population et forces de défense), de nombreux incidents⁵ ciblant des civils ont été relevés dans ces régions. On a enregistré d'énormes pertes en vies humaines, matérielles, massacre des populations, enlèvements des personnes suivis de demande de rançons, des cas de violences basées sur le genre (VBG) et des fermetures des infrastructures sociales de base (écoles, centres de santé).

En plus de la situation d'insécurité, le Niger a fait face à la survenue de la pandémie de la COVID-19 en 2020. Le pays a déclaré l'état d'urgence sanitaire national en adoptant des mesures⁶ de protection et d'isolement. Cette pandémie a contribué à exacerber et à perpétuer des stéréotypes profondément enracinés et des comportements inégaux affectant les femmes marginalisées et discriminées. Elle a entraîné des conséquences négatives sur la vie des femmes et des filles. En effet, l'insécurité économique et alimentaire, le chômage en raison des mesures d'isolement et de fermeture des frontières et les restrictions de mouvements ont considérablement créé les conditions propices à une augmentation des niveaux de violences à l'encontre des femmes et des filles.

Durant la période de mise en œuvre du programme, le pays a aussi été confronté à des urgences simultanées, notamment des catastrophes naturelles (inondations, sécheresses, etc.), qui ont mis sous pression la capacité de l'Etat et des partenaires humanitaires et de développement à y répondre. Presque chaque année, le Niger est touché par des inondations qui ont affecté en moyenne plus d'un demi-million de personnes. Ces inondations ont causé d'énormes dégâts entraînant des déplacements de population, y compris les villages d'intervention du programme Spotlight et ont augmenté les niveaux d'insécurité alimentaire dus à la destruction des terres cultivables, à des dommages étendus aux équipements agricoles, d'élevage, de pêche et de production agricole. Elles ont aussi exacerbé la situation humanitaire du pays avec comme conséquences les risques accrus de violences faites aux femmes et aux filles (mariage d'enfants, agressions physiques et sexuelles, déscolarisation).

⁵ Par exemple, pour le premier trimestre 2021, 812 incidents de protection ayant affecté 1 643 personnes ont été rapportés et en 2022, ce sont 3 366 incidents de protection dont 30% concernaient les enfants.

⁶ Il s'agit de la fermeture des aéroports et des frontières terrestres, du port du masque obligatoire dans les lieux publics, de la fermeture des écoles et universités, de l'interdiction des rassemblements, de la distanciation sociale, de l'auto-isolement, et de l'interdiction de tout rassemblement dans les lieux publics et la fermeture des lieux de culte



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Sur le plan politique, les élections générales organisées en 2020 ont permis de renouveler les institutions du pays. Ces élections ont vu une inscription significative des femmes dans le processus (environ 55% des femmes dans le fichier électoral). Ce processus électoral a été conclu avec l'élection d'un nouveau Président de la République marquant ainsi une transition pacifique du pouvoir démocratique et la mise en place d'un nouveau parlement comprenant 166 députés dont 50 femmes élues, soit 30% (au-delà du minimum de 25% inscrits dans la loi sur les quotas).

Bien que des progrès aient été enregistrés au niveau de la participation politique des femmes, force est de constater que les femmes et les filles continuent de subir des VBG. Selon les résultats de l'enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG de 2021, 38% des femmes sont encore victimes de VBG. Les principaux déterminants de ces violences sont majoritairement des causes familiales, notamment la différence d'âge entre les époux, le rapport de pouvoir dans le couple et aussi des causes institutionnelles avec l'absence de loi spécifique contre les VBG, le manque d'application des lois existantes et la mise en œuvre de programmes et politiques de renforcement de la citoyenneté et d'autonomisation économique des femmes et des filles.

Par ailleurs, il est important de retenir que la mise en œuvre du programme a aussi été marquée par l'adoption du nouveau Plan de Développement Économique et Social du pays pour la période 2022 à 2026 (PDES 2022-2026) dont le programme 5 est relatif à la réduction des inégalités de genre. Au niveau des Nations Unies, un nouveau Plan Cadre de Coopération sur la période 2023-2027 a été élaboré et signé avec le Gouvernement. Ce nouveau Plan de coopération va guider la contribution conjointe des Nations Unies aux priorités nationales définies dans le PDES pour les cinq prochaines années.

C'est dans cet environnement très changeant que le Programme Spotlight a été mis en œuvre en s'adaptant aux différents contextes. En effet, durant la période de la COVID-19, le Programme a réorienté ses stratégies pour servir les femmes et les filles survivantes de la violence dans le contexte de la COVID-19, grâce à un plan d'intégration des réponses aux conséquences de la COVID-19 budgétisé qui a été soutenu par la Délégation de l'Union européenne, la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant pour validation au Comité de Pilotage du 22 Juillet 2020. De même, des mesures de mitigation ont été développées pour maintenir le contact avec les apprenants dont les hangars servant de lieu de causeries éducatives ont été emportés par les pluies. Ainsi, la mise en œuvre du plan d'accélération des activités et l'utilisation du tableau de bord de suivi trimestriels par pilier ont permis de mettre en œuvre les activités planifiées dans le plan de travail budgétisé du Programme Spotlight.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Malgré la transition démocratique paisible, le pays a été secoué par un coup d'Etat le 26 juillet 2023 conduit par le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP). Cette situation a eu pour conséquence la fermeture des représentations diplomatiques et le gel des financements extérieurs entraînant l'arrêt de la mise en œuvre des programmes de développement. Le programme Spotlight a aussi été impacté négativement par cette crise dans la mesure où les activités prévues à cette période ont été annulées compromettant l'atteinte des résultats d'ici la clôture finale du programme. De même, les activités des piliers 1 et 2 ont été suspendues pour les derniers trimestres de l'année 2023 conformément aux orientations de la Délégation de l'Union européenne au Niger. Le nouveau gouvernement mis en place n'a pas un ministère dédié aux questions de genre, ce qui a retardé l'exécution des activités et leur réorientation vers les communautés.

Concernant l'exécution financière, le taux global est estimé à 98% au 30 Août 2023. En fonction des piliers, les taux les plus élevés se rencontrent respectivement au niveau du Pilier 3 et du Pilier 4. Cela s'explique par le fait que certaines agences ont dû utiliser le reliquat des fonds au niveau du Pilier 1⁷ et Pilier 2 pour réaliser les activités de sensibilisation et de fonctionnement des cliniques juridiques.

En revanche, on enregistre des faibles taux d'exécution financière au niveau du Pilier 2 (71%) et du Pilier 1 (79%). Ces deux piliers étant directement liés aux institutions, la mise en œuvre des activités a été impactée négativement par la situation socio-politique du 26 juillet.

Initiative Spotlight – Outcome areas	Taux d'exécution au 30 Août 2023
Pilier 1: Cadre juridique	79%
Pilier 2 : Institutions	71%
Pilier 3 : Prevention et changement des normes sociales	104%
Pilier 4 : Services	102%
Pilier 5 : Données	94%
Pilier 6 : Organisations féminines	87%
TOTAL	98%

⁷ Lorsque le Médiateur est décédé, le Gouvernement n'a pas nommé son successeur. L'absence d'un représentant officiel au niveau de la Médiation de la République a entraîné un arrêt de l'organisation des campagnes de sensibilisation.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



Gouvernance et coordination du programme

a) Comité de Pilotage (CoPiL)

Contrairement aux autres pays bénéficiaires de l'Initiative, le Comité de Pilotage au Niger est présidé par la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE), la vice-présidence étant assurée par l'Ambassadeur de l'Union européenne et la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies. L'Unité de Coordination du Programme Spotlight sous le leadership de la Coordinatrice Résidente (CR) du Système des Nations Unies (SNU) appuie le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE) dans la tenue des réunions de Comité de Pilotage. Les autres membres du comité de pilotage sont : le Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales ; le Ministre de la Justice ; le Ministre des Finances ; le Ministre du Plan ; le Ministre de l'Enseignement Primaire ; le Ministre des Enseignements Professionnels et Techniques ; le Ministre des Enseignements Secondaires ; des représentant.es de la DUE, des représentant.es des quatre Agences bénéficiaires des Nations Unies, et des représentant.es des organisations/réseaux de la société civile.

ACTUALITES

3ème réunion du Comité de Pilotage de l'Initiative Spotlight au Niger. Des progrès encourageants enregistrés pour la première phase du projet !

Lancée en Novembre 2019, la première phase de mise en œuvre du projet Spotlight entièrement financé par l'Union Européenne au Niger va s'achever en décembre 2020.

Intégré pour mettre fin aux violences basées sur le genre au Niger et plus précisément dans les régions de Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder, la première phase a déjà donné ses fruits, malgré une révision nécessaire pour intégrer toute la dimension sociologique et culturelle de notre pays.

Mercredi 22 juillet 2020, les membres du comité de pilotage se sont donné rendez-vous à l'hôtel Radisson Blu de Niamey où ils ont échangé sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme. Il ressort de la documentation présentée, des résultats forts encourageants, qui sont le fruit d'un travail collaboratif et complémentaire abattu par les équipes du MPFP, les agences récipiendaires du Système des Nations Unies et leurs partenaires, notamment la société civile et la Délégation de l'Union Européenne.

Ainsi dans les quatre régions de mise en œuvre, les approches communautaires ont touché à titre illustratif, 40.593 personnes dont 27.600 femmes. 623 cas de violences basées sur le genre ont été détectés et 234 filles ont repris le chemin de l'école.

Citant Madame Amina Mohammed, Vice-secrétaire générale des Nations unies, très fortement attachée à l'Initiative Spotlight, tant au Niveau global qu'au Niger, Monsieur Adama Moussa, représentant Madame Khadiata Lo Ndiaye, Coordonnatrice Résidente du système de Nations Unies au Niger, de dire : « Soyons clairs : la violence sexuelle - toute forme de violence - est tout simplement de la violence. Il n'y a pas d'excuse. Il n'y a pas de justification. Et il doit y avoir une tolérance zéro. Chacun d'entre nous doit se lever et s'exprimer. Restons aux côtés de nos mères, de nos sœurs, de nos filles, de nos partenaires. ». L'Ambassadrice de l'Union Européenne au Niger, Mme DENISA-ELENA IONETE, a salué l'engagement des différentes parties prenantes à ce programme pour l'importance qu'ils accordent au suivi de ce projet, qui est la condition sine qua non de sa réussite.

Denisa Elena Ionete de réitérer la disponibilité de son institution dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative Spotlight.

« Fort de cet historique et de notre engagement commun, nous sommes à vos côtés et aux côtés de la population du Niger », a rassuré la diplomate européenne.

En ouvrant les travaux, la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, par ailleurs Présidente du comité de pilotage de l'Initiative Spotlight d'informer l'assistance des échos sur l'accueil favorable du projet par les communautés.

Mme Elback Zeinabou Tari Bako de rappeler l'importance qu'accordent les autorités au plus haut niveau à l'Initiative Spotlight : « Son Excellence Monsieur Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger, Chef de l'Etat et Son Excellence Brigi Rafini, Premier Ministre, Chef du Gouvernement, accordent une grande importance à cette initiative, parce qu'elle cadre parfaitement avec l'ambition du Gouvernement du Niger qui est de créer pour toutes les nigériennes et tous les nigériens un cadre de vie paisible et sans discrimination », a signalé, la présidente du comité de pilotage.

Cependant, ces résultats probants ont besoin d'être améliorés. Et pour atteindre les objectifs assignés par le projet dans sa seconde phase, les membres du comité de pilotage ont émis le vœu de voir améliorer ensemble le suivi-évaluation pour le plus grand succès du projet.

L'Initiative Spotlight a pour but de mettre fin aux violences sur le genre afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD 5) par le Niger.

Ibrahim Moussa



Une photo de famille après l'ouverture des travaux

Article paru dans la Roue de l'Histoire, hebdomadaire N°1022 du 23 Juillet 2020



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



De 2019 à 2023, quatre (4) réunions de comité de pilotage ont été organisées. Toutes ces rencontres ont été présidées par la MPFPE qui était entourée de toutes les parties prenantes du Programme (CR, Agences des Nations Unies, partenaires de mise en œuvre) et de la Délégation de l'Union européenne (DUE).

- La première a eu lieu le 18 février 2019. Elle a permis de réviser le Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTAB) en intégrant la Police dans les activités de sensibilisation, et de maintenir la région de Tillabéri comme zone d'intervention bien qu'elle soit une zone d'urgence. Les principales décisions issues de cette rencontre sont :
 - o La validation du PTAB 2019 ;
 - o La soumission de la date de lancement au Cabinet du Premier Ministre ;
 - o Un plaidoyer doit être fait par la CR du SNU pour un renforcement des capacités du Ministère par l'Union Européenne ;
 - o La poursuite du mapping des acteurs intervenants dans le secteur des VBG et de capitaliser leurs expériences.

- Le deuxième Comité de Pilotage tenu le 19 novembre 2019 a permis d'approuver le document de programme révisé, le Plan de Travail révisé et le budget sous réserve de la prise en compte des observations. Cette réunion a aussi été l'occasion de fixer la date de lancement officiel du programme par le Premier Ministre le 30 novembre 2019.

- La troisième réunion du Comité de Pilotage a été organisée le 22 juillet 2020. A la fin de cette rencontre, les mesures suivantes ont été arrêtées :
 - o La validation du ciblage des 60 communes et 300 villages d'intervention du Programme ;
 - o La validation du rapport narratif 2019 – sous réserve de la prise en compte des commentaires et suggestions ; la mise en place d'un dispositif de suivi et évaluation pour mieux suivre la mise en œuvre du Programme et évaluer les apports du Spotlight ;
 - o L'adoption du calendrier d'élaboration du Plan de Travail Budgétisé de la deuxième phase du programme (2021-2022) ;
 - o L'opérationnalisation de la coordination des interventions au sein des piliers pour faciliter la synergie.

- La quatrième rencontre du Comité de Pilotage a eu lieu le 1^{er} février 2022. Le Comité de Pilotage a permis de :
 - o Valider les principaux livrables de la phase I et le niveau d'exécution financière ;
 - o Approuver le narratif de la phase II du Programme Spotlight ;



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- Approuver les révisions des lignes budgétaires et des changements des UNDG codes qui ont été effectués par les agences suite à la prise en compte des activités liées à la COVID-19.

Dans la mouture du programme en matière de gouvernance, il n'était pas mentionné la périodicité des réunions du comité de pilotage et la signature des compte rendus de ces réunions. Cette observation a été une contrainte majeure dans l'organisation desdites réunions pour des prises de décisions. En exemple en 2023, aucune réunion du comité de pilotage n'a pu être organisée pour des raisons essentielles liées aux conflits d'agenda des membres.

b) Groupe de référence national de la société civile (GRSC)

La société civile, et plus particulièrement les organisations, les activistes et les défenseurs des droits de la femme constituent les principaux acteurs du changement dans le travail visant à mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles. Ces organisations sont des principales portes d'entrée dans les communautés pour un changement positif durable des comportements en faveur de la promotion des femmes et des filles. En reconnaissance de ce rôle, le Programme Spotlight a mis en place un Groupe national de Référence de la Société Civile (GRSC) composé d'une diversité de groupes de femmes et de filles, y compris ceux qui sont confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination. Au Niger, le GRSC est passé de 16 Organisations de la Société Civile (OSC) en 2019 à 20 en 2023. Il est aussi composé des représentants des groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination à savoir les albinos, les personnes malvoyantes, les personnes à infirmité motrice cérébrale (IMC) et les personnes handicapées physiques.

Durant les quatre années de mise en œuvre de l'Initiative Spotlight, le GRSC a contribué à faciliter la participation de la société civile et la coordination entre les OSC, la Coordination Spotlight, les agences des Nations Unies et le MPFPE. Il a fortement soutenu la mise en œuvre des fonctions transversales, au suivi du programme à travers la participation aux rencontres et aux missions conjointes de suivi sur le terrain. Pour l'opérationnalisation du groupe, un plan d'action budgétisé à hauteur de \$20,000 a été élaboré et validé par l'ensemble des parties prenantes en 2020 avec l'objectif de mener des activités dans les domaines a) du suivi et évaluation participatif (SEP), b) de la sensibilisation, c) de la communication et de la coordination efficaces avec les parties prenantes internes et externes.

La mise en œuvre de ce plan d'action a permis au GRSC d'atteindre des résultats importants. On peut citer entre autres :

- L'élaboration de la [stratégie nationale de Suivi et l'Évaluation Participatifs](#) et la mise en œuvre d'un projet pilote sur le SEP. Le GRSC a mis en œuvre cette stratégie en développant les étapes du processus du SEP à travers la désignation de points focaux SEP, l'organisation des visites de terrain pour la collecte auprès des communautés des



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



témoignages, des histoires de vie et des bonnes pratiques qui ont été utiles à la formulation des activités de la Phase II.

- Le développement d'un [tableau de bord à des fins de plaidoyer](#) (Advocacy Scorecards). Ce document est le résultat des efforts indépendants qui ont été menés pour assurer le suivi des processus et systèmes de Spotlight, avec une attention portée sur la participation, les mécanismes du financement, l'allocation des fonds et la mise en œuvre, en tenant compte de la réponse de Spotlight à l'égard de la protection intégrée des activistes.

Les résultats obtenus ont plaidé en faveur du GRSC pour la formulation d'un second plan d'action avec une hausse du budget. Ainsi pour la phase II, le budget octroyé au GRSC était de \$70,000 avec comme principaux domaines d'intervention a) SEP, b) Communication, plaidoyer et sensibilisation, pendant la journée internationale des droits de la femme, les 16 Jours d'activisme, la journée internationale de la jeune fille, la mobilisation des artistes (musiciens, humoristes, slameurs) engagés contre les VBG et les formes de discriminations croisées et les actions à l'endroit des élèves et étudiants pour leur implication dans la lutte contre les VBG dans leurs régions et c) Coordination et plaidoyer aux niveaux régional, sous-régional et mondial.

L'un des résultats a été le renforcement des capacités des OSC dans les quatre régions d'intervention du Programme Spotlight et la mise en place d'un pool de points focaux régionaux SEP.

Le GRSC a participé à plusieurs fora d'échanges au niveau global, régional et inter-régional pour partager leurs expériences dans le cadre du pilotage du SEP. Ci-dessous la liste des différentes rencontres auxquelles le groupe a pris part :

1. [Group of Friends for the Elimination of Violence against Women and Girls](#), 29 Janvier 2021
2. Echange du Secrétariat global sur l'engagement des GRSC en Afrique par le biais du suivi et évaluation participatif, 12 mai 2021
3. Annual Continental Coordination Platform for the AU member States implementing National Spotlight Programmes, 1er Juin 2021
4. Echanges global sur «Fostering civil society engagement through Participatory Monitoring and Evaluation», 3 Juin 2021
5. Réunion des points focaux du Secrétariat global sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes septembre et octobre 2021
6. Signature de la lettre ouverte à l'UE pour plaider en faveur de la poursuite du financement de spotlight 1 octobre 2021
7. Participation à l'enquête mondiale sur l'engagement et le partenariat avec les groupes de référence aux niveaux mondial, régional et national 8 octobre 2021
8. Echanges sur l'étude « Impact Modelling » de l'Initiative Spotlight, 20 octobre 2021
9. Forum de la Société Civile sur les bonnes pratiques du 6 au 7 juillet 2022 à Addis Abeba en Ethiopie
10. Forum de la Société Civile sur les bonnes pratiques du 9 au 10 août 2022 à Dakar au Sénégal



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



11. The Global Learning Symposium organisé à Cancun au Mexique du 16 au 18 septembre 2022
12. Forum sur le renforcement du mouvement des femmes pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest et centrale du 7 au 8 décembre 2022 à Abidjan, Côte d'Ivoire.

c) Coordination inter-agence, comité technique et autres mécanismes de gouvernance

Bureau de Coordination du SNU

La Coordonnatrice Résidente (CR) s'est beaucoup impliquée dans le suivi de la mise en œuvre des activités du Programme. Cela s'est reflété par l'intégration de l'Unité de Coordination Spotlight dans le Bureau de Coordonnatrice Résidente (BCR) à travers la participation aux réunions hebdomadaires. La participation à ces réunions a permis de partager les informations sur le programme Spotlight aux autres programmes conjoints et de renforcer les synergies entre les programmes conjoints, notamment le Fonds de Consolidation de la Paix, le Programme de Stabilisation au niveau des zones d'interventions.

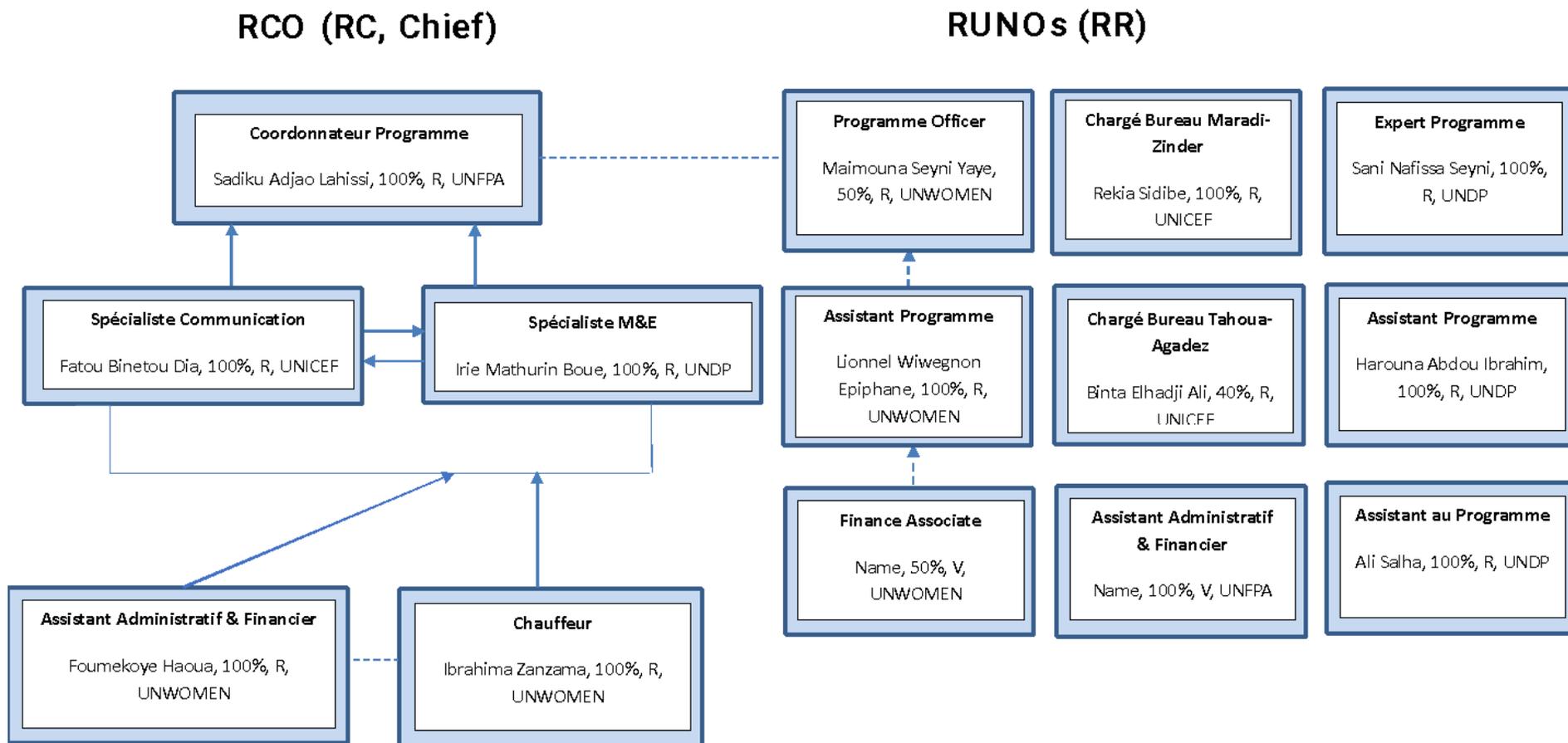
L'engagement de la CR s'est aussi matérialisé par l'organisation des rencontres d'une part avec les chefs d'agences, et d'autre part avec l'Ambassadeure de l'UE pour apprécier l'état de mise en œuvre du Programme Spotlight en vue de prendre des décisions sur la durée de l'extension du programme et fournir des orientations stratégiques. De même, elle a participé à des missions de terrains (i) en compagnie de Madame l'Ambassadeure de la DUE pour s'enquérir des changements dans les communautés, (ii) avec Madame la MPFPE à Zinder pour apprécier le fonctionnement du centre multifonctionnel de prise en charge et échanger avec les bénéficiaires du programme.



**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Figure 1 – Organigramme de l'équipe du programme du [Niger / Afrique]





Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*





Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Coordination inter-agence

Conformément à la structuration du Programme Spotlight, chaque agence a été responsabilisée pour la coordination d'un pilier. Ainsi au démarrage du Programme en 2019, la configuration se présentait comme suit :

- Pilier 1 relatif au cadre légal et politique : coordonné par ONU FEMMES
- Pilier 2 sur le renforcement des institutions : coordonné par le PNUD
- Pilier 3 sur les normes sociales : coordonné par UNICEF
- Pilier 4 sur les services de qualité : coordonné par UNFPA
- Pilier 5 sur les données : coordonné par UNPFA
- Pilier 6 pour les groupements féminins : coordonné par ONU FEMMES

Cette coordination par pilier a permis d'assurer une programmation des activités, le suivi de la mise en œuvre, la coordination et le développement de synergies, même si la périodicité des rencontres de coordination par pilier n'a pas pu être maintenue. Toutefois, les agences leads des piliers ont organisé une rencontre qui a contribué à la préparation de l'évaluation à mi-parcours du programme.

Dans les régions, les coordinations mises en place autour du des Directions Régionales du MPFPE ont mieux fonctionné. En effet, les partenaires de mise en œuvre du Spotlight et les autres acteurs intervenant dans le domaine des VBG se sont rencontrés régulièrement pour partager les informations sur les activités en matière de VBG et l'intégration du genre, organiser des visites de terrain et de synergie d'interventions dans les réponses et la mobilisation de ressources additionnelles.

Au niveau cantonal, sous le lead des chefs de cantons, les acteurs se retrouvaient trimestriellement pour faire le point sur les actions menées, les difficultés et mieux renforcer la synergie au profit des populations.

Au vu des résultats obtenus durant la phase I du programme, l'évaluation à mi-parcours et les échanges avec l'Union européenne ont recommandé la fusion des piliers 1, 2 et 5 en un pilier commun. Etant donné qu'aucune agence ne s'est proposée pour coordonner ce pilier commun, la coordination a été assurée par l'Unité de Coordination qui a œuvré pour la recherche de synergie et de lien entre les activités de ces piliers fusionnés. Par contre, les piliers restants ont conservé leur agence lead. Il s'agit du :

- Pilier 3 : UNICEF
- Pilier 4 : UNFPA
- Pilier 6 : ONU FEMMES



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



La Coordonnatrice Résidente (CR) n'a ménagé aucun effort pour amener de façon régulière les Agences dans l'esprit de la Réforme des Nations Unies. Elle a attiré l'attention des chefs d'agence sur l'utilisation des résultats des études pour mieux orienter les interventions et de tenir compte du principe de « Leave No One Behind ». Sous son impulsion, les agences ont élaboré un plan d'accélération des activités.

Comité Technique (CoTech)



Photo de famille de la 2eme réunion du CoTECH Spotlight. De gauche à droite : les chefs d'agence de UNICEF, ONUFEMMES, la représentante de la DUE, le SG du MPFPE, la CRSNU et le chef d'agence de UNFPA.

Le Comité Technique (CoTech) est présidé par la Coordonnatrice Résidente du SNU et co-présidé par le Secrétaire Général du MPFPE. Il est composé des membres du Groupe Technique Genre et Droits Humains, les points focaux des Agences des Nations Unies, la DUE, le Représentant(e) des associations des victimes de VBG, le Représentant (e) élu des organisations et réseaux de la



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



société civile, le Représentant(e) du cadre de concertation des intervenants en matière de VBG, le Conseil Islamique du Niger, le Représentant(e) des églises, le Représentant de l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN), les Représentants Ministères sectoriels, les Représentants de la Police – la Gendarmerie – du Barreau National, les Représentants des personnes vivant avec un handicap et le Groupe de Référence de la Société Civile (GRSC).

Quatre (4) rencontres du Comité Technique ont été tenues durant la période mise en œuvre du Programme. Ces CoTech ont permis de proposer des solutions pour relever les défis rencontrés et des ajustements dans la mise en œuvre du PTAB du Programme.

- La première réunion du CoTech a eu lieu le 14 février 2019. Elle a permis d'examiner et recommander l'adoption par le Comité de pilotage le PTBA 2019 de l'Initiative Spotlight sous réserve des amendements apportés sur le volet communication, le renforcement de la synergie d'action entre les quatre agences dans l'esprit de la réforme des Nations Unies, l'appui institutionnel au MPFPE et la prise en compte de l'étude globale sur l'ampleur, la perception et les déterminants des VBG/PN.
- La deuxième tenue le 30 octobre 2019 a permis de réviser le Document de Programme en évitant les stéréotypes et préjugés socioculturels, en prenant en compte les approches communautaires réussies et les opportunités existantes. Ce CoTech a validé l'intégration de la dimension éducation de la jeune fille et la prise en charge du centre national de référencement des fistules. Le Plan de Travail Budgétisé (PTAB 2019-2020) a été révisé conformément aux observations du Gouvernement et aux orientations de l'Union européenne.
- La troisième réunion s'est tenue le 16 juillet 2020 en présence de tous les membres. Cette rencontre a permis de faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la deuxième réunion du Cotech, la validation du rapport annuel 2019 et de l'exécution financière.
- Le quatrième CoTech s'est tenue le 18 janvier 2022 et a permis de connaître le niveau de mise en œuvre des recommandations de la troisième réunion du CoTech, de présenter les principaux résultats atteints, d'identifier les enseignements tirés de la phase I du Programme et les axes stratégiques retenus pour la Phase II, de partager les conclusions de la mission d'organisation et de fonctionnement des centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique de Maradi et de Tahoua.

Toutes les recommandations issues des différents CoTech ont été soumises aux réunions de Comité de Pilotage pour adoption.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Dans la mouture du programme en matière de gouvernance, il n'était pas mentionné la périodicité des réunions du comité technique et la signature des compte rendus de ces réunions. Cette observation a été une contrainte majeure dans l'organisation desdites réunions pour des prises de décisions. Bien que les termes de référence et la documentation pour les réunions du comité technique ont été élaborés, aucune réunion n'a pas été organisée en raison de conflits d'agenda.

d) Utilisation des outils inter-agences de la réforme de l'ONU

Dans le cadre de la réforme des Nations Unies, un certain nombre d'outils a été développé pour opérationnaliser le Delivering As One (DaO). Au Niger, le Business Operations Strategy (BOS) a été élaboré pour réduire les coûts de transaction. Cela a concrétisé dans l'exécution des activités du Programme :

- La commande des équipements et des matériels pour la réhabilitation du Centre National de Référencement des Fistules Obstétricales (CNRFO)
- Le local utilisé par l'Unité de Coordination du Programme a été partagé avec deux autres agences. Chacune a contribué aux charges (ICT, eau, électricité, gardiennage, loyer, service de nettoyage) de façon coordonnée, efficiente et efficace
- L'implication du Programme Spotlight dans la formulation du Plan Cadre de Coopération des Nations Unies couvrant la période 2023-2027. Le Programme a apporté une contribution dans l'élaboration du programme phare dénommé SARAOUNIA⁸ en mettant à disposition les informations sur les résultats atteints, les leçons apprises et les défis à relever.
- Au préalable, il était prévu deux études (une sur le cadre légal et l'autre sur la justice transitionnelle) sous le lead de deux agences. Pour une question d'efficacité et de la durée de la réalisation des deux études, il a été recommandé leur fusion pour dégager des compréhensions complètes sur ces deux thématiques. Ainsi, deux consultants dont un international ont été recrutés pour réaliser cette étude.
- L'appui à l'Observatoire National pour la Promotion du Genre (ONPG) était prévu par deux agences. D'un commun accord, les agences ont proposé d'utiliser les procédures d'une

⁸ Le Programme SARAOUNIA est coordonné par ONU FEMMES en collaboration avec UNFPA, PNUD, UNICEF et HCDH. Les principales interventions sont : renforcement du cadre institutionnel, légialistif et réglementaire, renforcement des capacités des institutions nationales pour l'opérationnalisation de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité, promotion des normes sociales positives en faveur des droits des femmes et des filles, renforcement de la participation et la représentation des jeunes (filles et garçons) dans la vie publique, mise à l'échelle des organes de coordination de la consolidation de la paix et de promotion de Genre, renforcement de la gestion des connaissances, des innovations en matière de genre et autonomisation des femmes dans l'approche Nexus HDP en vue d'assurer une prise de décision basée sur les évidences, développement des opportunités économiques des femmes et des jeunes (filles et garçons) y compris les personnes à besoins spécifiques pour limiter la survenance de violence de tous genres.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



agence pour le recrutement du cabinet d'étude. Cela a permis de réduire la durée du processus de recrutement et le coût pour chaque agence.

Partenariats du programme

Les résultats obtenus durant la période de mise en œuvre du Programme Spotlight au Niger ont été possibles grâce aux solides partenariats établis entre les différentes parties prenantes (Gouvernement, Union européenne, Société civile). Ces partenariats ont été consolidés au fur à mesure des années de mise en œuvre pour la promotion et la protection des droits des femmes et des filles.

a) Gouvernement du Niger

La collaboration avec le Gouvernement a été un des éléments centraux du succès du Programme Spotlight. Cela s'est concrétisé par une appropriation des différents ministères sectoriels impliqués dans la mise en œuvre du programme. De même, la coordination générale du programme par le Gouvernement a été un atout du renforcement de la cohérence et de la synergie d'intervention surtout au niveau du terrain.

- Le ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE) et ses services déconcentrés des régions cibles du programme est un partenaire pour la mise en œuvre des activités visant le renforcement de l'engagement communautaire en vue de l'élimination des VBG et autres pratiques néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles des villages d'intervention ainsi que le renforcement des services régionaux pour une prise en charge de qualité des survivantes.

Le MPFPE appuie la mise en œuvre des activités de renforcement du cadre légal contre les VBG et la gestion des centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des survivantes de VBG. Il mobilise aussi les autres ministères sectoriels clés et les institutions de l'Etat dans l'exécution des interventions. Le MPFPE a coordonné la tenue des réunions des organes de gouvernance dont il assure la présidence du CoPil. Au sein de ce Ministère, les directions centrales directement impliquées sont la Direction de la Protection des Droits des Femmes et la Direction du Plaidoyer, de la communication pour la protection de l'Enfant. Une cellule de coordination, de suivi et évaluation a été mise en place pour le Programme Spotlight. Le coordonnateur de la Cellule joue le rôle de point focal Spotlight au sein du MPFPE.

- Le Ministère de l'Enseignement primaire et ses services régionaux déconcentrés pour les activités de mobilisation des acteurs du système éducatif sur le contenu du décret présidentiel



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité et la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents. Au niveau déconcentré, le ministère travaille en synergie avec les services sociaux et les comités de protection de l'enfant pour assurer une meilleure prise en charge des survivantes.

- Le Ministère de l'Enseignement secondaire pour la vulgarisation du contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité auprès des acteurs de l'école. Ce partenariat a permis la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents.
- Le Ministère de la Justice, partenaire et porte d'entrée pour les réformes législatives nécessaires pour mieux protéger les personnes à risques et s'assurer que les auteurs soient poursuivis conformément aux textes en vigueur. Il appuie la mise en œuvre et la finalisation de l'étude sur le cadre légal et la mise en place de nouvelles réformes pour mettre les femmes et les filles à l'abri de toute forme de violence. Sur la base de son mandat de fournir des services juridiques et judiciaires, le ministère a été mobilisé à travers l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) et tous les acteurs du secteur judiciaire (Magistrats, Procureurs, Présidents des Tribunaux, Greffiers, Défenseurs Commis d'Office) pour assurer la prise en charge juridique des femmes et des filles victimes de VBG dans les cliniques juridiques mises en place à cet effet.
- Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) pour la mise en œuvre des activités relatives à la mise aux normes des écoles pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans les villages cibles. Ce partenariat a consisté à la mobilisation sociale pour le changement des comportements et attitudes néfastes envers les femmes et les filles, et à l'implication dans l'élaboration des plans locaux de développement pour une meilleure prise en compte du genre et de la GHM. Il s'agit aussi de la réhabilitation des latrines et les dispositifs de lavage des mains dans les écoles selon les normes et procédures en vigueur.
- Le Ministère de l'Intérieur à travers les cellules de protection des femmes et des mineurs de la police et les brigades de protection des femmes et des mineurs de la gendarmerie pour la gestion des cas et la collecte des données sur les VBG. La dénonciation et les enregistrements des cas de VFFF se font dans ces structures.
- Le Ministère du Plan est un partenaire pour les questions de planification. Ainsi, il travaille pour le renforcement institutionnel vers une planification et budgétisation plus sensible au genre.
- Le Ministère de la Santé publique, de la Population et des Affaires Sociales pour accroître la capacité opérationnelle de prise en charge médicale des survivantes de VBG référées dans les centres de santé et le traitement des Fistules Obstétricales.
- Le Ministère de la Renaissance culturelle pour appuyer la mise en œuvre des activités relatives à la communication sur les questions de VBG. La renaissance culturelle s'appuie sur les valeurs traditionnelles nigériennes et les valeurs universelles pour l'édification d'un modèle de citoyen dont les comportements sont favorables à un développement socio-économique inclusif, participatif et durable. Il s'agit de promouvoir l'esprit civique et les valeurs citoyennes à



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



travers des actions à la base menées en direction des familles, des écoles, de l'administration et des lieux publics.

b) Société Civile

Le programme Spotlight a accru ses efforts pour renforcer son partenariat avec la société civile. En améliorant leurs capacités et connaissances sur les aspects techniques et sur le contexte local, les organisations de la société civile ont contribué à l'obtention des résultats et surtout aux changements de comportements positifs des communautés grâce aux actions de sensibilisation et de mobilisation des communautés réalisées.

L'Initiative Spotlight a étroitement collaboré avec vingt-deux (22) structures de la société civile prioritairement dirigées par les femmes, les filles et les leaders communautaires.

Ce sont :

- **07** organisations de défense des droits des femmes⁹ dirigées par des femmes
- **11** organisations de défense des droits des femmes mais non dirigées par des femmes
- **03** organisations de femmes et de défense des droits des femmes
- **01** organisation de la société civile dirigée par des chefs traditionnels
-

Une attention particulière a été accordée au renforcement des mouvements de défense des droits des femmes, y compris ceux des jeunes femmes leaders, par la création de plateformes d'échange de connaissances et d'informations renforçant leur capacité à avoir des impacts sur le processus décisionnel au niveau institutionnel.

e) Délégation de l'Union européenne

⁹ Une organisation de défense des droits des femmes est une organisation dont la mission officielle, vision doit refléter son engagement à adresser les formes multiples de discrimination croisées et promouvoir l'égalité de genre et des droits des femmes.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



SEM Denisa-Elena Ionete, Ambassadeure de la Délégation de l'Union européenne avec la ministre de la Promotion de la Femme et la Protection de l'enfant lors de la réunion du CoPIL le 22.07.2020

Le partenariat entre la Délégation de l'Union européenne (DUE) et les agences du SNU a été un important pour le suivi et la mise en œuvre du Programme. Bien que la collaboration ait été difficile au démarrage du programme, il convient de noter qu'elle a été franche et fructueuse ; et s'est matérialisée lors de la formulation de la Phase II du Programme. Durant cette étape, la consultation régulière de la DUE a permis de définir les axes stratégiques de la Phase II qui a abouti à la fusion des piliers 1, 2 et 5 du Programme, et le maintien des autres piliers (3, 4 et 6) en raison de leurs impacts.

Au niveau des organes de Gouvernance du Programme, la DUE a pris une part active en fournissant des contributions significatives lors de la tenue des réunions du Comité Technique et de Pilotage du Programme. De même, les orientations de la DUE pour la phase II du Programme



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



ont été très utiles dans la restructuration du Programme en trois (03) piliers au lieu de six (06) comme au démarrage du Programme.

Trois missions terrain ont été organisées pour apprécier les changements observés auprès des bénéficiaires, des acteurs et des autorités locales des zones d'intervention :

- Du 7 au 9 juin 2021 à Maradi avec la participation de Madame l'Ambassadeure de l'Union européenne, Madame la Représentante Résidente de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). La mission a visité le Centre de Santé Intégré (CSI) de Tibiri pour apprécier la mise en œuvre du paquet de service de VBG dans le CSI, l'Espace Sûr et le Sultanat en vue d'échanger sur le rôle des chefs traditionnels dans la lutte contre les mariages des enfants.
- Le 27 juillet 2021 à Tillabéri pour remettre les matériels de prévention de la COVID-19 aux partenaires d'exécution du Programme Spotlight et la visite du centre multifonctionnel de prise en charge des survivantes de VBG.
- Du 13 au 19 Mai 2022 dans la région de Zinder pour visiter (i) le Centre Multifonctionnel de prise en charge des VBG afin d'apprécier le fonctionnement effectif du centre avec le paquet de service ; (ii) l'Université de Zinder pour participer aux causeries de l'Initiative « FADA DES FILLES » ; (iii) le siège de la Fédération Nationale des Personnes Handicapées (FNPH), section de Zinder pour échanger avec les personnes handicapées.

Ces sorties sur le terrain ont permis à Madame l'Ambassadeure de l'Union européenne de voir les changements comportementaux enregistrés au niveau des filles de l'Espace Sûr (ILLIMIN), l'engagement et l'implication des chefs traditionnels dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles dans leurs localités. Il faut noter aussi la grande satisfaction de Madame l'Ambassadeure quant aux résultats atteints par Spotlight sur le terrain et surtout les changements visibles au sein des communautés touchées par les interventions.

d) Coopération avec les autres agences du SNU au Niger

Le Programme Spotlight a établi des relations de travail avec les autres agences du Système des Nations Unies au Niger dans l'esprit de la réforme des Nations Unies. Ainsi, le programme a collaboré avec l'OMS pour l'intégration des services de VBG (prise en charge médicale, prise en charge psycho sociale, prise en charge juridique) dans le CSI en utilisant les relais communautaires pour identifier et référencer les cas de paralysie flasque aiguë (programme OMS-UE) et sensibiliser sur les VBG et les services essentiels et en procédant au référencement des cas au CSI pour leur prise en charge.

Dans le cadre de l'étude nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG, le programme Spotlight a impliqué les agences des Nations Unies, notamment OIM, UNHCR, ONUSIDA, FAO, PAM, la Banque Mondiale et le Cluster VBG qui ont des avantages comparatifs dans le domaine



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



des VBG pour prendre en compte leurs besoins et créer une adhésion dans la validation, l'acceptation et l'utilisation des résultats de cette étude.

Au niveau des régions, l'Initiative Spotlight en collaboration avec UNHCR a assuré la prise en charge des survivantes de VBG à travers l'unité mobile (sage-femme, gestionnaire des cas, psychologue dans les zones d'urgence).

e) Autres partenariats et mobilisation des ressources

Chefferie traditionnelle



Café genre sur le rôle de la chefferie traditionnelle dans la prévention et la réponse aux VBG, organisé par ONUFEMMES en marge de la campagne des 16 jours d'activisme 2021

Conformément à la nouvelle configuration du Programme Spotlight, un partenariat solide et productif a été établi avec l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN). Ainsi, le programme a fait d'eux des agents du changement en matière de normes sociales et pratiques néfastes. D'une manière générale, les chefs traditionnels sont intervenus ou ont été impliqués au niveau du :

- Pilier commun (1, 2 et 5) pour faciliter et promouvoir l'amélioration du cadre légal et législatif en faveur de la promotion des femmes et des filles, pour collecter les données sur les cas de violences enregistrés au niveau de leur localité
- Pilier 3 pour sensibiliser et encourager leurs communautés à adopter des comportements positifs en faveur de la promotion des droits des femmes et des filles



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



- Pilier 4 pour les informer de l'existence des services essentiels de prise en charge des survivantes de VBG et servir de porte d'entrée pour la réception et le référencement des cas de violences vers les services de prise en charge dans leur région.

La prise en charge de la chefferie traditionnelle dans le dispositif communautaire a permis d'encourager plus de survivantes de violences à dénoncer les auteurs. Les sorties cantonales et les mobilisations sociales ont été efficaces grâce aux informations et connaissances acquises par les chefs traditionnels. Leur implication et engagement dans la prévention au niveau communautaire est un élément prometteur de l'appropriation et de la durabilité des acquis du programme dans leurs localités.

La Médiature de la République

Quotidien L'Indépendant Plus N°300 du 16 Mars 2022

Le Programme Spotlight a collaboré avec la Médiature de la République dans le cadre de la mise en œuvre du Pilier 1 sur le cadre légal. L'Initiative Spotlight a permis d'engager le Médiateur de la République dans les campagnes de plaidoyer dans les régions pour sensibiliser les autorités locales, les chefs traditionnels et religieux sur la nécessité de réviser/actualiser le cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre les violences. Ce partenariat a été essentiel pour influencer positivement les conclusions de l'étude sur le cadre légal qui ont été prises en compte dans la révision du code pénal et du code des procédures pénales.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Spotlight Girls Advocates



Deborah et Nana, venues représenter les Spotlight Girls Advocates lors du café genre organisé par ONUFEMMES dans le cadre des 16 jours d'activisme en 2020.

Durant la pandémie de la COVID-19, le programme Spotlight a mis en place le mouvement des « Spotlight Girls Advocates ». Ce sont des jeunes femmes âgées de 18 à 30 ans, qui, grâce à leurs expériences personnelles appellent à plus d'équité pour les filles et réclament plus d'opportunités pour les femmes et les filles, à travers une meilleure valorisation de la fille dès le jeune âge, l'éducation et à l'accès aux soins et services de santé. Elles ont pris une part active aux événements de haut niveau en mettant en exergue leurs histoires de vie pour sensibiliser et permettre aux autres jeunes filles de prendre conscience du potentiel qu'elles possèdent. En effet, lors de son passage au Niger en 2020, Madame Amina J Mohammed, Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies a reconnu la nécessité d'avoir des jeunes filles comme porte-parole de la lutte contre les VBG et surtout de montrer l'exemple de réussite de ses jeunes à leurs homologues.

Médias et journalistes

Dans le cadre du pilier 6, l'Initiative Spotlight a établi un partenariat avec les journalistes et les médias, y compris les blogueurs et les jeunes journalistes, pour une large diffusion des informations sur les VBG. Cette collaboration a permis d'une part d'accroître leurs connaissances sur le VBG, de les engager dans la Campagne des 16 Jours d'Activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes, et d'autre part de mettre en place un réseau des journalistes et de



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



médias engagés dans la promotion de l'égalité des sexes et la lutte contre la VBG. Leurs actions ont contribué à changer les perceptions et les attitudes négatives des populations sur les VBG.

Le Secteur privé

L'engagement du secteur privé en tant qu'allié dans la prévention et la réponse contre la violence à l'égard des femmes et des filles, y compris dans le monde du travail, est essentiel pour garantir l'adoption d'une approche globale et multi-acteurs sur ce sujet. A cette fin, des échanges ont eu lieu avec les responsables de la Chambre de Commerce et d'Industrie qui gère tout le secteur privé. La présentation du Programme Spotlight a pu se faire et il a été identifié que le secteur privé contribue, dans le cadre de la responsabilité sociale, avec diverses activités dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Dans le cadre de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise, la chambre de commerce et d'Industrie s'est engagée d'inclure dans son rapport annuel toutes les interventions réalisées par le secteur privé dans le domaine des VBG.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Résultats

a) Capturer des changements plus larges à travers les résultats

Les VBG et les pratiques néfastes à la santé des femmes et des filles sont des phénomènes qui découlent de la persistance des normes sociales et de genre ancrées dans les coutumes des communautés. Elles entraînent des conséquences dévastatrices sur les femmes et les enfants en particulier, ainsi que sur leur famille et leur communauté. La mise en œuvre de l'Initiative Spotlight a permis de faire des investissements dans tous les secteurs pour des changements transformationnels et comportementaux en faveur de la promotion des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles.

L'Initiative Spotlight a contribué aux progrès dans la protection des droits des filles et de l'égalité de genre. Ces progrès sont traduits par des changements notables de comportements favorables au sein des communautés et surtout une réduction significative du mariage des enfants¹⁰ et un retour important des filles à l'école. Il est malheureusement trop tôt pour mesurer l'impact potentiellement négatif du coup d'Etat militaire du 26 juillet 2023 sur ces progrès. Mais, il est nécessaire de noter que cette crise politique a empêché le programme de mieux capitaliser sur les résultats réalisés au cours des quatre années de mise en œuvre, et met en difficulté la stratégie de durabilité, la pérennité des acquis et la continuité des activités et structures mises en place avec le programme Spotlight. Ces résultats ont été obtenus par la conjugaison des efforts de tous les partenaires d'exécution et l'utilisation de l'approche holistique dans l'offre des services aux survivantes de VBG.

- **300 Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE)¹¹ et les 15 centres d'écoute** qui ont été mis en place respectivement dans les villages et les Directions Régionales de la Promotion de la Femme, et ont pris en charge **13 357 cas de VBG** tous types confondus
- Les cellules de protection des femmes et des mineures de la police et de la gendarmerie et leur **222 points focaux** ont assuré l'écoute, l'accompagnement juridique et judiciaire et le référencement vers d'autres services à **17 822 personnes survivantes** de VBG
- **25 Cliniques juridiques** ont été installées autour des 22 CSI qui ont été renforcés avec des travailleurs sociaux et des psychologues et ont fourni un support psychologique et légal à **327**

¹⁰ La prévalence nationale du mariage des enfants a connu une baisse passant de 76% en 2012 (EDSN, 2012) à 65% en 2021 (ENAFEME). L'Initiative Spotlight a contribué à ce résultat par les activités de sensibilisation et de mobilisation communautaire réalisées dans les localités.

¹¹ Le Gouvernement a pris un décret institutionnalisant la création, la composition, le fonctionnement et les missions de comité villageois de protection de l'enfant. Cette disposition assure la pérennité de ces comités.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- personnes**, 982 cas de VBG et 325 dossiers ont été orientés vers les services judiciaires dont 278 ont fait l'objet d'une décision de justice
- **4 centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique (Tillabéri, Maradi, Tahoua et Zinder)** ont été réhabilités dans les régions Spotlight. Les centres de Maradi, Zinder, Tahoua et Tillabéri ont pris en charge 391 cas de VBG
 - **1355 femmes et filles survivantes** des régions d'intervention du Programme qui **ont bénéficié de renforcement de capacités ont été réinsérées économiquement** à travers l'octroi des activités génératrices de revenus (embouches, petit commerce, maraîchage, transformation agro-alimentaire, kit de fabrication de savon et cosmétique, etc.)
 - **22 plateformes multifonctionnelles (PTFM)** destinées à alléger des tâches domestiques des femmes ont été installées dans 22 villages et des comités de gestion de ces PTFM ont été créés et formés avec 218 membres au total. Ainsi, **3 300 femmes** (survivantes de VBG ou non) qui ont bénéficié de ces investissements communautaires à travers les 22 PTFM ont amélioré leur niveau de revenus et se remettent de la violence subie.

Après quatre ans de mise en œuvre, l'Initiative Spotlight a enregistré des avancées notables dans l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles. Le Programme a investi dans l'amélioration du cadre légal et politique d'élimination des violences faites aux femmes et aux filles, y compris les pratiques néfastes avec la validation de l'étude sur le cadre légal. Les recommandations de cette étude ont contribué à la révision du code pénal et du code des procédures pénales. Ces résultats dans le cadre de la gestion juridique et judiciaire en matière de prévention et prise en charge de VBG seront développés dans le chapitre des résultats par pilier, notamment le pilier commun.

L'engagement de la chefferie traditionnelle est un facteur indéniable du changement obtenu au niveau des communautés. La participation des chefs traditionnels aux actions de sensibilisation sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles, y compris des messages véhiculés sur le mariage des enfants, leur a permis de se positionner comme des acteurs clés de la promotion des droits des femmes et des filles. L'Initiative Spotlight a inclus les chefs traditionnels et les structures communautaires dans les mécanismes de référencement mis en place dans les régions, garantissant ainsi un accès effectif à des soins appropriés et à des voies de recours efficaces. Au total, ce mécanisme a permis de référer 629 cas graves de VBG (viols, agression sexuelle) vers les services de santé, de police.

Au niveau des débats parlementaires, lors de la présentation et l'approbation des budgets ministériels, les parlementaires analysent les budgets sur la prise en compte du genre. Au niveau de la décentralisation, l'élaboration et la validation des budgets dans les régions et des communes tiennent compte de la grille d'analyse en matière de genre. Même dans le secteur privé, la représentation des femmes dans les instances de décision est mise en pratique.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Il existe la loi des quotas qui est en exécution au niveau des administratives publiques et dans les partis politiques où on a observé plus de candidatures féminines lors des élections locales en 2021.

Des changements notables ont été enregistrés dans la façon de travailler des agences des Nations Unies. L'Initiative Spotlight a contribué à renforcer la coordination inter-agence et régionale par la tenue des réunions de coordination et la synergie d'intervention sur le terrain pour éviter les duplications des actions. Les différentes réunions tenues ont permis d'échanger sur la mise en œuvre des activités, de consolider les relations entre les parties prenantes et de fournir des solutions aux difficultés rencontrés sur le terrain. De même, les missions conjointes ont été un instrument utile pour les agences afin de communiquer d'une seule voix et de renforcer la complémentarité.

L'utilisation de l'approche communautaire a favorisé une amélioration des connaissances des communautés sur les concepts des VBG et des pratiques néfastes. Ce changement a permis d'accroître la dénonciation des cas de VBG. Un accent particulier a été accordé à l'implication de la jeunesse dans la lutte contre les VBG. Ainsi, des initiatives des jeunes (notamment le théâtre interactif, les causeries débats avec la Fada des Filles et les filles correspondantes à travers les réseaux sociaux) ont contribué à établir des changements de mentalités et introduire des solutions innovantes en matière de communication sur les VBG.

L'Initiative Spotlight a contribué à la disponibilité de données fiables sur les VBG. En effet, un système informatisé de collecte et de gestion de données a été mis en place au sein de la Police et de la Gendarmerie. Ces données sont utilisées par le programme pour la production des rapports et les acteurs locaux pour mieux orienter les campagnes de sensibilisation. Aujourd'hui, les forces de l'ordre ont renforcé leur prestige auprès de la population et cela a amélioré la fréquence des visites aux commissariats de police et des brigades de gendarmerie pour les dénonciations.

Enfin, l'adoption de l'approche holistique en matière de prise en charge a permis une implication de tous les acteurs au niveau régional et communautaire, et un renforcement conséquent de la collaboration des différents services. Cela a contribué à améliorer les connaissances et la compréhension des populations sur l'existence des services essentiels de prise en charge des VBG. L'appui de Spotlight a amélioré la qualité des centres de prises en charge.

Rapport sur la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation participatifs (SEP)

Le pilotage de la stratégie de Suivi et Evaluation Participatif (SEP) a commencé en 2020 avec le Groupe National de Référence de la Société Civile. Ce pilotage s'est appuyé sur une approche



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



basée sur les droits de l'homme en assurant un engagement significatif des parties prenantes locales dans le processus de conception et de mise en œuvre des actions. Les étapes clés du processus de SEP ont été mises en œuvre à travers l'organisation de plusieurs missions de terrain par le GRSC.

a. Identification des participants et détermination des objectifs du SEP

Cette étape a consisté à désigner un point focal SEP au sein du GRSC afin de fournir l'expertise sur les questions liées à l'engagement de la société civile dans le domaine du suivi et évaluation. Une approche participative a été utilisée pour échanger sur les termes de référence des missions conjointes de suivi en vue de valider les objectifs des missions et les outils de collecte de données, et de choisir la période idéale pour réaliser ces missions en prenant en compte la présence des bénéficiaires dans leurs localités. Ces préoccupations sont prises pour respecter le principe de « Ne laisser personne de côté ».

b. Planification du processus de SEP et sélection d'indicateurs / objectifs de reporting

A ce stade, deux outils pilotes utilisant les techniques de SEP [«The Most Significant Change»](#) et [«Outcome harvesting»](#) ont été développés lors de la première mission de collecte des données sur le terrain. Il convient de noter que les conclusions de la mission pilote ont permis de choisir l'outil [«The Most Significant Change»](#) qui était le plus adapté aux objectifs de la mission et au contexte du Niger. Les autres missions de terrains organisées ont utilisé ces outils en l'adaptant aux objectifs des différentes missions.

c. Collecte de données

Quelles que soient les missions organisées, les quatre régions de mise en œuvre du Programme ont été concernées. Contrairement à la première mission qui a été réalisée par les membres du GRSC, les autres ont vu la participation des partenaires de mise en œuvre et des agences des Nations Unies pour échanger avec les acteurs et communautés locaux en vue de recueillir des témoignages directs, des histoires de changement, des leçons apprises et les bonnes pratiques promues par l'Initiative Spotlight dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles dans les zones d'intervention.

d. Analyse des données

L'analyse des données collectées a été faite par les membres de l'équipe de mission par région avec une consolidation des principales constatations. Ces informations ont été utilisées dans les différents rapports annuels de Spotlight et contribué au tableau de bord à des fins de plaidoyer surtout la première mission de terrain du GRSC. En écoutant les bénéficiaires du programme, les changements de comportements positifs ont été mis en lumière, comme le montrent les propos ci-dessous

« A l'Espace sûr j'ai appris tellement de choses sur les VBG, l'hygiène menstruelle, la santé sexuelle et reproductive, mais aussi mes droits et responsabilités. Avant j'étais ignorante mais



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



maintenant je sensibilise mes sœurs. »

-Participantes de l'Espace sûr de Zinder-

« Après avoir bénéficié d'un kit animalier¹², je me sens plus indépendante et autonome. Maintenant, dans ma famille et ma communauté, on m'écoute et on m'inclut quand il faut prendre des décisions. Avant, j'étais invisible. »

-Bénéficiaire des kits animaliers-

« Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant est satisfait de cette mission conjointe qui a permis de mesurer le niveau de mise en œuvre des activités Spotlight dans les quatre régions. Cependant, certains recadrages sont nécessaires et il nous faut renforcer la synergie entre acteurs qui interviennent dans la réponse aux violences faites aux femmes et aux filles. Nous remercions et félicitons toutes les équipes pour avoir tenu le rythme en quelques semaines. »

Ing. Amadou Ouabanaize, DEPS et coordonnateur de la Cellule nationale Initiative Spotlight Niger.

e. Communication des résultats et définition des actions à entreprendre

Après les différentes missions, des rencontres de restitution des résultats sont organisées. D'abord au niveau local, un feedback est fait aux communautés et aux partenaires locaux en mettant en évidence les résultats clés, les bonnes pratiques et les problèmes détectés sur le terrain. Ensuite au niveau de Niamey, une réunion est organisée avec toutes les structures ayant pris part aux missions de terrain pour tirer les leçons de la mise en œuvre du programme. Plusieurs recommandations sont formulées à l'attention des partenaires de mise en œuvre, les ministères sectoriels et les agences des Nations Unies pour améliorer l'exécution du programme.

Il faut retenir que ces missions ont été une opportunité pour l'ensemble des acteurs de visiter les zones d'interventions, de juger la pertinence du programme et des changements induits par les témoignages et les histoires de changements recueillis auprès des populations.

L'une des recommandations des missions était de mettre en place des points focaux régionaux du GRSC pour faciliter la collaboration et la participation de la société civile au niveau régional

¹² Un kit animalier ou kit caprin est un paquet individuel d'activités génératrices de revenus composé de trois (3) chèvres et un (1) bouc, un aliment bétail pour trois (3) mois comprenant un son de blé (50kg), coke de niébé (50kg), un bloc à lécher (2kg) et abreuvoir et mangeoire, et un service de santé animale (déparasitage et vaccination).



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



et local. Cette recommandation a été mise en œuvre à travers l'organisation de sessions de formation dans les quatre régions du programme Spotlight. Les sessions ont porté sur le concept de SEP, la méthodologie et les outils de SEP et la désignation de points focaux régionaux. A l'issue de ces formations un comité régional de la société civile composé de six points focaux a été mis en place dans chaque région. L'implication et l'engagement de ces points focaux régionaux sont un gage de durabilité.

Tous les changements positifs apportés au niveau de chaque pilier ont contribué dans l'obtention de résultats en matière de prévention et de prise en charge. Les actions en direction du cadre légal ont influencé positivement les changements des normes sociales et l'utilisation des services. Le renforcement des capacités institutionnelles dans le pilier 2 ont favorisé la prévention et la prise en charge en matière de VBG. Les données de qualité (Pilier 5) ont contribué dans les prises de décision et de réajuster les stratégies de lutte contre les VBG.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



b) Capturer le changement au niveau des résultats

Pilier commun : Cadre Légal, Politique, Institutions et Données

Un cadre législatif renforcé pour prendre davantage en compte les VBG

Le programme Initiative Spotlight, à travers la réalisation en 2021 de l'étude comparative et l'analyse du cadre législatif national en lien avec les violences, les droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) des femmes et des filles et les pratiques néfastes (PN) et le plaidoyer mené (y compris la campagne nationale du Médiateur de la République), ont permis de doter le Niger de dispositions juridiques qui protègent mieux les femmes et les filles des VBG. En effet, les conclusions de l'étude ont mis en exergue les faiblesses et lacunes des dispositifs en place et permis de formuler des recommandations qui ont servi de support pour le plaidoyer en faveur des réformes légales. C'est ainsi qu'en 2022, le Niger a entrepris un exercice de relecture de son code pénal afin de les aligner sur les normes internationales, ce qui a été l'occasion d'intégrer les recommandations de l'étude dans le document de projet de texte qui doit suivre les prochaines étapes pour acter la révision du code. Le code pénal a ainsi été enrichi pour, non seulement, prendre en compte certains aspects non couverts, mais aussi, clarifier l'existant¹³.

¹³ On peut noter, entre autres : i) le renforcement de l'article relatif aux coups et blessures volontaires pour augmenter les peines et amendes, (art 286) et le harcèlement sexuel (art 384), ii) l'introduction d'un nouvel article qui porte sur les violences psychologiques (292) ; iii) le renforcement de l'article 300 portant sur les MGF avec un doublement des amendes et des peines si elles sont pratiquées sur des enfants de moins de 18 ans ; iv) la redéfinition des pratiques esclavagistes (article 360) et l'élargissement à d'autres pratiques assimilables ; v) l'introduction d'une nouvelle section V sur les actes considérés comme de la torture ou d'autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants, avec une aggravation des peines lorsque la victime est un enfant de moins de 18 ans, une personne handicapée, une femme enceinte ou âgée de plus de 65 ans (article 304) vi) l'instauration d'une amende pour refus d'inscrire un enfant à l'école ou suspension de sa scolarité, y compris pour motif de mariage (art. 331) ; vii) le doublement de la peine applicable en cas de détournement des mineurs ; viii) l'introduction d'une nouvelle disposition permettant de poursuivre en cas de mariage avant l'âge légal (art. 333) ; ix) la redéfinition et l'aggravation des peines relatives au harcèlement (384) et au viol ; x) l'introduction d'une section relative au protocole additionnel de la CDE sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants (article 409) et de l'article 410 qui renforce la définition de l'enfant conformément à la CDE ; xi) l'autorisation de l'interruption volontaire de grossesse (article 426) en cas de viol et de grossesse par acte incestueux xii) l'introduction de nouveaux articles sur le crime contre l'Humanité (226) les crimes de guerre (262) et les enfants associés aux groupes armés considérés comme des victimes. On peut noter, entre autres : i) le renforcement de l'article relatif aux coups et blessures volontaires pour augmenter les peines et amendes, (art 286) et le harcèlement sexuel (art 384), ii) l'introduction d'un nouvel article qui porte sur les violences psychologiques (292) ; iii) le renforcement de l'article 300 portant sur les MGF avec un doublement des amendes et des peines si elles sont pratiquées sur des enfants de moins de 18 ans ; iv) la redéfinition des pratiques esclavagistes (article 360) et l'élargissement à d'autres pratiques assimilables ; v) l'introduction d'une nouvelle section V sur les actes considérés comme de la torture ou d'autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants, avec une aggravation des peines lorsque la victime est un enfant de moins de 18 ans, une personne handicapée, une femme enceinte ou âgée de plus de 65 ans (article 304) vi) l'instauration d'une amende pour refus d'inscrire un enfant à l'école ou suspension de sa scolarité, y compris pour motif de mariage (art. 331) ; vii) le doublement de la peine applicable en cas de



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Par ailleurs, le cadre légal de protection et maintien de la jeune fille scolarisée a été renforcé avec la signature de l'arrêté conjoint n° 000025/MEP/A/PLN/EC/MES/MEP/T du 04 février 2019 modifié par l'arrêté n°00335 du 22 août 2019¹⁴ précisant les conditions de protection, de soutien et d'accompagnement de la jeune fille en cours de scolarité. La modification de l'arrêté a porté sur l'introduction d'une obligation pour les chefs d'établissement et directeurs d'école de signaler tous les cas de violences sur les filles, les sanctions ont été prévues en cas de non-respect des dispositions de l'arrêté et le non-retour de la jeune fille à l'école après l'accouchement au cas où celle-ci se retrouverait enceinte. (Dispositions intégrées dans le code pénal révisé).

Planification sensible au genre renforcée

Le renforcement des capacités dans le cadre du programme Spotlight (formation des formateurs sur la Planification et budgétisation Sensible au Genre (PBSG), et la production d'outils) a permis de mettre en place d'un pool de 30 formateurs outillés en PBSG/VBG issus des 10 Ministères clés qui ont renforcé les capacités de 278 membres (dont 35 femmes) des Cellules Genre des ministères sectoriels. Grâce à ces formations, ces personnes sont capables de planifier, de budgétiser, d'évaluer les besoins à adresser et d'analyser les documents de Politiques et Stratégies de leur secteur en tenant compte du genre, des discriminations d'égalité et d'équité afin de mieux conseiller les décideurs et les exécutants. A la date d'aujourd'hui, neuf communes sur 14 ont pris en compte la Gestion Hygiène Menstruelle (GHM) dans les plans locaux Eau et Assainissement (PLEA) et seulement la commune rurale de Dogueraoua (région de Tahoua) a pris en compte la GHM dans son Plan de Développement Communal. Ces changements se sont reflétés aussi dans la formulation du Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2022-2026 dans lequel les questions de genre ont été largement prises en compte avec le programme 5 qui porte sur la réduction des inégalités de genre.

Des progrès ont été enregistrés pour l'institutionnalisation de la PBSG. Au cours d'une journée parlementaire, 110 députés et 21 cadres techniques de l'Assemblée Nationale dont sept (07) femmes ont sensibilisé sur la PBSG pour faciliter le rehaussement des allocations budgétaires dédiées aux actions d'élimination des VBG au niveau des ministères sectoriels. Cette journée s'est terminée par la signature d'une résolution pour la prise en compte du genre dans les plans, les budgets et les politiques nationales.

détournement des mineurs ; viii) l'introduction d'une nouvelle disposition permettant de poursuivre en cas de mariage avant l'âge légal (art. 333) ; ix) la redéfinition et l'aggravation des peines relatives au harcèlement (384) et au viol ; x) l'introduction d'une section relative au protocole additionnel de la CDE sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants (article 409) et de l'article 410 qui renforce la définition de l'enfant conformément à la CDE ; xi) l'autorisation de l'interruption volontaire de grossesse (article 426) en cas de viol et de grossesse par acte incestueux xii) l'introduction de nouveaux articles sur le crime contre l'Humanité (226) les crimes de guerre (262) et les enfants associés aux groupes armés considérés comme des victimes.

¹⁴ [Arrêté N° 00335 du 22 août 2019](#)



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



L'Observatoire National pour la Promotion du Genre (ONPG) a été renforcé à travers la formulation d'un plan stratégique pour les cinq prochaines années.

Disponibilité de données de qualité sur les VBG

L'Initiative Spotlight a permis au pays d'actualiser les données sur les VBG et les pratiques néfastes avec la réalisation de deux études : (i) enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG en 2021 et (ii) étude sur les discriminations croisées auxquelles font face les femmes et les filles au Niger en 2020. Les résultats de ces études ont permis aux acteurs de mise en œuvre d'informer la planification et la prise de décision.

Pour mesurer l'incidence des VBG, la disponibilité des données de routine de qualité s'est considérablement améliorée. En effet, un système de gestion d'information contextualisé a été mis en place au sein de la police et de la gendarmerie pour permettre de disposer des informations sur les survivantes de VBG et de les orienter vers les autres services essentiels de prise en charge. Il en est de même au niveau de la justice où les magistrats ont été outillés sur la gestion et la collecte des données. L'opérationnalisation de ce système a reposé sur le renforcement continu des capacités des acteurs. Au total, ce sont 70 gendarmes, 86 policiers et 223 personnels de la justice qui ont vu leurs capacités renforcées sur les typologies des VBG, la collecte et la gestion des données ; ainsi que 42 acteurs (gestionnaires des cas, gestionnaires des données des ONG et des services techniques) formés sont capables d'utiliser le système d'information GBVIMS.

Pilier 3 : Prévention et changement des normes sociales néfastes

Les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes à la santé des femmes et des filles sont des phénomènes qui découlent de la persistance des normes sociales et de genre ancrées dans les us et coutumes des communautés. Celles-ci les acceptent et les considèrent comme le cadre normal de la vie, la société nigérienne étant, dans sa majorité, patriarcale. Pour pouvoir progresser vers l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, il était, de ce fait, essentiel de combiner plusieurs stratégies pour, d'une part, éveiller la conscience sur les actes qui constituent une violence à l'égard des femmes et des filles, mais aussi amener les victimes à chercher réparation et justice. La mise en œuvre du programme Initiative Spotlight a permis de réaliser des investissements en faveur de la transformation des normes sociales, des attitudes et des comportements aux niveaux communautaire et individuel en travaillant avec plusieurs acteurs, notamment les femmes et les adolescentes, les hommes et les adolescents, les décideurs communautaires et religieux, les dirigeants, les journalistes et autres parties prenantes influentes. Ces investissements ont été concentrés sur l'engagement communautaire et les interventions communautaires de changement social et comportemental impliquant les chefs traditionnels et autres décideurs qui sont considérés comme essentiels pour éliminer les violences



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



et les pratiques néfastes. Une stratégie de communication a été élaborée pour mieux adresser les solutions au vu des différents facteurs.

Des leaders traditionnels et religieux favorables à l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles

Le programme Spotlight a contribué à faire baisser la prévalence du mariage des enfants au Niger (76,3% (EDSN 2012) à 65% (ENAFEM 2021)) à travers les interventions soutenues au niveau communautaire, notamment l'implication de la chefferie traditionnelle.



Les initiatives en faveur de la lutte contre les VBG et le mariage des enfants, prises par l'Honorable Abdou Bala Marafa, Sultan du Tibiri Gobir (région de Maradi), présentées par son secrétaire particulier la veille de l'intronisation de deux femmes dans son gouvernement traditionnel pour prendre en charge les VBG, la scolarisation des filles et la lutte contre le mariage des enfants.

Les leaders traditionnels et religieux ont été au cœur de toutes les interventions au niveau communautaire, en raison du rôle crucial qu'ils jouent encore au Niger pour faire évoluer les normes et les comportements autour des questions de genre et des pratiques néfastes. 40 chefs traditionnels et 60 chefs religieux des régions de Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder ont ainsi vu leurs connaissances accrues sur les questions des droits des femmes et des filles, les conséquences des violences et pratiques traditionnelles néfastes et la nécessité d'y mettre fin pour le bien-être de toute la communauté. Des changements encourageants sont visibles déjà à leur niveau où, pour la première fois dans l'histoire de la chefferie traditionnelle au Niger, certains chefs traditionnels ont nommé au sein de leur cour réservée traditionnellement aux seuls hommes, des femmes référentes pour s'occuper des problèmes de VBG, du mariage des enfants



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



et de la scolarisation des filles. Il faut noter que compte tenu de l'éloignement des services de police et de justice, le premier recours des victimes restent les chefs traditionnels. Les campagnes de sensibilisation portant sur les normes sociales néfastes et les stéréotypes sexistes animées par les chefs traditionnels accompagnés de leurs religieux ont permis de **toucher 835 246 personnes dont 252 513 hommes, 275 907 femmes, 160 490 filles et 146 336 garçons.**

Quatre ans après le lancement de l'Initiative Spotlight, il a été jugé opportun de célébrer la réussite en primant les villages. La démarche de sélection retenue vise à récompenser les villages modèles qui se sont distingués à travers des actions et engagements en faveur de l'élimination des violences et des pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles et leur attribuer des prix d'encouragement. Plusieurs critères ont été utilisés dont entre autres : présence d'au moins 3 agences dans le village ; existence d'un comité villageois de protection de l'enfant opérationnel (mettant en œuvre un plan d'action et tenant des réunions régulières) ; zéro accouchement à domicile notifié dans le village ; au moins 45% des effectifs des écoles du village sont des filles ; aucune fille mariée avant l'âge de 15 ans depuis 2019 ; existence de para juriste communautaire actif ; village couvert par une clinique juridique ; présence effective des femmes et des filles dans les mécanismes communautaires existants (COGES, COFOCOM, Assemblée villageoise) ; engagement des autorités coutumières et religieuses à lutter contre les pratiques néfastes et les VBG à travers leurs actions. Au terme de la sélection au niveau de 3 régions sur les 4 cibles¹⁵, 9 villages retenus ont reçu des prix symboliques pour récompenser leurs efforts soit 3 villages par région. Ces prix sont composés des kits pour des activités génératrices de bénéfices durables qui seront conduites par les femmes et les filles du village. Une partie des bénéfices viendront alimenter la caisse du comité villageois de protection pour ses activités de prise en charge des cas.

Des communautés favorables à l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles

Outre les leaders traditionnels et religieux, le programme Spotlight a soutenu des interventions visant à promouvoir des normes, attitudes et comportements équitables, notamment en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles. La mise en œuvre de l'approche communautaire de la protection de l'enfant a permis de renforcer les capacités, les connaissances et compétences des femmes, des filles, des hommes et des garçons dans les 300 villages cibles pour en faire des agents de changement. Les participants/tes ont été engagés dans un processus de changement de comportement et de normes de genre à travers des activités de discussions éducatives sur les thèmes liés aux questions des droits humains, de la santé sexuelle et reproductive, l'hygiène / assainissement, les VBG et pratiques néfastes. En prenant part aux sessions de causeries éducatives animées par des facilitateurs/ facilitatrices communautaires

¹⁵ Etant donné que cette activité est conduite par la Direction Régionale de la Promotion de la Femme et nécessité l'implication des autorités locales, elle n'a pas pu être réalisée dans la région de Tahoua en raison des recommandations de la Délégation relative à la mise en œuvre des activités suite au coup d'état du 26 juillet 2023.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



formés, les participants/tes ont acquis des connaissances et des compétences qui leur permettent d'être des agents de changement dans leur communauté. Ces agents de changement ont partagé ce qu'ils ont appris aux autres membres de la communauté à travers des assemblées villageoises et ont proposé des plans d'action sur les changements à mener que la communauté a validé. Des mécanismes communautaires de protection contre les VBG à travers les comités villageois de protection de l'enfant ont été mis en place dans les différents villages et leurs membres ont été chargés de poursuivre les sensibilisations, mais aussi, de suivre la mise en œuvre des plans d'actions et gérer les cas. Ces comités font le pont entre le non-formel et le formel, étant donné que le Gouvernement a pris, en 2019, un décret (n°2019-369/PRN/MPF/PE du 19.07.2019) institutionnalisant les comités de protection de l'enfant à tous les niveaux. 300 comités villageois de protection contre les VBG avec des membres formés sont aujourd'hui opérationnels.

L'approche communautaire de la protection de l'enfant a permis d'engager 790 291 personnes (266 927 femmes, 190 100 filles, 211 069 hommes et 122 195 garçons) issues des 300 villages sur une population estimée à environ 1 300 000 habitants.



Groupes de filles du village Azarori (département Madaoua, région de Tahoua) suite à une causerie dans le cadre du programme Spotlight.

Il faut noter que 100% des villages cibles ont fait une déclaration publique d'engagement à mettre fin aux actes qui constituent une violence à l'égard des filles et des femmes et autres pratiques néfastes à leur santé et bien-être. Des chartes communautaires ont été établies et signées par toutes les parties prenantes. Certains villages ont matérialisé leur engagement avec l'implantation des panneaux et d'autres ont mis des drapeaux en tissu blanc à l'entrée du village.

Les membres des CVPE ont touché 135 289 personnes dont 30 273 hommes, 60 112 femmes, 25 645 filles et 19 259 garçons par les sessions de dialogues communautaires organisées dans les villages.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Des changements encourageants sur le terrain :

Région de Zinder : i) les communautés disent que le programme leur a permis de mieux comprendre leurs droits et ceux de leurs enfants ; ii) les couples disent que le programme a même apporté un changement positif dans leur vie conjugale (réduction de cas de divorce, des violences conjugales, avec plus de dialogue dans la famille etc.) ; iii) les communautés estiment que le programme a aussi renforcé les liens de solidarité et la cohésion sociale (entente entre deux chefs de quartier à Guirari, échanges entre membres de la communauté au moment des rencontres communautaires) ; iv) témoignage des agents de santé sur une augmentation de la fréquentation des centres de santé ; v) construction des classes à Fouroumi, à Karayé Haoussa, Maimajé et d'une salle d'hospitalisation, des caisses communautaires dans tous les villages. A Mazagna, les populations ont cotisé pour construire une salle de suites de couche à la case de santé ; vi) mise en place et formalisation de vingt groupements féminins ; vii) beaucoup de filles inscrites à l'école (50 sur 93 enfants inscrits à Fouroumi).

Région de Maradi : i) mise en place de caisses de solidarité à Jiga et Kirin puis dans tous les villages de Saé Saboua ; ii) formation sur la cotisation de la communauté pour 30 filles non scolarisées afin de leur permettre d'accéder à une formation en couture et tricotage au niveau du village de Guidan Kané Katsinawa ; iii) initiation des adolescentes en couture, tricotage et fabrication de savon à Kaotchin Kabba, Ourafane et Jiga ; iii) construction d'une maison de l'agent de santé dans l'enceinte de la case de santé au niveau du village de Tagaza et deux salles pour renforcer la capacité d'accueil des malades au CSI de Kirin.

Source : Extrait des bilans des interventions dans les premières communes de l'Initiative Spotlight des régions de Maradi et Zinder

Le personnel des 25 cliniques juridiques a aussi contribué à renforcer les connaissances des communautés sur les droits légaux des survivants de violences et les voies de recours au niveau communautaire. Ainsi, ce sont **253 486 personnes (110 780 femmes, 58 414 hommes, 48 459 filles et 35 833 garçons)** qui ont été sensibilisées sur les VBG et les services juridiques disponibles dans les quatre régions Spotlight.

Emergence des leaders de demain

Des investissements ont été réalisés pour que les jeunes portent les changements et prennent le relais à travers plusieurs approches. La mise en œuvre de l'approche communautaire de la protection de l'enfant a contribué à l'émergence des jeunes filles leaders appelées « **correspondantes pour la protection (C4P)** », en raison de 2 filles par villages, soit un total de 600 adolescentes. Elles font partie des participantes aux causeries éducatives, ce qui leur a permis d'acquérir des connaissances et des compétences pour poursuivre la sensibilisation des



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



autres adolescentes scolarisées et non scolarisées, y compris pendant la période du pic de la pandémie COVID-19, à travers des visites porte-à-porte et des ateliers communautaires participatifs par petits groupes où elles ont partagé leurs connaissances. Les ateliers participatifs dispensés en langue locale ont été l'occasion pour elles de mettre en application les acquis de leur apprentissage. Elles sont encadrées par des facilitateurs communautaires qualifiés. Les C4P représentent les filles du village au sein des comités villageois de protection contre les VBG où elles s'assurent de la prise en compte de l'intérêt des filles, comme l'illustre le témoignage de **Halima Hassan, 16 ans, région de Maradi** : **« Les sessions éducatives ont changé beaucoup de choses dans ma vie comme : la connaissance de mes droits et devoirs et m'ont appris à m'exprimer devant un public sans aucune peur. J'ai appris l'importance de la discussion dans mon milieu et cela m'a permis de dialoguer avec les filles en cas de problème »**. Les adolescentes des villages d'intervention et au-delà, se mobilisent de plus en plus pour sensibiliser leurs pairs et créer des espaces d'expression pour partager leurs expériences à travers leur mise en réseau. A la date du présent rapport, ce sont 632 adolescentes qui sont mises en réseau à travers WhatsApp.

La mise en œuvre de la mobilisation communautaire contre les VBG et les pratiques néfastes dans les quartiers péri-urbains des régions des zones d'intervention à travers le théâtre interactif a également permis l'émergence des jeunes leaders (filles et garçons âgés entre 12 et 24 ans) appelés **« Jeunes Acteurs de Changement (JAC)**. 180 JAC des quatre régions cibles de l'Initiative Spotlight, à savoir, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder, ont animé 98 séances sur diverses thématiques liées aux questions de violences dans leur quartier, ce qui leur a permis de **mobiliser 60 182 personnes (21% hommes, 23% femmes, 25% filles et 31% garçons)**. Ces jeunes entreprennent d'autres activités d'intérêt communautaire (salubrité, l'entraide en cas de sinistre...) pour renforcer la confiance en eux et servir ainsi de modèle aux autres jeunes de la communauté.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



A Tillabéri, les jeunes acteurs de changement, encadrés par la Direction de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant, sont décidés à peser de leur voix à travers des actions à impact auprès des jeunes des différents quartiers, notamment ceux touchés par l'insécurité et ses corollaires.

L'Initiative Spotlight a également contribué à la mise en place d'un partenariat avec des organisations dirigées par les jeunes filles et femmes afin de renforcer leur leadership en faveur de leurs droits. Ces organisations ont reçu des appuis à travers le ministère en charge de la promotion de la femme pour mener des actions de plaidoyer et de mobilisation sociale en faveur de l'élimination des pratiques néfastes (PN), notamment le mariage des enfants, ainsi que d'autres VBG, à l'occasion de la célébration des journées des droits des femmes et des enfants et les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles. Ces jeunes filles et femmes engagées dans ce mouvement se distinguent par le port du turban en lieu et place des hijabs et autres voiles quand elles sont en activité. Elles sont très actives sur les réseaux sociaux où elles animent des discussions sur diverses thématiques en lien avec les droits des filles au Niger. Une des organisations des filles qui a émergé après le sommet des filles africaines qui a eu lieu en novembre 2021 à Niamey, est la Fada des Filles. Au Niger, l'appellation « Fada » est un espace traditionnel communautaire de parole, d'échange et de prise de décision qui est réservé aux hommes et aux garçons. Ces derniers se réunissent dans une Fada pour décider des actions à mener au sein de leur communauté. La Fada est également un espace de solidarité masculine. Le concept « **Fada des Filles** » est né de la nécessité par les filles de s'approprier ces espaces de paroles, de solidarité et de prise de décision au sein des communautés pour contribuer à une transformation sociale favorable à l'avancement de leurs droits. **La Fada des Filles est composée de 30 jeunes filles issues de milieux professionnels et universitaires** divers qui ont bénéficié de renforcement de capacités leur permettant de mener des sensibilisations, des



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



plaidoyers auprès de tout type de public et jouent le rôle de modèles pour les plus jeunes. Elles mettent à profit leur temps pour aller au contact des autres filles et garçons avec qui elles jouent le rôle des aînées, partagent leurs connaissances et poussent les filles scolarisées (des quartiers péri-urbains) à embrasser les carrières scientifiques.



Étudiante en informatique et passionnée de mangas, Malika, coordinatrice de programme à La Fada des Filles parle de son engagement pour ce travail. Lien à la vidéo : <https://youtu.be/I43xk3YGIJA>

Les filles de la Fada ont animé des causeries sur les thématiques liées aux mutilations génitales féminines (MGF) à l'occasion de la journée tolérance zéro aux MGF, le 6 février, aux Violences Basées sur le Genre (VBG) à l'occasion de la journée du 8 mars et 13 mai et sur la gestion de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire à l'occasion de la journée de l'enfant africain le 16 juin. Au total ce sont 2 457 personnes touchées dont 1 972 filles, avec parmi celles-ci, 574 élèves filles du CES de Koiratégui (quartier péri-urbain de Niamey) qui se sont inscrites dans un programme de soutien à la réussite scolaire.

Il faut noter que la pandémie de la COVID-19 a eu un impact sur le déroulement des activités, mais des stratégies d'adaptation ont, tout de suite, été mises en place. Les activités se sont déroulées en petits groupes et des visites à domicile ont remplacé les grands rassemblements pour permettre le respect strict des protocoles de prévention de la maladie. Des équipements de prévention ont été achetés et distribués à tous les partenaires et travailleurs de première ligne pour garantir le respect des protocoles de sécurité.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Des médias comme partenaires engagés

Le programme Spotlight a collaboré avec des médias dans le but de diffuser au niveau communautaire des messages clés sur la violence basée sur genre et de contribuer à l'élimination des stéréotypes qui y sont associés. Plus précisément, l'Initiative Spotlight a établi un partenariat avec 5 radios communautaires qui ont réalisé des émissions sur les causes et conséquences des VBG avec 185 diffusions et rediffusions. Chaque radio totalisant en moyenne un auditoire de 12 500 personnes dans son rayon d'émission, on estime à environ 2 312 500 personnes sensibilisées sur les VBG qui ont des connaissances sur les types, les causes, les services offerts aux victimes, les acteurs de lutte et les principes de prise en charge (confidentialité, respect, sécurité et non-discrimination) pour éviter les pratiques néfastes et pouvoir accompagner dans le référencement et l'accès aux services essentiels. Afin d'atteindre les populations locales pendant la pandémie de la COVID-19 et de faire participer un large public dans ces initiatives de prévention de la VBG, l'Initiative Spotlight a développé des méthodes innovantes pour promouvoir l'engagement communautaire par le biais des médias. Par exemple, le programme a engagé les chefs traditionnels qui ont animé 192 émissions interactives, y compris avec des techniques de théâtre interactif, sur les ondes de 96 radios communautaires avec une population exposée au message estimée à environ 8 000 000 de personnes. Dans le cadre de ce partenariat, ce sont 11 magazines en 5 langues et 21 forums dont 7 vidéos portant sur les VBG et leurs conséquences qui ont été produits et diffusés à travers les radios et télévisions partenaires ainsi que via les réseaux sociaux. La diffusion de chaque forum a été relayée sur les comptes Twitter (@studio_kalangou), Facebook (<https://fr-fr.facebook.com/StudioKalangou/>) et le statut WhatsApp (+227 80 06 88 54). Ces initiatives ont permis de toucher au total 57 666 personnes (28 833 hommes, 6 920 femmes, 10 380 filles et 11 533 garçons) via les réseaux sociaux. Les forums sont toujours disponibles en streaming ou en téléchargement sur le site <https://www.studiokalangou.org/>. Trois forums audios et vidéos ont particulièrement attirés beaucoup de vues sur le site, il s'agit de :

- Violences basées sur le genre à l'encontre des femmes en situation de handicap dans les services
- Violences basées sur le genre à l'université Abdou Moumouni de Niamey : Cas des étudiantes
- Les droits de la femme en matière de divorce et de répudiation au Niger.

Les résultats de l'évaluation de l'engagement communautaire pour mettre fin aux pratiques traditionnelles néfastes réalisée en 2021, ont montré que les interventions d'engagement communautaire les plus efficaces sont celles relatives aux dialogues communautaires, aux causeries éducatives, aux sensibilisations à travers les radios ainsi que les déclarations publiques des communautés.

Par ailleurs, l'éducation sexuelle complète (ESC) et les Espaces sûrs ont fortement contribué à éveiller les jeunes filles scolarisées et non scolarisées, notamment en les dotant de



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



connaissances et compétences dans la gestion de leur hygiène menstruelle, cadre de vie, le Genre et droits humains et les compétences de vie, les capacités financières, la Santé de la Reproduction, les VBG afin qu'elles sachent prévenir et réduire les risques de VBG. Cela a permis aussi d'informer leur famille et leurs paires sur les risques et conséquences des VBG y compris le mariage des enfants d'une part, et, d'autre part, connaître les services auxquels il faut avoir recours en cas de VBG. **Au total, 68 100 jeunes filles des régions Spotlight ont bénéficié de cet appui.**

Pilier 4 : Des Services de qualité

Grâce au programme Spotlight, il y a eu un renforcement conséquent de la collaboration des différents services, pour assurer une prise en charge holistique des survivantes conformément aux normes et standards. La proximité et la qualité de ces services s'étant nettement améliorées, la demande a considérablement augmenté grâce au programme Spotlight.

Prise en charge holistique

L'Initiative Spotlight a renforcé la capacité des 36 services sociaux existants et appuyé la mise en place de 15 centres d'écoute ainsi que des 300 Comités Villageois de Protection contre les VBG (CVPE) dans les villages et communes cibles à travers des formations sur les VBG et la gestion de cas, la dotation en moyens de déplacement (32 motos cross). Les locaux devant servir des centres d'écoute dans les quatre régions cibles ont été mis à disposition par les communes et aménagés pour correspondre aux normes et standards en la matière avec le soutien du programme. Les quinze (15) centres aménagés sont opérationnels et prennent en charge les survivantes des VBG et font les référencement des cas qui nécessitent l'intervention d'autres spécialistes. A la date du rapport, **les services sociaux et les CVPE ont eu à gérer 10 357 cas de VBG dont 1380 cas de mariage d'enfants et 1001 cas graves (viol, agression sexuelle) référés vers d'autres services, principalement la santé, la justice et la police.**

Le dispositif de prise en charge des survivantes autour des 22 Centres de Santé Intégré (CSI) a permis de faire prendre conscience aux populations, de comprendre et bénéficier de la prise en charge holistique avec l'appui psychosocial, la prise en charge médicale et l'orientation juridique et judiciaire (travail des relais communautaires, des cliniques juridiques, de la Police, la Gendarmerie et des CSI). Les autorités sanitaires au plus haut niveau prennent en compte les questions de VBG dans le renforcement de capacité du personnel de santé. De même, les 22 CSI pris en charge par le programme ont intégré les questions de VBG à travers les centres mère-enfant dans les quatre régions.

Avec la contribution du programme Spotlight, les Officiers de Police Judiciaire ont beaucoup amélioré la qualité de leur travail à travers une approche centrée sur la survivante ayant renforcé la confiance des populations vers la police et la gendarmerie, des procès-verbaux plus complets,



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



la collecte et la compilation de données plus fiables ; et une collaboration renforcée avec les autres services, par l'application stricte des SOPs.

De 2020 à 2023 la police et la gendarmerie ont assuré l'écoute, l'accompagnement juridique et judiciaire et le référencement vers d'autres services à **17 822 personnes survivantes de VBG** (1 298 cas de viol, 2 198 cas d'agression sexuelle, 6 588 cas d'agression physique, 1 193 cas de violences psychologiques, 3 096 cas de mariage d'enfants et 3 449 cas de déni de ressources ou d'opportunité).



En quatre ans de mise en œuvre, 25 cliniques juridiques ont été installées coordonnées par des jeunes (22 hommes et 3 femmes) de l'ANDDH sous le leadership de l'ANAJJ. Ces cliniques juridiques ont assuré une meilleure couverture et une prise en charge des besoins des communautés du point de vue juridique et judiciaire. **Au total, les cliniques juridiques ont fourni un support légal à 327 personnes et 982 cas de VBG ont reçu une assistance juridique et 325 dossiers ont été orientés vers les services judiciaires dont 278 ont fait l'objet d'une décision de justice.**

Quatre centres régionaux multifonctionnels de prise en charge des VBG, sont en place à Tahoua, Maradi, Zinder et Tillabéri pour assurer la continuité des actions de prévention et de prise en charge des survivantes de VBG au Niger de manière plus efficace. A la date du rapport, les quatre centres sont opérationnels Maradi, Zinder, Tahoua et Tillabéri et ont assuré la prise en charge de **391 cas de VBG** (84 cas de viol, 59 cas d'agression sexuelle, 87 cas d'agression physique, 8 cas de mariage d'enfants, 122 cas de déni de ressources ou d'opportunité et 31 cas de violences psychologiques). Avec ces centres, la couverture est étendue aux localités environnantes des régions cibles, ce qui constitue une avancée significative introduite par le programme Spotlight.

Accès à des services de qualité : focus sur les jeunes filles

Le programme Initiative Spotlight a accordé une attention particulière à la satisfaction des besoins spécifiques des filles, en particulier celles qui sont à risque de violence. Ainsi, 320 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons ont été construites/réhabilitées pour 52 180 élèves (24 573 filles et 27 607 garçons) ; 200 écoles cibles des régions d'intervention, dont 3 écoles pour les sourds, ont également été équipées en dispositifs de lavage des mains respectant les standards pour assurer un environnement scolaire favorable au maintien des filles à l'école. Ces infrastructures sont gérées par les comités de gestion des établissements scolaires existants en collaboration avec l'association des parents d'élèves et les gouvernements scolaires constitués des élèves eux-mêmes.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Il y a également eu un soutien à la formation / sensibilisation dans le cadre de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) et la distribution de 10 000 kits GHM dans les 200 écoles à travers le partenariat avec l'ONG SEPT. Il faut noter qu'avant l'intervention, cette ONG avait procédé à une évaluation du niveau de connaissance sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans les écoles. Sur 158 écoles enquêtées, 122 avaient au moins une personne qui avait entendu parler une fois de la GHM. Le niveau de connaissance sur ce sujet est plus important dans les milieux urbains (ville de Maradi en particulier) que dans les zones péri-urbaines ou rurales. La majorité des filles interrogées ont affirmé qu'elles rentraient à la maison en cas d'apparition des règles. On constate qu'à Tahoua 67 filles sur 83 (soit 80%) rentraient ainsi à la maison. Les pagnes et tissu constituent les principaux matériels utilisés dans la gestion de l'hygiène menstruelle d'après 60% des filles à Tahoua, Maradi et Zinder. Les serviettes hygiéniques ont été réalisées par un groupement de femmes, ce qui leur permet de générer des revenus.

Réinsertion socioéconomique

Ce sont au total **1 355 femmes et filles survivantes des régions de Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéri qui ont bénéficié de renforcement de capacités et d'activités génératrices de revenus (embouches, petit commerce, maraîchage, transformation agro-alimentaire, kit de fabrication de savon et cosmétique. etc.)**. Survivantes de VBG ou non ont bénéficié des investissements communautaires (à travers les Plateformes multifonctionnelles mises en place). Ce qui a permis aux femmes d'améliorer leur niveau de revenu, renforçant ainsi leur autonomisation économique et leur résilience, ce qui contribue à la durabilité du programme puisque cela aide à sortir du cycle de la violence.

Les plateformes multifonctionnelles¹⁶ (PTFM) destinées à alléger des tâches domestiques des femmes ont été installées dans 22 villages comités de gestion de ces PTFM ont été créés et formés en conséquence avec 218 membres au total. Ils sont dotés des documents de gestion et des plans d'action avec 48 opérateurs et 22 artisans locaux identifiés et formés pour les petites réparations. 90 groupements de femmes ont été redynamisés dans 30 villages des régions de Maradi et Zinder. Ils sont capables de s'autogérer dans la durabilité, l'efficacité et la transparence. Ainsi, 32 Unions et 6 Fédérations communales ont été mises en place. Elles sont dotées des textes fondamentaux (statut, règlement intérieur, plan d'action) et disposent d'agrément.

Pilier 6 : Organisations féminines

¹⁶ Une PTFM est un dispositif de transformation agro-alimentaire et d'accès aux services énergétiques. Elle est constituée d'un moteur diesel auquel peuvent être couplés divers modules qui sont principalement des machines de transformation de produits agricoles, de production d'électricité. La PTFM vise à (i) contribuer à la valorisation des productions agro-alimentaires, (ii) alléger la charge de travail de la femme rurale, (iii) fournir des services énergétiques de base, (iv) diversifier et accroître les revenus des femmes, et (v) permettre l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, hydraulique).



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Au Niger, la Société Civile a été dès le début associée aux consultations et à activement participer à l'élaboration du document de programme, cela dans une logique d'appropriation du programme. Cependant, des défis sont très vite apparus, notamment le leadership et la restructuration pour garantir l'implication de tous les membres.

Dans la phase II du programme, le GRSC a mis en place 24 points focaux (6 par régions de mise en œuvre). Un cahier des charges définissant leurs rôles/responsabilités et agendas etc. a été proposé. Ces ONG sont membres des plateformes régionales de lutte contre les VBG. Les acteurs régionaux ont par ailleurs souhaité un document de guidance du suivi-évaluation participatif pour guider leurs actions, même dans le cadre d'autres programmes. Les directions Régionales du ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant ont été impliqués comme membres observateurs.

Grâce à l'appui du programme le GRSC Niger a été le premier récipiendaire à élaborer un tableau de bord pour mener les actions de plaidoyer au niveau des régions de mise en œuvre. Par ailleurs, le Niger est un des premiers pays à avoir appuyé le GRSC avec un plan d'action, qui a inspiré d'autres pays.

L'étude sur la cartographie des organisations de la société civile et des mouvements féminins a permis d'identifier 324 organisations de promotion et de protection des droits des femmes et des filles dont 152 organisations féminines et 19 représentants les jeunes afin de contribuer à la sensibilisation des populations sur les VBG, sur les services essentiels existants et sur les conduites à tenir pour avoir accès aux services. Deux guides pédagogiques ont été élaborés et diffusés pour appuyer le renforcement des capacités des organisations cartographiées sur la lutte contre les VBG.

Le Programme Spotlight a soutenu la mise en place d'une e-plateforme dénommée « Plateforme VBG Niger (<https://vbgniger.org/>) » qui a créé un espace de dialogue, de mise en réseau et des échanges thématiques. Lancée avec 173 femmes et jeunes filles leaders, cette plateforme a permis de fournir des informations sur les enjeux de l'enregistrement biométrique pour les femmes et leur participation au processus électoral.

Les résultats de l'étude sur les discriminations croisées ont permis de développer une action en faveur de la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées (FNPH). Cette initiative, qui répond au principe « ne laisser personne de côté », a contribué à faciliter la mobilité des personnes handicapées et à renforcer leur autonomisation économique. L'assistance a porté sur l'octroi de 50 motos tricycles aux sections régionales de la FNPH. L'exploitation de ces tricycles pour le transport commun des personnes ou des biens a permis de générer 18 543 415 FCFA dont 9 376 190 FCFA ont été dépensés pour la prise en charge des enfants victimes d'infirmité motrice cérébrale (IMC). Ainsi, ces dépenses ont concerné la prise en charge de 257 enfants



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



d'IMC en termes de frais de déplacement vers les centres de santé, de frais médicaux, des prothèses orthopédiques et d'autres matériels d'assistance, qui s'inscrivent dans la lutte contre et l'élimination de toutes formes de violences. Ces fonds ont aussi servi à la facilitation d'accès de ces enfants aux établissements scolaires. Le reste des ressources (9 166 225 FCFA) est mis dans le compte bancaire de la FNPH.

Reporting on SRHR:

Prévention des VBG

- L'Initiative pour les adolescentes « Espaces Sûrs/ILLIMIN » a été très bénéfique aux adolescents hors du système éducatif formel par l'acquisition de connaissances et de compétences de vie. La participation aux différentes causeries et l'enseignement des modules ont permis aux adolescentes d'acquérir des connaissances sur l'hygiène corporelle, les services de santé disponibles dans leurs localités. Les communautés se sont organisées pour la mise en place de procédure permettant de sanctionner les hommes qui laissent leur femme accoucher à domicile. Les chefs des centres de santé (plus de 90%) ont affirmé avoir une augmentation significative des formations sanitaires par les femmes. De même, les adolescentes ont une meilleure estime de soi et sont conscientes de l'importance de présenter dans les centres de santé pour échanger sur la planification familiale.



Bien que affectées par les conséquences de l'insécurité dans leur région, c'est dans la fréquentation de l'Espace sur de Tadres (commune de Tillabéri) que les jeunes filles trouvent du réconfort et un espoir grâce au soutien psychosocial à travers les causeries et la formation aux activités génératrices de revenus, la prévention des mariages précoces et l'éducation sexuelle.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- Concernant la promotion de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM), 320 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons ont été construites/réhabilitées pour 52 180 élèves (24 573 filles et 27 607 garçons). Cela a permis de réduire le taux d'absentéisme des filles pour des raisons d'hygiène menstruelle. L'évaluation pré-intervention réalisée a montré que le niveau de connaissance sur la GHM est assez satisfaisant avec sur 158 écoles enquêtés au moins 122 ont une personne ayant déjà entendu parler de la GHM. La majorité des filles interrogées ont affirmé qu'elles rentrent à la maison en cas d'apparition des règles. On constate que dans certaines régions ce sont 80% des filles qui rentrent à la maison. Les pagnes et tissu constituent les principaux matériels utilisés dans la gestion de l'hygiène menstruelle d'après 60% des filles.
- Au niveau communautaire, l'Initiative Spotlight a contribué à la promotion et au plaidoyer pour une bonne GHM à travers la formation de 33 acteurs sur les VBG et la GHM. En outre, 10 modules de la GHM ont été révisés en intégrant de nouvelles sections sur les VBG.
- Education Sexuelle Complète (ESC): Il y a eu l'intégration effective de l'ESC dans les écoles de formations des enseignants. L'ESC est abordée lors de l'animation du module sur les compétences de vie courante dans le système non formel et dans les écoles, les enseignants forment les élèves au niveau du premier cycle du secondaire (collège) avec comme porte d'entrée, les cours sur les SVT, par exemple.

Services

- 153 CSI des communes d'intervention de Spotlight ont été dotés de matériels médicaux pour les accouchements assistés, des médicaments et des produits contraceptifs.
- Six (06) Clubs de Santé Scolaires et cinq (05) infirmeries scolaires ont été équipés en matériels de communication pour renforcer les capacités de communication lors des assemblées générales et pour la sensibilisation des élèves sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes.
- Pour la prise en charge médicale des viols, l'Initiative Spotlight a doté 22 centres de Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base (SONUB) en matériels nécessaires pour la fourniture de services de qualité aux survivantes de violences.
- L'Initiative Spotlight a appuyé la réhabilitation du Centre National de Référencement des Fistules Obstétricales pour améliorer le plateau technique de prise en charge des femmes fistuleuses et accroître la capacité d'accueil du centre.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Titulaires de droits («Bénéficiaires»)

Indicateurs Direct pour	Directs	Indirects	Commentaires / Justifications
Femmes (18 ans et plus)	124 040	720 858	
Filles (5-17 ans)	167 866	446 695	
Hommes (18 ans et plus)	89 848	566 703	
Garçons (5-17 ans)	65 748	372 900	
TOTAL	447 502	2 107 156	

Défis et mesures d'atténuation

- La collaboration et concertation dans certaines régions dans la mise en œuvre des actions de sensibilisation n'ont toujours pas été coordonnées en raison de la multiplicité des partenaires de mise en œuvre au niveau de la prévention. Cela peut créer des confusions au sein des communautés bénéficiaires de ces actions. Cette synergie d'intervention est plus visible parmi les acteurs de prise en charge que ceux de la prévention. Les Directions Régionales de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant ont enclenché une dynamique de partenariat avec les acteurs intervenant dans les VBG. Au niveau régional, elles ont joué un rôle central dans la coordination des interventions. Cet effort doit être soutenu pour le renforcement de la collaboration et la coordination à tous les niveaux, entre les acteurs de mise en œuvre.
- Au niveau des OSC, les capacités de fonctionnement ne sont pas les mêmes et leur représentation effective sur le terrain est problématique. Aussi, il n'existe pas de cadre concerté de collaboration en termes de mapping (qui fait quoi et avec qui). Le mapping réalisé n'a pas été diffusé au niveau de chaque région pour faciliter la coordination des interventions



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- Au début de la mise en œuvre du programme, le travail entre les agences n'a été très difficile car chacune travaillait en silo sans retenir compte de la mouture du programme. Mais, il a été recommandé aux agences leads de rendre fonctionnels les différents piliers. Ainsi des rencontres par pilier ont été organisées qui ont permis d'échanger sur la synergie des interventions.
- Les structures de l'Etat intervenant dans le domaine des VBG n'ont pas les ressources humaines en quantité et en qualité à tous les niveaux. Cette insuffisance de cadres impacte négativement le bon fonctionnement des services de prise en charge. La disponibilité des ressources humaines suffisantes et de qualité à tous les niveaux est nécessaire pour rendre durable les interventions de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Pour pallier cela, il a été privilégié de confier la gestion de certains centres multifonctionnels aux ONG dans un premier temps. Ensuite, l'Etat prendra la relève avec du personnel permanent affecté dans ces centres pour rendre pérenne les interventions de lutte contre les VBG.
- La non-gratuité des actes administratifs/justice a impacté négativement la prise en charge médicale/juridique de certaines survivantes. Un certificat à expertise est demandé aux femmes ayant subi le viol ou l'agression sexuelle en vue de poursuivre le processus de dénonciation jusqu'à la justice. Malheureusement, ces femmes n'ont pas les ressources pour payer l'acte et ne sont pas en mesure de porter plainte contre leurs agresseurs.
- Un autre défi est de maintenir une gestion efficace des plateformes multifonctionnelles pour l'autonomisation des femmes. Le Programme Spotlight a effectivement contribué à la réduction du temps de travail et de la pénibilité du travail des communautés, particulièrement des femmes grâce à l'introduction des équipements de transformation notamment les moulins et les décortiqueuses. Aussi, ces femmes ont amélioré leurs conditions de vie grâce aux AGR. Grâce à ces appuis, elles ont une autonomie financière et subviennent aux besoins de la famille en prenant en charge l'alimentation, les frais scolaires des enfants et de santé. Cela a contribué à créer une paix dans la famille et à réduire les tensions et les agressions conjugales. Même à la clôture du Programme, il s'agira de confier la gestion entière des plateformes multifonctionnelles aux femmes.
- Les centres multifonctionnels existants ne disposent des ressources financières de l'Etat pour leur fonctionnement. Le manque de moyens financiers provenant du budget de l'Etat peut constituer à la longue une entrave pour la pérennisation de ces centres. Bien que le MPFPE ait pris un arrêté portant création et fonctionnement de ces centres, force est de constater que ces centres dépendent fortement du financement des Partenaires Techniques et Financiers. Ce fort engagement du gouvernement doit aller plus loin en dotant les centres de ressources humaines et financières adéquates pour leur autonomie financière. Il est nécessaire que le MPFPE renforce son leadership de coordination pour



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



garantir une adhésion à long terme des parties prenantes de la prise en charge holistique des survivantes de VBG.

- La clôture du programme annonce aussi l'arrêt des activités. Le défi est de maintenir la mise en œuvre de certaines activités en continu, y compris dans les zones d'insécurité, pour garantir une pérennisation.
- Le coup d'Etat du 26 juillet 2023 a perturbé le calendrier de mise en œuvre du Programme en raison de l'arrêt des activités car toutes les actions qui étaient programmées durant les premières semaines ont été annulées. Il y a eu la dissolution du gouvernement qui a entraîné un ralentissement du fonctionnement de l'administration centrale et déconcentrée. Toutefois, les activités en faveur des communautés se sont poursuivies pour garantir une consolidation des résultats.
- La communication et la visibilité du programme ont été un défi pour les agences.

Leçons apprises et opportunités du programme

b) Leçons apprises

Pilotage de la réforme des NU en pratique en recherchant systématiquement la synergie d'intervention, la collaboration et le dialogue accru entre acteurs. Les agences des Nations Unies ont collaboré dans la mise en œuvre des interventions. Cette approche s'est révélée très pertinente dans la coordination sur les priorités stratégiques et le partage d'informations. Cela a beaucoup contribué à aplanir les tensions entre les différents acteurs et favoriser un dialogue permanent ayant permis l'adoption d'une vision stratégique commune basée sur les objectifs de Spotlight. L'expérimentation de la réforme des Nations Unies a été plus visible dans la réduction des transactions en mutualisant les efforts des agences autour de certaines activités clés. C'est le cas de la réalisation de l'étude sur le cadre légal, de l'enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG, du renforcement institutionnel et technique de l'ONPG. Cette nouvelle façon de travailler s'est concrétisée lors des missions conjointes durant lesquelles les agences ont parlé d'une seule voix en face des bénéficiaires et des autorités locales.

Fort engagement communautaire (relais communautaires, comités villageois, chefferie traditionnelle et religieuse, familles, jeunes filles, groupes de défense des droits des femmes etc.) favorisant l'appropriation effective du programme Spotlight dans les zones d'intervention. L'adhésion de l'ensemble des acteurs communautaires a favorisé une forte participation aux différentes activités de sensibilisation organisées dans leurs localités. Cette implication a contribué à un changement de comportements positifs des communautés en faveur de la promotion des droits des femmes et des filles. Les sorties cantonales organisées par les chefs de



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



canton ont permis à l'ensemble des acteurs de discuter des approches à succès et de proposer un paquet de services aux survivantes de violence. La responsabilisation des chefs traditionnels dans la lutte contre les VBG a fait d'eux des portes d'entrée pour le référencement des survivantes de VBG vers les services essentiels de prise en charge.

Implication des institutions de sécurité et de protection dans la production des données de routine de qualité permettant la mise en place d'un mécanisme informatisé de collecte et de gestion des données de routine sur les VBG. Le partenariat établi avec la police et la gendarmerie a contribué à l'amélioration de la qualité de leur travail à travers une approche centrée sur la survivante. On note également une nette amélioration dans la gestion et la collecte des données de VBG grâce aux dotations en matériels informatiques et à la mise en place d'un système informatisé de gestion et collecte des données. Par ailleurs, les Officiers de Police Judiciaire (OPJ) ont instauré un climat de confiance avec les populations et renforcé la collaboration avec les autres services de la chaîne de prise en charge des survivantes.

Engagement de la jeunesse dans la prévention et la réponse aux VFFF instaurant un changement de mentalité et introduisant des solutions innovantes en matière de communication sur les VFFF. L'Initiative Spotlight a accordé une place de choix aux jeunes dans la prévention et la réponse aux VBG en raison de leur adaptabilité aux nouvelles technologies et de leurs responsabilités dans la perpétuation des violences au sein de leurs communautés. C'est ainsi que leur utilisation dans leur communauté a permis au Programme de toucher les adolescentes et les jeunes hommes dans la mesure où ils se reconnaissent dans les témoignages. L'engagement des jeunes (filles correspondantes, jeunes acteurs de changement



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



, filles de la FADA) a été bénéfique pour le programme en termes d'adhésion des jeunes filles et garçons dans les actions de prévention et de réponse aux VBG dans leurs communautés respectives.

La survenue de la crise politique a ralenti le déroulement des activités et a constitué un facteur contraignant dans la demande d'extension jusqu'au 31 décembre du programme au regard de certaines activités qui impliquaient les autorités de la transition et les cadres nationaux.

Le projet de réhabilitation et d'équipement du centre national de référence pour les fistules obstétricales a pris du temps. Un cahier de charges du projet a été réalisé par le Cabinet ETAG à Niamey. La recherche du maître d'ouvrage conformément aux procédures des agences NU n'a pas été aisée en considérant la notion de mieux disant au lieu de moins disant.



c) Opportunités offertes par le programme

- L'existence d'un programme phare « SARAOUNIA » qui prend en compte les défis rencontrés par l'Initiative Spotlight et les principaux résultats pour mieux s'attaquer aux questions de violences faites aux femmes et aux filles. Pour la mise en œuvre de ce programme, la Coordination du Système des Nations Unies à travers ONU Femmes, mettra en place un mécanisme de coordination avec les agences des Nations Unies (UNFPA, PNUD, UNICEF,



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



HCDH), le Gouvernement (MPF-PE, MAH/GC, MAT/DC, ONPG/Primature, CAPEG, Genre/Présidence), Parlements, CENI, et les organisations de la société civile. Ce programme couvre la période allant de 2023 à 2027 et est en lien avec le Plan Cadre de Coopération des Nations Unies. Ce Programme a été bâti sur les leçons apprises de Spotlight en termes de la mise en œuvre de la réforme des Nations Unies, le mécanisme de mise en place et de fonctionnement des centres multifonctionnels, et les approches communautaires qui ont fait leur preuve dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

- Engagement des filles de la fada pour sensibiliser les élèves et les étudiants sur les comportements responsables. Utilisation des filles correspondantes ou des jeunes acteurs du développement pour offrir aux autres adolescents d'avoir des modèles dans la localité et d'être capables d'adopter des comportements positifs favorables à la promotion de la femme et de la fille.
- Le processus de formulation du nouveau plan stratégique pour mettre fin aux mariages des enfants (Global programme to end child marriage) conduit par le MPFPE est une opportunité pour l'Initiative Spotlight dans la mesure où il sera bâti sur les leçons apprises et les bonnes pratiques.
- Le développement des directives relatives au Spotlight 2.0 est une opportunité que le Programme pourra saisir pour faire un plaidoyer auprès de l'Union européenne et de nouveaux donateurs en vue de la mobilisation des ressources en faveur d'un nouveau programme Spotlight 2.0 sous forme de programme conjoint entre les agences intéressées.

Innovation et pratiques prometteuses ou bonnes pratiques

L'engagement et la sensibilisation aux formes de VBG/PN par les chefs traditionnels est une bonne pratique. Cela a permis de changer les perceptions des populations sur les VBG/PN (exemple du mariage des enfants) en raison de leur influence sur leurs populations. Exemples Tibiri (Maradi), Illela (Tahoua) et Symposium UNFPA novembre 2021. Les sorties cantonales pratiquées mensuellement par les chefs de canton dans leurs régions ont permis à l'ensemble des acteurs de discuter des approches à succès et de proposer un paquet de services aux survivantes de violence.

La synergie des interventions VBG autour du programme Spotlight a été facilitée par les efforts d'intégration de l'ensemble des partenaires de mise en œuvre, élargis aux aspects VBG dans des groupes aux niveaux central et régional, qui convoque des réunions mensuelles rotatives permettant une réelle intégration. Cette bonne pratique est un des meilleurs exemples de travail de collaboration dans la région de Maradi.

PILOTING THE UN Reform. Au Niger, le programme Spotlight a permis de faire collaborer différentes agences. Cela a été utile pour la formulation de nouveaux programmes-phare des Nations Unies, largement inspirés du modèle de travail du programme Spotlight. L'approche



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



collaborative de mutualisation des ressources doit être maintenue dans le cadre de futurs programmes conjoints SNU.

La pandémie de COVID19 a permis de mettre en place des pratiques innovantes de communication et sensibilisation de masses, notamment le théâtre radiophonique qui a permis de maintenir les interactions avec les communautés de manière participative, à travers les médias communautaires, qui leur ont permis de donner leur avis sur les programmes en temps de pandémie.

L'engagement des jeunes comme agents de changement pour mettre fin aux VBG (taximen ambassadeurs ; Spotlight girls Advocates, jeunes ambassadeurs contre les VBG, causeries dans les établissements scolaires ; Fada des filles) est une pratique innovante. Par leur implication et intérêt pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, plusieurs jeunes ont adhéré aux changements de comportements positifs à l'égard de leurs sœurs et filles dans leur milieu de vie. Le programme Initiative Spotlight a également contribué à la mise en place d'un partenariat avec des organisations dirigées par les jeunes filles et femmes afin de renforcer leur leadership en faveur de leurs droits. Cela s'est concrétisé par la mise en place de la FADA des filles. Cette association a mis en exergue le leadership des jeunes filles pour faire avancer la sensibilisation et le plaidoyer sur les questions de violences/ pratiques néfastes.

L'engagement de la société civile par le biais du suivi et de l'évaluation participatifs a contribué à une meilleure inclusion des populations bénéficiaires dans l'appréciation des programmes. (Cf. prix Cancun). De même, la mise en place des points focaux régionaux de SEP va favoriser une meilleure implication des organisations de la société civile dans le recueil des changements survenus dans les localités d'intervention.

Pour célébrer la réussite de Spotlight au niveau communautaire, une pratique innovante a été développée. Il s'agit de l'approche de village modèle qui constitue une référence pour engager d'autres villages à atteindre l'objectif au vu des critères de sélection. La démarche vise à récompenser les villages modèles qui se sont distingués à travers des actions et des engagements en faveur de l'abandon des violences et des pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles en leur attribuant des prix d'encouragement. Cette approche pourrait créer une saine émulation au niveau des villages et entraîner un engouement des autres villages à recevoir les récompenses.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Communication et visibilité

a) *Vue d'ensemble*

Médias et Visibilité

S'inspirant des recommandations issues du GLS de Cancun, notamment la session communication sur le rôle des influenceurs, dans le plaidoyer pour la lutte contre les VBG, le Programme Spotlight a pu, dans la suite de la campagne des 16 jours d'activisme, créer des synergies avec des influenceurs. Cela a été le cas de la rencontre avec l'auteure Valetah, qui tient le blog plumesensible.mondoblog.org ; avec la réalisatrice nigérienne Aïcha Macky Kidy, et le photographe Gaïssa Chaibou Abdoul-Rafik, qui collabore avec le programme Spotlight depuis 2021. Cette rencontre entre artistes a débouché sur deux billets dont la parution est prévue pour début 2023 :

- Les violences basées sur le genre au Niger, avec Aïcha Macky et Abdoul-Rafik Gaïssa : bit.ly/3Jflx4F ;
- Aïcha Macky Kidy, l'Amazone du Niger : bit.ly/3SsklqU

A la suite du lancement officiel du programme en novembre 2019, un partenariat avec le media en ligne <https://www.actuniger.com/> a été établi et une bannière publicitaire sur le programme Spotlight a été mis en ligne, pour rediriger l'audience vers le site web global du programme ; du 23 novembre au 22 décembre 2020. L'idée était d'informer les internautes nigériens sur ce programme naissant, lui donner de la visibilité et ajouter du trafic au site web. En un mois, 18 324 clicks ont été enregistrés vers le site web de l'Initiative Spotlight et une impression potentielle de 2 438 308 vues en deux mois.





Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



Campagnes

Dès 2020, le programme Spotlight au Niger a mis l'accent sur la campagne des 16 jours d'activisme. En 2020, la mini-campagne mettant en avant de jeunes femmes porte-paroles et activistes sur les questions en lien aux VBG, a été une initiative à succès qui a suscité l'intérêt de la Vice-Secrétaire générale Madame Amina J. Mohammed. Cette dernière, lors d'un panel avec les Femmes et les jeunes leaders, a échangé avec quelques-unes parmi les Spotlights Girls Advocates, qui ont été mises en avant à travers son compte twitter, mais aussi ceux de l'Union européenne.



En octobre 2020, des messages sur la violence contre les femmes et les filles, sous ses formes les plus courantes au Niger, ont été ajoutés aux scripts de trois épisodes d'une nouvelle sitcom web très populaire Xaraconte diffusée sur Facebook (<https://www.facebook.com/dariakasheni>) et sur YouTube. Les trois épisodes ont été vus par 68 520 personnes au total sur les deux plateformes.

En 2021, le **European External Action Service – EEAS** a utilisé des profils des Spotlight Girls Activists produits en 2020 par le programme Niger, pour partager des tweets dans une série intitulée : **16 reasons to act now against gender-based violence. #16Days**

- Nana Natitia : <https://bit.ly/3lifeDW> ; avec un retweet de l'Ambassadeure de la DUE Niger <https://bit.ly/3hCclsr>
- Fadji Maina : <https://bit.ly/3vz2tle>
- Yasmina Mohammed: <https://bit.ly/3sHckjF>



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



b) *Histoires de vie*

- [In Niger, civil society groups are helping to 'put women and girls in the driving seat'](#)
- **In Niger, economic empowerment for women and girls with disabilities:** <https://bit.ly/3QPjntZ>
- **In Niger, equal opportunities for women and girls with disabilities benefits the whole community:** <https://bit.ly/3MyQck1>
- **Violence and control in lockdown: more support needed for women and girls in Niger**
En mars 2020, 120 plaintes ont été déposées auprès de la Division de la police nationale pour la protection des mineurs et des femmes. 19 de ces plaintes concernaient des violences domestiques ou liées au confinement. C'est le cas de Zeybab <http://bit.ly/2Zuy6uV>.
- **In Niger, taxi drivers become activists against gender-based violence**
Abass, 33 ans, est un ancien professeur de collège qui travaille maintenant comme chauffeur de taxi à Niamey. Il a rejoint la campagne Spotlight Initiative pour les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles après avoir participé à des sessions de sensibilisation visant à mieux faire comprendre aux chauffeurs de taxi les causes et les conséquences de la violence. La campagne a permis à 50 chauffeurs de taxi de Niamey de devenir des ambassadeurs contre la violence et d'afficher sur leurs voitures des autocollants prônant la fin de la violence liée au genre. <http://bit.ly/37Cyd2s>
- **(RFI Podcast) Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes**
Amina Mohammed, vice-secrétaire générale de l'ONU, en tournée dans les pays du Sahel pour 2 semaines, interview réalisée par Charlie Dupiot. <https://bit.ly/3l9dwPe>
- **Young Nigeriens call for an end to child marriage on International Day of the Girl**
Aux côtés de l'Initiative Spotlight, sept jeunes femmes nigériennes âgées de 21 à 30 ans ont saisi le thème de cette année : « Ma voix, l'égalité pour notre avenir », pour ensemble lancer un message contre le mariage des enfants et contre d'autres formes de violences et discriminations qui font le quotidien de trop nombreuses filles au Niger ! Fadji (scientifique à la NASA) ; Nourath Nourath et Fa2MathsA (artistes slameuses) ; Débora (étudiante sage-femme) ; Yasmina (militante pour l'éducation et pour les enfants orphelins) ; Nana (militante pour les droits des personnes vivant avec un handicap) et Rachida (influenceur sur les réseaux sociaux) sont rejoint dans leur appel par Madame le Coordonnateur résident du



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



SNU au Niger Madame Khardiata Lo N'diaye, en cette année qui marque les 25 ans de la conférence de Beijing pour les droits de la femme. <https://bit.ly/2SFM540>.

- **Proud to be health worker; midwives continue delivering babies amid global pandemic**

Alors que la pandémie du COVID-19 continue d'exacerber de nombreuses inégalités dans le monde, les femmes et les filles comptent parmi ceux qui en paient le plus lourd tribut. Plus vulnérables face aux répercussions socio-économiques de la crise, elles sont également plus susceptibles de subir des abus domestiques, conséquences du confinement qui a fait émerger une « pandémie de l'ombre » marquée par la violence domestique dans beaucoup de pays. EN : <https://bit.ly/3ez4jNC> ; FR : <https://bit.ly/2AtF28N>.

c) **Témoignages**

« Les jeunes que nous avons rencontrés – filles et garçons – sont une fierté. Tous les jours, les femmes se battent pour avancer dans les aspirations que nous avons pour elles, mais beaucoup de progrès reste à faire au Niger. Il est impératif que les femmes et les filles fassent partie de la solution en matière de paix et de sécurité, de violences basées sur le genre et d'innovation ». **Madame Amina J Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies**

« L'Union européenne se réjouit de travailler avec les jeunes filles et les femmes pour la lutte contre les violences basées sur le genre, toute l'année et particulièrement durant ces 16 jours de campagne. Nous continuerons à apporter des solutions aux questions de fond comme l'éducation des filles, l'accès et l'amélioration des services pour les femmes et filles qui sont victimes de violence ; et en général pour travailler sur le dialogue et sur la cohésion sociale qui est une des grandes forces du Niger. C'est avec sa jeunesse, ses jeunes femmes et filles qui font sa force, que le Niger va réussir. » **Son Excellence Docteur Denisa-Elena Ionete, Ambassadeure, Chef de Délégation de l'Union européenne au Niger**

« L'éradication de la violence est notre priorité à tous. Nous demeurons aux côtés du gouvernement, mais aussi du parlement nigérien avec qui nous travaillons main dans la main sur les questions d'égalité et de leadership féminin. » **Monsieur Salvador Pinto Da França, Ambassadeur DUE Niger**

« La société civile à elle seule ne peut pas et ne doit pas porter ce combat contre la violence faite aux femmes et aux filles. Nous devons ensemble, poursuivre les efforts entamés pour voter des lois et créer un environnement législatif favorable, pour aider les survivantes de violence et mettre fin à l'impunité. » **Madame Louise Aubin, Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Niger**



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« Quand vous libérez une jeune fille de la contrainte du mariage précoce, de la contrainte d'une scolarisation limitée, de la contrainte d'une maternité précoce, vous lui donnez le moyen de progresser tout en étant encadrée au sein de sa famille et de sa société. » **Khardiata Lo Ndiaye, Coordonnatrice Résidente Nations Unies Niger**

« Si je devais résumer l'objectif de la fresque des 16 jours d'activisme, je dirais : zéro violence basée sur le genre au Niger ; et je salue la présence à nos côtés des ONGs telles que SOS Femme et Enfant Victimes de Violence Familiale, des jeunes de l'African Development University, et de nos amis artistes. » **Ismaila Mbengue, Représentant Résident UNFPA Niger**

« L'engagement de tous est l'élément central qui permettra la réalisation de l'Initiative Spotlight au Niger. » **Jose Wabo, Adjoint Représentant Résident PNUD Niger**

« Que chacun de nous s'engage dans le combat de lutte contre les violences basées sur le genre, et surtout de violences faites aux femmes. Ce que l'on veut c'est sortir de l'ombre pour aller vers la lumière pour toutes les femmes et les filles du Niger. Nous sommes tous engagés parce que les femmes, les filles n'attendent pas. C'est important, c'est urgent, c'est maintenant. » **Felicite Tchibindat, Représentante Résidente UNICEF Niger**

« Nul n'est à l'abri des violences. Nous devons tous, à chaque niveau que nous sommes, lutter contre cette violence parce qu'elle peut attaquer les êtres qui nous ont chers. Nous devons nous assurer que nous arrivons au bout, qui est de donner la lumière à toutes les femmes et toutes les filles du Niger. » **Adama Moussa, Représentant Résident ONUFEMMES Niger**

"I was born and raised in Niger and thanks to the hard work of my parents, I have not been a victim of child marriage and violence. If my parents have not been able to create an environment in which I felt safe, powerful, confident and protected, I would not have been able today to talk to you as a NASA scientist, Forbes under 30, at the age of 29. Education has helped me to think about sustainable solutions to gender-based violence. I want every single Nigerien girl to be able to have the same opportunity, to be free and to conquer the world, because women's condition cannot be changed by a single woman."

Fadji Maina, NASA Scientist, Spotlight Girls Advocates

« Je me joins à l'Initiative Spotlight en appelant à cesser de perpétuer des actes de violence envers les femmes et les filles. Aux hommes, nous demandons de maîtriser leurs émotions et de soutenir les femmes et les filles. Ensemble, nous pouvons et devons prévenir la violence partout, tout en nous efforçant de surmonter la crise du COVID-19. »

Abdoulrazak Issoufou Alfaga, Champion du monde de Taekwondo, Ambassadeur national Unicef Niger



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



« Je me sens très utile dans la communauté depuis que j'ai commencé à suivre les sessions d'échanges en tant que fille correspondante car je suis invitée dans les réunions et cela prouve que je suis importante. Toutes les amies me respectent et chacune veut discuter avec moi pour profiter des messages que je transmets »

Habsatou Djibo, 16 ans. Fille correspondante, village de Mai yodo, commune rurale de Olléléwa (région de Zinder)

« Notre mission est de garantir aux populations vulnérables, notamment les enfants, les femmes, les personnes vivant avec un handicap, les personnes démunies, les détenus etc. une assistance juridique et judiciaire effective, partout au Niger. Il faudrait que les populations prennent conscience que les VBG doivent être dénoncées et punies. » **Mme Abdourahman Amina Moussa, Directrice de l'Agence Nationale de l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ)**

« Dans la région, les violences sur les femmes et les filles sont généralement perpétrées par un membre de la famille. Tant que les auteurs de viol ne sont pas punis, ils continueront à commettre le pire sans considération pour l'âge de leur victime. Mon combat aux côtés de toute l'équipe de travail Spotlight, est de nous assurer que chaque cas qui nous est notifié puisse bénéficier d'une assistance de qualité au niveau de nos services, et si nécessaire, référé sans délai, avec un suivi par les services de la Police, de la Gendarmerie et de la justice. » **Madame Abdoulaziz Rabi, Directrice régionale de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant – Région de Zinder.**

d) **Photos**

Toute les collections photos du programme Niger sont accessibles via **Google Drive**
https://drive.google.com/drive/folders/1w7fQe0Y9AvrCP3C-g_ps9EE0xuM1fn8p?usp=sharing ;
et via **Collect** :

- Certification villages modelés : Maradi <https://we.tl/b-HB4glfSdli>
- Mission conjointe Tahoua : <https://we.tl/b-gQCuZwk07v>
- Spotlight Tillabéri 2022: <https://we.tl/b-Qs4XvUXsDE>
- Spotlight Zinder 2022: <https://we.tl/b-yyY3l2X2Zk>
- Spotlight Maradi 2022: <https://we.tl/b-FxMbo41to3>
- Spotlight Tahoua 2022: <https://we.tl/b-dBcwDwmOnb>
- Day of the African Child 2022 Zinder: <https://we.tl/b-0y5D8LpZWh>



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- 16 jours d'activisme 2022 Tillabéri : <https://we.tl/b-6PmfsLaVAk>
- Mission conjointe Tillabéri 2022 : <https://we.tl/b-Qs4XvUXsDE>
- Mission conjointe Zinder, Octobre 2022 : <https://we.tl/b-3Onrzt1oRu>
- Mission conjointe Tahoua, Octobre 2022 : <https://we.tl/b-gQCuZwk07v>
- Mission UNRC Zinder, Juin 2022 : <https://we.tl/b-0y5D8LpZWh>
- Déclaration nationale cadre légal, avec le Médiateur de la république, Mars 2022 : <https://collect.wetransfer.com/board/snpdhnmj6v2vnquii20220314155221/latest>
- 16 jours d'activisme 2021 Café genre : <https://we.tl/b-qTwOjheFoC>
- [CoPIL novembre 2020](https://we.tl/b-AkqnvZeu2l) : <https://we.tl/b-AkqnvZeu2l>
- Plateformes multifonctionnelles : <https://we.tl/b-T40W9QbSLq>
- Taximen Ambassadeurs : <https://we.tl/b-CDdv4dlb7o>
- Formation des OPJ sur les techniques d'audition des survivantes de VBG : <https://we.tl/b-JdyTmiV4YT>

e) Vidéos

- A l'instar de la communauté internationale, le PNUD a célébré la journée internationale de la femme #IWD2023 dont le thème est : « Pour un monde digital inclusif : innovation et technologies pour l'égalité des sexes » : <https://www.youtube.com/watch?v=WkyAnu60I7o&t=46s>
- 16 jours d'activisme avec Aicha Macky : <https://youtu.be/FFIZOHJgA7k>
- #IWD2021: Nigerien women in Leadership, intergenerational discussion: <https://www.youtube.com/watch?v=MxJmiyMOLo8>
- Spotlight Initiative in Niger – International Women's Day 2021 Officer Maimouna Coulibaly: <https://www.youtube.com/watch?v=49qQBjM8rpE>



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



- Le Niger se mobilise contre les violences basées sur le genre :
https://www.youtube.com/watch?v=1EA_oBGZ1x8
- My voice, our equal future' by Fa2MathsA:
<https://www.youtube.com/watch?v=u3Lj10ZA0C4>
- Dans mon périple (On my journey) by Nourath Nourath:
https://www.youtube.com/watch?v=Pejs0zAR_o0
- Abdoul-Razak Alfaga s'engage avec l'Initiative Spotlight :
<https://www.youtube.com/watch?v=WCAFkgzHX18>
- Fati Mariko and Spotlight Initiative join forces to end female genital mutilation:
<https://www.youtube.com/watch?v=rRdNE7NSJGQ>

Aller de l'avant : Assurer la durabilité des contributions de Spotlight

Après quatre ans de mise en œuvre du Programme Spotlight, des avancées notables ont été enregistrées dans l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles. Il est donc nécessaire de développer des stratégies ou actions pour rendre durables ces acquis à la clôture du Programme. Ainsi, le Programme Spotlight a développé une stratégie de durabilité qui a impliqué les parties prenantes (société civile, les agences, les chefs traditionnels). Le développement de cette stratégie a mis à contribution tous les partenaires de mise en œuvre en vue d'examiner les bonnes pratiques et les leçons apprises pour identifier les pistes de durabilité du programme.

Au niveau de la Justice, la mise en place de 25 points focaux dans les Tribunaux d'Instance (TI)/ Tribunaux de Grande Instance (TGI) pour assurer l'orientation juridique et la collecte des données sur les décisions judiciaires concernant les cas de VBG. Ces points focaux vont remplacer les animateurs des cliniques juridiques qui étaient pris en charge par le Programme. Cette démarche d'utilisation du personnel permanent du Ministère de la Justice est un gage de pérennisation et la prise de conscience des autorités de ce département à mettre un accent sur les questions de violences orientées vers les services judiciaires.

L'investissement fait dans le domaine du renforcement des capacités des cadres et des acteurs communautaires pourrait être capitalisé par une amélioration des tâches exercées sur le terrain.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



De même, l'intégration des modules VBG dans les curricula des écoles de formation est une approche qui garantit une forte pérennisation des actions de renforcement des capacités et de disposer des acteurs ayant des connaissances et des compétences dans le domaine des VBG. Cela va permettre de disposer continuellement d'une masse critique d'acteurs outillés sur la prévention et la prise en charge des survivantes de VBG. Un autre aspect est l'utilisation des compétences acquises dans les futurs processus de planification au niveau national que régional en veillant à la prise en compte des questions d'égalité de sexes et des groupes faisant face à multiples formes de discriminations croisées.

Il en est de même des partenariats avec la chefferie traditionnelle, la Police et la Gendarmerie qui ont produit des résultats remarquables en termes de changements positifs des normes sociales et de disponibilité de données de routine de qualité sur les VBG. Le maintien de ces partenariats va garantir la pérennisation des contributions de l'Initiative Spotlight.

Par ailleurs, tout le travail effectué avec la société civile devra être capitalisé. En effet, la mise en place des points focaux régionaux de la société civile va maintenir cette pratique du SEP et encourager les autres organisations de la société civile.

Pour finir, les partenaires présents lors de l'élaboration de la stratégie de durabilité ont identifier les interventions nécessaires à la pérennisation des acquis par Pilier.

PILIER	INTERVENTIONS IDENTIFIEES	ACTIONS	RESPONSABLE
Pilier 1,2 et 5 : Cadre législatif, institutionnel, politique et des données.	Lobbying pour le code pénal	Finaliser l'adoption du projet de code pénal	Ministère de la justice
	Etude avant-projet des lois sur les VBG au Niger	Adoption de cette loi permettra une répression efficace de toutes le formes des VBG.	Ministère de la justice et celui de la Promotion de la femme
	Plan stratégique pour mettre fin au mariage des enfants	Mise à jour et vulgariser le nouveau plan stratégique y compris en langues, élaborer un nouveau plan dans le meilleur délai.	Ministère Promotion de la femme/Ministère de la Santé
	Prise en compte du genre dans le PDES 2022-2026	Veiller à l'application effective du PDES sur le terrain (PDR et PDC)	Ministères sectoriels /conseils régionaux et communaux



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



PILIER	INTERVENTIONS IDENTIFIEES	ACTIONS	RESPONSABLE
	Renforcement des capacités sur la budgétisation planification sensible au genre	Organiser et conduire un plaidoyer de validation des prévisions budgétaires sensible au genre à l'endroit de l'Assemblée Nationale	Le parlement des jeunes /les OSC /Conseil National de la Jeunesse/ Conseil National des femmes.
		Continuer à investir dans le renforcement des capacités nationales et locales des secteurs clés du gouvernement et de la société civile	Agences des Nations Unies
	Révision de la stratégie VBG et son plan d'action	Elaborer et vulgariser la nouvelle stratégie dans le meilleur délai.	Ministère Promotion de la femme
	Harmonisation du système de collecte des données VBG au niveau de la Police, de la gendarmerie et l'ANAJJ et au niveau national	Elaboration d'un outil national harmonisé pour la collecte des données VBG.	Ministère Promotion de la femme /Justice/SNU /INS
Continuer à tirer parti d'autres initiatives en matière de données dans le pays et plaider en faveur d'un investissement dans des données de prévalence de qualité pour les bases de référence.		Ministère Promotion de la femme/ INS	
Pilier 3 : Les normes sociales	Approches communautaires et l'implication de la chefferie traditionnelle ont contribué à la baisse des mariages des enfants et des VBG.	Prévoir des lignes budgétaires dans le PDR et PDC pour la prise en charge des approches communautaires.	Ministère Promotion de la femme /Ministère de l'intérieur/Ministère du Plan ; Ministère de la santé publique
		Continuer à établir des partenariats et à intensifier le travail avec les influenceurs et les dirigeants, les artistes, les chefs religieux et traditionnels, ainsi que les hommes et les garçons.	SNU/ Ministère Promotion de la femme
		Continuer à renforcer la collaboration avec le ministère de l'éducation pour intégrer l'éducation sexuelle complète.	Ministère Promotion de la femme/ Ministère de la santé publique/ SNU



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



PILIER	INTERVENTIONS IDENTIFIÉES	ACTIONS	RESPONSABLE
		<p>Tirer parti des médias, des communications sur le changement social et comportemental et des outils créatifs pour diffuser et amplifier les messages sur l'équité entre les sexes et l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et soutenir le développement des capacités des journalistes pour des reportages tenant compte des sexospécifiques</p>	<p>SNU/ Ministère de la Promotion de la femme /Ministère de l'intérieur/Ministère du Plan ; Ministère de la santé publique</p>
		<p>Engager le secteur privé, en tirant parti des possibilités de responsabilité sociale des entreprises et de l'argumentaire commercial pour s'attaquer de manière significative à la VBG au sein de la main-d'œuvre</p>	<p>SNU/ Ministère de la Promotion de la Femme/ ONG</p>
<p>Pilier 4 : Services</p>	<p>Centres Multifonctionnels SOP des centres</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Elargir au niveau de toutes les régions - Prise en charge effective des centres et prévoir les lignes budgétaires - Renforcer la synergie des acteurs - Prévoir le renforcement des capacités des acteurs dans les différentes thématiques de prise en charge holistique 	<p>Ministère Promotion de la femme et les ministères sectoriels (Santé, justice, intérieur, défense)</p>



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



PILIER	INTERVENTIONS IDENTIFIÉES	ACTIONS	RESPONSABLE
	Centres d'écoute et Clinique juridique	<ul style="list-style-type: none"> - Redynamiser et élargir au niveau national - Prévoir le renforcement des capacités des acteurs dans les différentes thématiques de prise en charge holistique. 	Ministère Promotion de la femme et les ministères sectoriels (Santé, justice, intérieur, défense)
	La distribution des kits des activités génératrices de revenus	- Pérenniser la distribution en fonction des besoins exprimés par les survivantes et une étude de faisabilité pour un meilleur rendement	Ministère Promotion de la femme et PTF
	Centre National de Référence des Fistules Obstétricales (CNRFO)	<ul style="list-style-type: none"> - Rénover le CNRFO - Soutenir le fonctionnement du CNRFO 	Ministère de la Santé, SNU, bailleurs de fonds
Pilier 6 : Groupements féminins	L'implication des OSC dans la mise en œuvre du Programme.	Renforcer et responsabiliser les OSC dans la mise en œuvre des programmes VBG.	SNU/ministères sectoriels impliqués /bailleurs de fonds, OSC
	Renforcement de la participation féminine	Institutionnaliser le leadership et la participation significative des femmes et des filles au processus de prise de décision en matière de financement.	SNU/ministères sectoriels impliqués /bailleurs de fonds, OSC



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



ANNEXES

Annexe A: Cadre de Résultats

[Annexe B: Matrice de risques](#)

[Annexe C: Rapport engagement de la Société civile](#)

[Annexe D: Innovative, Promising or Good Practices Reporting Template](#)

[Annexe F: Equipements](#)

Annex A 2023

Outcome 1 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 1.1 Laws and policies on VAWG/HP in place that adequately respond to the rights of all women and girls, including exercise/access to SRHR, and are in line with international HR standards and treaty bodies' recommendations.	Legal age of Marriage				
	1	1	1	0.5	
	Parental Authority in Marriage				
	1	0.5	0.5	0.5	
	Parental Authority in Divorce				
	0.5	0	0	0	
	Inheritance rights of Widows				
	0.5	0.5	0.5	0	
	Inheritance rights of Daughters				
	1	1	1	1	
	Laws on Domestic Violence				
0.75	0.75	0.75	0.5		
Laws on Rape					
0.25	0.25	0.25	0		
Laws on Sexual Harassment					
0.25	0.25	0.25	0		
Indicator 1.2 National/and/or sub-national evidence-based, costed and funded action plans and M&E frameworks on VAWG/HP are in place that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner.	National level				
	Evidence-based, Costed, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	
	Sub-National Level				
	Evidence-based, Costed, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	
Indicator 1.3 Laws and policies are in place that guarantee the ability of women's rights groups, autonomous social movements, CSOs and women human rights defenders/feminist activists to advance the human rights agenda.	Yes	Yes	Yes	Yes	Malgré les actions de plaidoyer, la réserve du pays (chefs religieux) sur la CEDAW demeure toujours.
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
	Developed or Strengthened				
Indicator 1.1.1 Number of draft new and/or strengthened laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination developed that respond to the rights of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination and are in line with international HR standards, within the last year.	0	2	7	5	
Indicator 1.1.3 Number of draft laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination which have received significant inputs from women's rights advocates within the last year.	1	0	2	1	
Indicator 1.1.5 Number of Parliamentarians and staff of human rights institutions with strengthened capacities to advocate for, draft new and/or strengthen existing legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination and implement the same, within the last year.	Parliamentarians				
	0	0	37	90	
	Women Parliamentarians				
	0	0	19	18	
	Human Rights Staff				
	0	0	467	375	
Women Human Rights Staff					
0	0	170	114		
Indicator 1.2.2 Number of key government officials with strengthened capacities to draft and costed action plans on ending VAWG and accompanying M&E frameworks, within the last year.	Government Officials				
	0	0	343	60	
	Women Government Officials				
0	0	86	20		Bien qu'aucune session de formation n'a été organisée en 2023, on note que la cible prévue pour cet indicateur a été dépassée. Cela est dû au fait que lors de la formulation de la phase 2 du programme, il a été recommandé d'amplifier le renforcement des capacités des cadres ministères sectoriels. Aussi, il y a eu la phase de formulation du plan national de développement économique qui a nécessité le renforcement des cadres. Ce sont les principales raisons du niveau de cet indicateur.

Outcome 2 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
	Coordination Mechanism?				
Indicator 2.1 Existence of a functioning regional, national and/or sub-national coordination and oversight mechanisms at the highest levels for addressing VAWG/HP that include representation from marginalized groups.	No	Yes	Yes	Yes	

Is there a national budget allocation?						
	Yes	Yes	Yes	Yes		
What is the percentage of national budgets being allocated?						
	0.00%	1.33%	1.33%	3.50%		
Indicator 2.2 Percentage of national budget being allocated to the prevention and elimination of all forms of VAWG/HP.	Health					Il s'agit du Budget Annuel 2023 alloué spécifiquement au VBG au sein du MPFF/PE
	Low	High	High	High		
	Education					
	Low	High	High	High		
	Justice					
	Low	Medium	Medium	High		
	Security					
	No Integration	Medium	Medium	Medium		
	Social Services					
	Low	High	High	High		
Culture						
No Integration	Medium	Medium	Medium			
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes	
Indicator 2.1.1 Number of institutions that develop strategies, plans and/or programmes to prevent and respond to VAWG, including for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination.	0	1	12	43	Le contexte politique du pays n'a été favorable pour formuler des programmes de prévention contre les VFFF en raison de l'instabilité institutionnelle et de la formulation du Plan National de Développement Economique qui n'a pas permis aux ministères sectoriels de se concentrer sur l'élaboration de leurs programmes sectoriels. Aucun programme n'a été développé au niveau régional	
	Health					
	0	1	5	1		
	Education					
	0	1	8	1		
	Justice					
	0	0	4	1		
	Security					
	0	0	3	1		
	Social Services					
0	1	3	4			
Culture						
0	0	1	1			
Government Officials						
Indicator 2.1.2 Internal and external accountability mechanisms within relevant government institutions in place to monitor GEWE and VAW/HP.	No	Yes	Yes	Yes		
Indicator 2.1.3 Number of strategies, new plans and programmes of other relevant sectors (health, social services, education, justice, security, culture) that integrate efforts to combat VAWG developed in line with international HR standards, within the last year.	0	67	774	250	Au démarrage du programme, aucun milestone n'avait été prévu pour 2022. Mais, lors de la formulation de la phase 2 et les leçons apprises de la phase 1 ont conduit à prévoir un milestone de 2022 car le besoin avait été exprimé par les tribunaux. C'est qui explique le niveau atteint de cet indicateur est plus élevé que ce qui avait été planifié.	
	Women Government Officials					
	0	11	255	120		

Outcome 3 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1 Percentage of people who think it is justifiable for a man to (subject) beat his wife/intimate partner.	59.6%	33.0%	33.0%	50.0%	Nous avons utilisé les données de l'indicateur : Pourcentage de toutes les femmes de 15-49 ans qui pensent qu'il est justifié que, pour certaines raisons, un mari batte sa femme. car pas d'information sur la population générale
	Female Genital Mutilation				
Indicator 3.2.a) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM (in areas where FGM takes place)	2.0%	0.7%	0.7%	0.7%	C'est le % des femmes enquêtées ayant déclaré avoir été excisées qui a été utilisé
Child Marriage					
b) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl child marriage.	76.0%	65.0%	65.0%	70.0%	L'enquête nationale sur la fécondité et la mortalité des enfants de moins de cinq ans a permis de collecter les informations sur le mariage des enfants réalisée en 2021
Indicator 3.3 Existence of with at least 3 evidence-based, transformative/comprehensive prevention strategies/programmes that address the rights of those marginalized and are developed in a participatory manner.	0	1	3	1	
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1.1 Existence of a draft new and/or strengthened Comprehensive Sexuality Education in line with international standards	No	Yes	Yes	Yes	

Indicator 3.1.2 Number of young women and girls, young men and boys who participate in either/both in- and out-of school programmes that promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours and exercise of rights, including reproductive rights, within the last year.	In-School Programmes	0	0	27,108	150	<p>Au démarrage du programme, les agences n'avaient pas pris sous-estimé les activités de sensibilisation dans les écoles/établissements scolaires. Compte tenu de la mise en œuvre de la stratégie d'engagement les jeunes dans la lutte contre les violences en milieu scolaire, les agences ont intensifié leurs interventions dans les écoles (à travers la gestion de l'hygiène menstruelle) et les universités avec l'initiative "Fada des Filles". C'est ce qui explique que le target de cet indicateur a été dépassé.</p> <p>Lors de l'identification des milestones, les données relatives aux activités dans les écoles (in-school programme) n'ont pas été pris en compte. Les programmes extra-scolaires (out-of school programme) n'ont considéré que les adolescentes de l'initiative ILLIMIN. Les targets ont été sous-estimés. Durant l'exécution du programme Spotlight, les agences ont mené des actions aussi bien au sein des établissements que des programmes extra-scolaires qui ont pris en compte d'autres interventions en dehors de ILLIMIN. C'est ce qui explique le dépassement des targets prévus.</p>
	In-School Programmes Girls	0	0	11,662	30	
	In-School Programmes Boys	0	0	15,446	120	
	Out-of-School Programmes	0	0	75,723	76,416	
	Out-of-School Programmes Girls	0	0	71,589	76,414	
	Out-of-School Programmes Boys	0	0	4,134	2	
	National or Sub-National					
Indicator 3.1.3 Number of national and/or sub-national programmes developed for inclusion in educational curricula to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including targeting young women and girls, young men and boys facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	2	6	2		
Indicator 3.2.1 Number of women, men, girls and boys who regularly attend community programmes to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women's and girls' sexuality and reproduction, within the last year.	0	0	238,832	30,940	<p>Pas reçu de données provenant des agences.</p> <p>La mise en place des comités villageois de protection de l'enfant dans tous les villages Spotlight et les actions des chefs traditionnels ont permis d'accroître les actions de mobilisation communautaires. C'est ce qui a permis de toucher beaucoup de personnes contrairement à ce qui avait été prévu.</p>	
Indicator 3.2.2 Number of people reached by campaigns challenging harmful social norms and gender stereotyping, within the last year.	0	166,149	2,153,319	1,257,501		
Total	0	1,128	12,540	7,210		
Indicator 3.2.3 Number of men and boys who regularly attend gender transformative programmes addressing violent masculinities and men's violence towards women and girls in community centres, schools and other relevant spaces, within the last year.	Men	0	658	6,207	3,500	
	Boys	0	470	6,333	3,710	
Indicator 3.2.4 Number of communities with advocacy platforms established and/or strengthened to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction.	0	25	1,276	439		
Indicator 3.2.6 Number of networks of men and boys developed and/or strengthened to advocate against VAWG and stand for promoting gender equitable values and behaviours during the past year.	1	1	9	5		

Outcome 4 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 4.1 Number of women and girls, including those facing intersecting and multiple forms of discrimination, who report experiencing physical or sexual violence and seek help, by sector.	Women	0	20	11,123	9,474
	Girls	0	34	5,905	4,060
Indicator 4.2 a) number of VAWG cases reported to the police; b) number of cases reported to the police that are brought to court; and c) number of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators.	Reported	0	1,037	7,854	2,272
	Brought to Court	0	126	713	112
	Convictions	0	50	51	56

Le programme a été confronté à la difficulté de comptabiliser les cas de VBG référés à la Police qui ont fait l'objet de jugement. Cela est dû au fait qu'il n'existe pas un système officiel pour que la justice fasse un retour à la police. Toutefois, il a été possible comptabilisé le nombre cas qui a été référé à la justice.

Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
MIS					
Indicator 4.3 A dedicated VAWG management information system (MIS) is in place at national level which can measure number of women/girl victims/survivors of violence that have received quality, essential multi-sectoral services.	No	Yes	Yes	Yes	
Developed					
Indicator 4.1.3 Existence of national guidelines or protocols that have been developed and/or strengthened in line with the guidance and tools for essential services.	No	Yes	Yes	Yes	
	Strengthened				
Indicator 4.1.4 Number of government service providers who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girl survivors of violence, within the last year.	0	0	1,077	642	
	Government Service Providers				
Indicator 4.2.1 Number of women and girl survivors of violence that have increased KNOWLEDGE of a) to quality essential services, and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery within the last 12 months	0	0	260	186	
	Women Government Service Providers				
a) Girls with Knowledge of ES					
Indicator 4.2.1 Number of women and girl survivors of violence that have increased KNOWLEDGE of a) to quality essential services, and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery within the last 12 months	0	302	7,133	4,059	
	a) Women with Knowledge of ES				
	0	2,022	14,406	9,476	
	b) Girls with Knowledge of longer term services				
	0	302	7,133	4,059	
	b) Women with Knowledge of longer term services				
a) Girls with ACCESS to ES					
Indicator 4.2.2 Number of women and girl survivors/victims and their families, including groups facing multiple and intersecting forms or discrimination, that have increased ACCESS to a) to quality essential services and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months	0	302	7,398	4,059	
	a) Women with ACCESS to ES				
	0	2,022	14,806	9,476	
	b) Girls with Access to Recovery Services				
	0	302	7,398	4,059	
	b) Women with Access to Recovery Services				
Strategies Designed					
Indicator 4.2.3 Existence of strategies for increasing the knowledge and access to services for women and girls, including groups facing multiple and intersecting forms of discrimination.	No	No	Yes	Yes	
	Strategies Designed that include LNOB				
	No	No	Yes	Yes	

Outcome 5 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Prevalence					
Indicator 5.1 Existence of globally comparable data on the prevalence (and incidence, where appropriate) of VAWG/HP, collected over time	No	Yes	Yes	Yes	
	Incidence				
	No	Yes	Yes	Yes	

Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
<p>Indicator 5.2 Existence of publicly available data, reported on a regular basis, on various forms of VAWG/HP (at least on intimate partner violence, non-partner sexual violence, family violence, harmful practices when relevant, and trafficking and femicide) at country level</p>	IPV				
	No	Yes	Yes	Yes	
	FGM				
	No	Yes	Yes	Yes	
	Child Marriage				
	No	Yes	Yes	Yes	
	Family Violence				
No	Yes	Yes	No	Les Ministères sectoriels et les ONG mettent les données sur les VBG à la disposition à travers la publication des rapports et des rencontres.	
Trafficking					
No	Yes	Yes	No	Dans le cadre de la protection, les données sur les trafics humain ou exploitation des enfants sont régulièrement collectées par les agences et publiées dans des rapports pour mieux faire face à l'ampleur de ce phénomène.	
National Statistics Officers					
<p>Indicator 5.1.3 Number of National Statistical Officers who have enhanced capacities to produce data on the prevalence of VAWG/HP, and incidence where appropriate, within the last year</p>	0	0	0	36	Le programme a rencontré des difficultés pour l'implication de l'Institut National de la Statistique dans le dispositif de collecte et d'analyse des données VBG. Pour pallier à cela, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités des ministères sectoriels et des ONG pour la collecte des données de routine. C'est ce qui explique que la cible prévue au début du programme n'a pas été atteinte.
	Women National Statistics Officers				
	0	0	0	6	
Government Personnel					
<p>Indicator 5.1.4 Number of government personnel from different sectors, including service providers, who have enhanced capacities to collect prevalence and/or incidence data, including qualitative data, on VAWG in line with international and regional standards, within the last year</p>	0	159	1,620	338	
	Women Government Personnel				
	0	25	283	100	
Government Personnel					
<p>Indicator 5.1.5 Number of women's rights advocates with strengthened capacities to collect prevalence and/or incidence data, and qualitative data, on VAWG</p>	0	25	96	20	
	Women Government Personnel				
	0	25	152	24	
Government Personnel					
<p>Indicator 5.2.3 Number of government personnel, including service providers, from different sectors with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year</p>	0	159	838	62	
	Women Government Personnel				
	0	25	152	24	
Government Personnel					
<p>Indicator 5.2.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year</p>	0	0	18	8	
	Women Government Personnel				
	0	0	18	8	

Outcome 6 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
<p>Indicator 6.1 Number of women's rights organisations, autonomous social movements and relevant CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, increase their coordinated efforts to jointly advocate on ending VAWG</p>	0	25	337	60	Le niveau élevé atteint par l'indicateur est dû au fait que le programme a réalisé deux cartographies qui ont permis d'identifier plus d'organisations défenseurs des droits des femmes et des filles. La deuxième cartographie a concerné les organisations présentement physiquement dans les zones d'intervention et les nouvelles régions (demande du gouvernement d'étendre le programme aux autres régions du pays) car la phase 2 a recommandé au programme de renforcer la collaboration avec ces ONG pour plus les impliquer dans la mise en œuvre du programme.
<p>Indicator 6.3 Number of women's rights organisations, autonomous social movements and CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, report having greater influence and agency to work on ending VAWG</p>	0	25	322	100	

Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 6.1.2 Number of official dialogues about ending VAWG with relevant government authorities that include the full participation of women's rights groups and relevant CSOs, including representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	0	16	4	
Indicator 6.1.4 Number of women's rights groups, networks and relevant CSOs with strengthened capacities to network, partner and jointly advocate for progress on ending VAWG at local, national, regional and global levels, within the last year.	0	6	99	30	
CSOs with strengthened capacities					
Indicator 6.3.1 Number of women's rights groups and relevant CSOs representing groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization that have strengthened capacities and support to design, implement, monitor and evaluate their own programmes on ending VAWG, within the last year.	0	25	221	30	Etant donné que les cartographies ont permis d'identifier plus d'ONG que prévues, cela a eu un impact sur le nombre des ONG à renforcer. C'est pourquoi le nombre d'ONG à renforcer a fortement augmenté.



**ANNUAL REPORT - ANNEX B
RISK MANAGEMENT REPORT**

Country Programme / Regional Programme: NIGER

Reporting Period: 01 January 2019 - 31 December 2023

Instructions: Kindly refer to the Risk Management Matrix in your approved Spotlight Country/Regional Programme Document to capture how your programme has managed all identified risks during the reporting period in the table below. Should new risks have arisen, please include them clearly in the Risk Management Matrix below, denoting [NEW RISK] and use this matrix moving forward. Please also update the section on "Assumptions" at the bottom of the matrix, as necessary. Please list the risks identified for the entirety of the programme in column A; however, column F should capture how your programme has worked to mitigate/address the risk during the reporting period (in this case, for 2022).

Risk Assessment (All text in the Risk Management Report: Arial 10 point, normal)			Risk Monitoring: How (and how often) did your programme monitor the risk(s) during the reporting period?		Addressing the Risk: Please include the mitigating and/or adaption measures taken during the reporting period.	Responsible Person/Unit
Risk Please include new risks, if any, denoting these with [New Risk]	Likelihood: Almost Certain – 5 Likely – 4 Possible – 3 Unlikely – 2 Rare – 1	Impact: Extreme – 5 Major – 4 Moderate – 3 Minor – 2 Insignificant – 1	Periodicity	Source for monitoring		
Contextual risks						
Coup d'état militaire du 26 juillet 2023	5	5	Monthly	UNDSS/DO	Pour la continuité des activités, le Système des Nations Unies a activé son BCP et le programme criticality. Des dispositions sécuritaire ont été prises pour le personnel UN par la réduction de la présence physique au Bureau, l'instauration d'un couvre-feu de 21h00 à 6h00 pour le staff des Nations Unies. Le plan de travail a été révisé en se focalisant sur les activités adressées directement aux communautés et mises en oeuvre exclusivement par la société civile toujours dans les quatre régions du programme (Tillabéri, Maradi, Tahoua et Zinder) conformément aux directives de l'Union européenne.	Les agences des Nations Unies
Crise sanitaire mondiale liée à la COVID-19	4	4	Quarterly	Ministère de la Santé	Un plan d'accélération qui prend en compte la prévention dans toutes les zones d'intervention a été élaboré en 2020. La ville de Niamey qui a été durement affectée a été rattachée aux zones d'intervention du programme.	RCO, Chefs d'agence RUNO, Ministère de la Santé et Ministère de la promotion de la femme.
Crise régionale empêche la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes	3	3	Monthly	UNDSS/OCHA	Sur la base du Plan de contingence inter-agence qui est en lien avec celui du Gouvernement, les agences ont poursuivi la mise en oeuvre des activités dans les zones d'intervention du Programme.	Coordonnateur Résident des Nations Unies, Coordonnateur Humanitaire /DO

Faible intérêt de plusieurs catégories de victimes pour le programme	2	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	Le Programme a fortement impliqué les chefs traditionnels, les leaders religieux dans les actions de mobilisation sociale faisant d'eux des partenaires clés au niveau communautaire. L'engagement au côté de la société civile a permis aux communautés d'adhérer aux interventions du programme. Il est nécessaire de renforcer cet engagement.	Les Agences et le Gouvernement (Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant)
Instabilité ou crise politique liée aux élections présidentielles	2	3	Semester	NGOs Actors in the field	Il n'y a pas eu d'élection pendant la période. Toutefois, il faut maintenir le renforcement des mesures de protection des populations en encourageant l'apaisement et en encadrant les marches pour éviter les débordements. Il faut renforcer la cohésion sociale et entreprendre des séances de formations sur le civisme, élection et la consolidation de la paix à l'attention des jeunes et la diffusion des messages de cohésion sociale et de paix à travers tous les canaux de communication.	ONGs, UNDP, Gouvernement, Fonds de Consolidation de la Paix
Crise / Catastrophe environnementale dans les sites	2	3	Semester	OCHA	Il n'y a pas eu de crise pendant la période. Cependant il faut maintenir le renforcement des capacités sur la prévention et les systèmes d'alertes précoces.	Agences, ONGs et Gouvernement
Mouvements sociaux contre le programme	1	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	La révision du programme qui tient compte des normes socio culturelles a fait baisser les tensions et l'implication des chefs religieux et traditionnels a facilité l'acceptabilité du programme. Il faut renforcer l'implication des leaders religieux et chefs traditionnels dans la mise en œuvre des interventions du programme	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant, Association des Chefs Traditionnels du Niger
Fronde des conservateurs contre le programme	1	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	Le plaidoyer auprès des chefs religieux et chefs traditionnels, considérés comme des conservateurs, a occasionné une bonne adhésion aux résultats attendus du programme. Il faut maintenir l'implication et la participation effective des chefs religieux et chefs traditionnels dans les actions du programme.	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant, Association des Chefs Traditionnels du Niger
Sécurité alimentaire qui peut occasionner des déplacements des populations des zones d'intervention avec des augmentations de cas de VBG (mariage d'enfants, déni de ressources)	4	4	Quaterly	UN Agencies, NGOs actors, Gvt	Engager le plaidoyer auprès des acteurs humanitaires (Pavulnérables M, FAO et ONGs) et le Gouvernement pour anticiper le stockage de vivres pour les populations vulnérables (femmes, enfants), des actions de renforcement de l'autonomisation économique (activités génératrices de revenus) des adolescentes.	Agences, ONGs Gvt
Programmatic risks						
Démobilisation des para juristes	1	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	L'implication du Ministère de la Justice est effective. Le partenariat établi avec l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) a été renforcé pour la mobilisation de tous les acteurs du secteur judiciaire (barreau des Avocats, Magistrats, Procureurs et Présidents des Tribunaux).	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant, Association des Chefs Traditionnels du Niger, ANAJJ et Ministère de la Justice
Retard dans l'achèvement des activités conformément au plan de travail	5	4	Quaterly	NGOs Actors in the field	1- Elaboration de plan d'accélération des activités 2- Négociation d'extension du programme pour 2023 avec no cost extension pour replanifier les activités non achevées en fin 2022.	Agences, tous les Ministères impliqués

Perception alimentaire (pas de programme de lutte contre la pauvreté) du programme par les bénéficiaires	1	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	Dans chaque région, le programme a été présenté aux autorités administratives décentralisées et déconcentrés, aux représentants des communautés, aux chefs religieux et traditionnels, aux jeunes, aux femmes, aux Représentants régionaux et départementaux des Ministères impliqués. Ceux-ci diffusent auprès des communautés et des potentiels bénéficiaires le contenu du programme. Il faut que les partenaires locaux continuent d'être des relais.	Agences, tous les Ministères impliqués
Démobilisation des OCB partenaires	1	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	Le Groupe de référence et des OSC sont fortement impliqués dans la mise en œuvre du programme. Il est nécessaire de le maintenir et les accompagner dans leur mission en développant une stratégie de durabilité.	RC, Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant
Incidents de communication sur les intentions du programme	1	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	La révision du programme a permis de tenir compte des normes socioculturelles acceptés qui favorisent la communication sur les intentions du programme. Il faut continuer dans ce sens.	Agences
Accidents dans les actes de chirurgie qui discréditent l'action	1	2	Monthly	Health routine data	Le renforcement des capacités sur site et la supervision des acteurs permet d'éviter des gestes contre la déontologie des praticiens en matière de prise en charge des FO et des Prolapsus. Il faut continuer à minimiser les risques.	Agence, Ministère de la Santé
Incidents dans la gestion des ressources confiées aux OCB	3	4	Quaterly	Agences	Les micro évaluations des ONGs partenaires ont été faites. Il faut cependant continuer le renforcement de leurs capacités sur les procédures de gestion et régulariser les spots check (vérifications ponctuelles)	Agences (Opérations et Programmes)
Institutional risks						
Changement de majorité politique et remise en cause des acquis du programme en matière de plaidoyer	2	2	Quaterly	UNDSS, NGOs	Les influenceurs des décisions politiques que sont les leaders religieux et les chefs traditionnels sont en faveur du programme. Il faut maintenir le plaidoyer avec les leaders religieux et les chefs traditionnels. Il faut poursuivre les actions de plaidoyer du programme auprès des nouveaux parlementaires élus en 2021.	RC, Agences
Faible transfert des ressources aux communes et aux ONGs	1	1	Quaterly	Agences, Gvt	Les communes n'ont pas été identifiées comme partenaires de mise en œuvre. Cependant leur implication est sollicitée et leurs actions dans les domaines d'intérêts du programme seront comptabilisés.	Agences
Changement de majorité politique dans les communes et remise en cause des acquis du programme	1	1	Quaterly	NGOs Actors in the field	Les influenceurs des décisions politiques que sont les leaders religieux et les chefs traditionnels sont en faveur du programme ainsi que les jeunes et la société civile. Il faut maintenir le plaidoyer auprès des influenceurs	Agences, Ministères
Fiduciary risks						
Chute du cours du dollar	3	3	Quaterly	UNDSS	Cela a été stable durant toute la période.	Agence
Dépréciation du FCFA	1	1	Quaterly	UNDSS	Cela a été stable durant toute la période.	Gouvernement
Inflation dans le pays	3	3	Quaterly	UNDSS	Renforcer les négociations pour la stabilisation des pays du Sahel avec accent sur les ouvertures des frontières avec le Nigéria, pour la libre circulation des biens et des hommes.	Gouvernement
Assumptions: Mise à disposition des fonds Spotlight dans les délais ; synergie entre les agences d'exécution, paix sociale et sécurité dans le pays et dans les sites, absence de catastrophe naturelle ou sécuritaire, présence des médias de masse dans les sites, présence des OCB formelles dans les sites, présence d'une masse critique de consultants et d'experts sur le plan local, disponibilité des profils des avocats du genre dans les communes d'intervention, stabilité ou appréciation du cours du dollar, stabilité du niveau des prix.						

Final Reporting - Annex C

Reporting Period: Full programme duration

Programme		Vulnerable/ Marginalized Populations Supported by Award																										
CSRG Budget (2023)																												
Region	Spotlight Programme	Outcome	Output	Name of Recipient UN Organization (RUNO) funding the CSO	Name of Civil Society Organization (CSO)	Type of CSO	Modality of Engagement	Total award amount (USD)	Out of the total amount awarded, how much has been disbursed to the CSO by 30 June 2023?	Is the award or part of the award being sub-granted/co ntracted to other CSOs?	If yes, what percentage of this award is planned for sub-granting or sub-contracting?	What is the estimated number of sub-granted or sub-contracted CSOs?	What percentage of the Award is going to core institutional support to CSOs?	Is this CSO woman-led and/or a women's rights organization (WRO)/ feminist CSO?	Is the CSO a new or existing partner?	Adolescent girls	Elderly women	Indigenous women and girls	LGBTQI persons	Sex workers	Migrant women and girls	Women and girls from ethnic minorities and/or religious minorities	Women and girls living with HIV/AIDS	Women and girls with disabilities	Rural women	Other marginalised groups relevant in national context		
Africa	Niger	1	Output1.1	UN WOMEN	COLLECTIF DES ONG ET ASSOCIATION	National	Implementing partner (IP)	\$204,239	\$204,239	No	0%	0	0%	Yes	Existing	X										X		
Africa	Niger	6	Output6.2	UN WOMEN	COLLECTIF DES ONG ET ASSOCIATION	National	Implementing partner (IP)	\$48,493	\$48,493	No	0%	0	0%	Yes	Existing	X											X	
Africa	Niger	3	Output3.2	UNFPA	ADKOU	National	Implementing partner (IP)	\$100,587	\$100,587	No	0%	0	0%	Yes	Existing												X	
Africa	Niger	3	Output3.2	UNFPA	PLCE/F	National	Implementing partner (IP)	\$87,302	\$87,302	No	0%	0	0%	Yes	Existing												X	
Africa	Niger	3	Output3.2	UNFPA	CADEL	National	Implementing partner (IP)	\$122,079	\$122,079	No	0%	0	0%	Yes	Existing												X	
Total								\$8,336,777	\$8,216,677																			



**Spotlight
Initiative**

SPOTLIGHT INITIATIVE

**INNOVATIVE, PROMISING OR GOOD PRACTICES AND KNOWLEDGE PRODUCTION REPORTING
TEMPLATE (ANNEX D)**

COUNTRY/REGION: NIGER/AFRICA

REPORTING PERIOD: JANVIER 2019-DECEMBRE 2023



Section A: Innovative, Promising and Good Practices

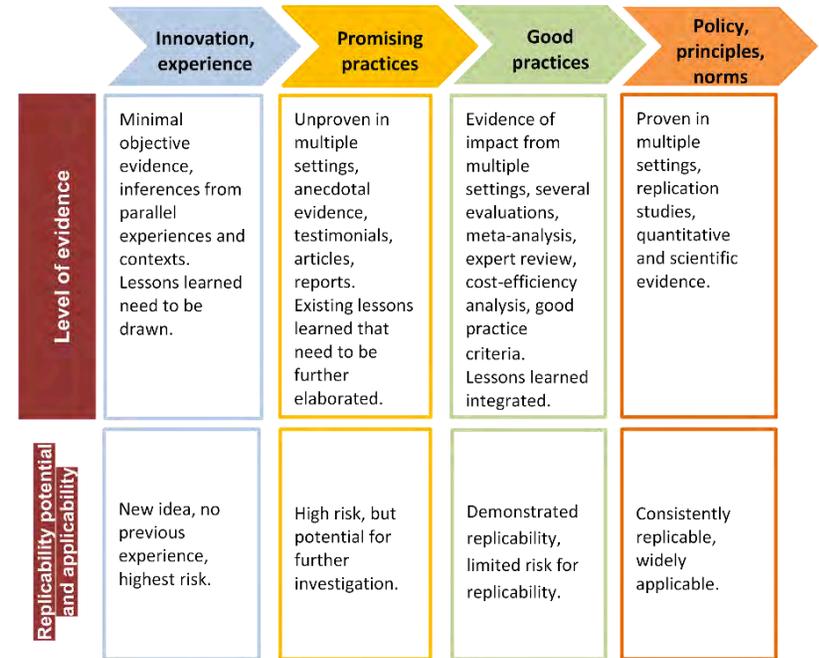
Guidance and Template on Innovative, Promising and Good Practices

As a **Demonstration Fund**, the Spotlight Initiative aims to demonstrate how a significant, concerted and comprehensive investment in ending violence against women and girls (EVAWG) and gender equality can make a lasting difference in the lives of women and girls and in the achievement of all SDGs. It is thus critical that innovative, promising and good practices, in the field of EVAWG and in the context of implementing a “new way of working”, have the **potential for adaptability, sustainability, replicability and scale-up**.¹ This is both within the UN system and with various stakeholders to maximize the transformative potential of the Initiative. It is critical that these practices are documented and shared widely for uptake and continuous improvement to contribute to the evidence base and eliminate violence against women and girls.

This brief guidance and template ensures a common understanding of “**Innovative, Promising and/or Good Practices**” in the Spotlight Initiative. It provides a set of criteria to determine whether a practice is innovative, promising, or good, as well as a template for documentation. Please see the definitions just below / on the next page for further clarification.²

State of a practice: good practice or promising practice?

The following set of criteria will help you to determine whether a practice is a good practice:



Adapted from Hancock, J. (2003): *Scaling-up for increased impact of development practice: Issues and options in support of the implementation of the World Bank’s Rural Strategy*. Rural Strategy Working Paper, World Bank, Washington D.C.

¹ Guidelines on good practices, UNHCR. 2019. Accessible here: <https://www.unhcr.org/5d15fb634>

² Good Practice Template, FAO. 2016. Accessible here: <http://www.fao.org/3/a-as547e.pdf>





Definition of an **Innovative Practice**

An **innovative practice** is a **new solution** (method/idea/product) with the **transformative ability to accelerate impact**. Innovation can entail improved ways of working with new and diverse partners; can be fuelled by science and technology; or can involve new social and business models, behavioural insights, or path-breaking improvements in delivering essential services and products, among other solutions. It does **not** have to involve technology; most important is that **innovation is a break from previous practice with the potential to produce significant positive impact**.³

Definition of a **Promising Practice**

A **promising practice** has demonstrated a **high degree of success in its single setting**, and the possibility of replication in the same setting is guaranteed. It has generated some quantitative **data** showing positive outcomes over a period of time. A promising practice has the **potential** to become a good practice, but it doesn't yet have enough research or replication to support wider adoption or upscaling. As such, a promising practice incorporates a process of continuous learning and improvement.

Definition of a **Good Practice**

A **good practice** is not only practice that is good, but one that **has been proven to work well and produce good results** and is therefore recommended as a model. It is a successful experience that has been **tested and validated**, in the broad sense, has **been repeated and deserves to be shared**, so that a greater number of people can adopt it.

³ Please refer to the "[Spotlight Initiative Guidance on Innovation](#)" for more information.





**Spotlight
Initiative**

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Les filles s'approprient les Fada, des espaces traditionnels d'expression réservés aux garçons et aux hommes (pratique innovante) – Pilier 3
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	Au Niger, traditionnellement la Fada est un espace communautaire de parole, d'échanges et de prise de décisions réservé aux hommes et aux garçons qui se réunissent pour décider des actions à mener au sein de leur communauté. La Fada est également un espace de solidarité masculine. Le concept « Fada des Filles » est né de la nécessité par les filles de s'approprier ces espaces de paroles, de solidarité, et de prise de décision au sein des communautés pour contribuer à une transformation sociale favorable à l'égalité de genre. Les filles réunies au sein de la Fada sont issues de milieux professionnels et universitaires divers. La Fada des filles est née à la suite du sommet des filles africaines organisé du 16 au 18 novembre 2022 à Niamey, où ces filles formées sur diverses thématiques animent des causeries-débats sur divers sujets à l'occasion de la célébration des journées commémoratives des droits des femmes et des filles (6 février, 8 mars, 13 mai, 16 juin, 11 octobre...) à l'intention des autres filles, des garçons, mais aussi des autorités administratives qui visitent leurs stands. C'est la première fois qu'un tel mouvement de jeunes filles « intellectuelles » engagées est né et qui est en train de révolutionner la promotion des droits des filles et des femmes. Lors des animations, les filles de la Fada se distinguent par le port du turban (qui est aussi un accoutrement réservé aux hommes et aux garçons) à la place des voiles.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	L'objectif poursuivi est de renforcer le leadership et l'autonomisation des filles elles-mêmes à plaider pour leur cause et s'approprier les espaces d'expressions réservés aux hommes et aux garçons.





<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Les groupes cibles pour leur sensibilisation sont divers : les autres filles (scolarisées et non scolarisées), les autorités qui prennent les décisions et les enfants. Les filles participent directement aux discussions.</p> <p>Par exemple, à l'occasion de la journée tolérance zéro aux mutilations génitales féminines (MGF), les filles ont installé une Fada au sein de l'institut National de la Jeunesse, des Sports et de la Culture (INJSC) où sont formés les cadres de l'administration et animateurs communautaires et animé des causeries-débats avec les filles et les garçons pour leur faire connaître les MGF, leurs conséquences et pourquoi ça doit s'arrêter. Elles ont sensibilisé 1 400 jeunes de cet Institut.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>Cette approche constitue une innovation puisque c'est la première fois que les filles elles-mêmes prennent l'initiative d'aller vers les autres pour parler des problèmes que rencontrent les filles et les femmes du Niger et les engager dans la recherche de solution. Les VBG, les pratiques néfastes sont des thèmes que la Fada des filles anime. Elles savent parler le langage de leurs pairs pour faire passer les messages, mais aussi, toucher la sensibilité du public en général sur des thématiques diverses. Leur niveau d'éducation leur permet de participer à la conception et mise en œuvre des politiques publiques relatives à la réalisation des droits des enfants.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Les défis étaient surtout liés à l'accueil de l'idée d'une fada des filles alors que ce terme est réservé à un espace pour les hommes et les garçons.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Au stade actuel, et avec seulement une année d'intervention, nous n'avons pas suffisamment de recul pour évaluer l'impact. Toutefois, les filles sont unanimes sur les effets positifs de la Fada sur elles. En effet, elles ont une plus grande estime d'elles et ont acquis des connaissances sur les VBG.</p>
<p>Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i></p>	



<p>Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i></p>	<p>Il y a déjà des idées pour mettre en place la Fada des filles, par exemple, dans les universités du pays. Avec un premier pas à l'Université de Zinder où une Fada des filles est en place et anime des causeries-débats sur les VBG et les violences en milieu universitaire qui sont des freins à la poursuite de l'éducation des filles.</p>
<p>Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i></p>	<p>A ce stade, la Fada des filles est en train de se constituer en tant qu'organisation de la société civile avec le dépôt d'une demande de statut qui est en examen au niveau des autorités compétentes.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? <i>Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i></p>	<p>Pour plus d'informations, on peut contacter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Salmey Bebert, Spécialiste Protection de l'Enfant, UNICEF - Zeinabou Boubacar Zakou, Présidente Fada des Filles, fadadesfilles@gmail.com

<p>Title of the Promising or Good Practice</p>	<p>Le Théâtre Populaire interactif sur les thématiques de VBG (Pratique prometteuse) – Pilier 3</p>
<p>Provide a description of the promising or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Le théâtre populaire interactif pratiqué par les filles et les garçons locaux utilisés eux-mêmes comme les acteurs et animateurs des pièces de théâtre dans des lieux publics en milieu urbain est une stratégie devenue prometteuse pour contribuer à lever les tabous sur les questions de violences. Les jeunes animateurs sont des scouts qui ont déjà des aptitudes dans la communication et l'animation de masse. Ils engagent les communautés dans un processus d'écoute des jeunes, en général, et des filles, en particulier, afin de parvenir à des pistes de solutions durables. Les pièces qui portent sur les thématiques de VBG (viol, mariage des enfants, excision, non scolarisation des filles, violence physique, agressions sexuelles, ...) sont très suivies par les populations. Cette initiative s'inscrit dans le pilier 3. Sa mise en œuvre</p>



	a démarré en novembre 2019 et plusieurs localités sollicitent les représentations théâtrales.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Les communautés (à travers les jeunes) exposent leurs problèmes en matière de VBG et proposent des solutions adaptées à leur contexte. Un autre objectif est de sensibiliser les communautés sur les normes, attitudes et comportements néfastes à la promotion des droits des femmes et des filles.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	<ul style="list-style-type: none"> - Les jeunes acteurs, animateurs des pièces satiriques qui sont des scouts - Les populations (spectateurs et participent aux interactions après les représentations)
What makes this a promising or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this a promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Le théâtre est un mode d'expression très apprécié au Niger qui mobilise toutes les classes sociales, atteint le maximum de personnes et favorise des débats sur les questions et thématiques qui sont abordées surtout celles liées aux VBG. La forme interactive permet aux spectateurs d'avoir des réponses à des préoccupations et de se retirer avec un ensemble de comportements jugés négatifs et d'obtenir de nouvelles perceptions positives et normes sociales. C'est l'occasion de renforcer ses compétences en matière de VBG, d'avoir des conduites appropriées pour éviter d'être soit auteur soit victime de VBG. Cette initiative cadre avec le besoin d'information et de renforcement des populations sur les VBG, les conduites à tenir pour la prévention, la dénonciation et les services disponibles. Les acteurs sont des filles et des garçons et les pièces proposées rassemblent les deux sexes.
What challenges were encountered and how were they overcome?	<ul style="list-style-type: none"> - La pertinence des thèmes des pièces (les populations, les spectateurs sont mises à contribution dans l'identification des thèmes qui feront l'objet de représentation et d'interactions) - La qualité des acteurs scouts (des jeunes filles et garçons ayant de l'expérience dans le domaine du scoutisme surtout en communication et animation de masse). Leurs compétences sont renforcées en VBG afin qu'ils puissent s'affirmer dans des scénarii accrocheurs et participer aux interactions avec des réponses justes aux préoccupations qui seront soulevées et agissant comme de véritables pairs éducateurs.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	Renforcer les capacités des populations sur les VBG (viol, mariage des enfants, excision, non scolarisation des filles, violence physique, agressions sexuelles, ...).



	En moyenne 250 personnes du public suivent les représentations et participent activement aux interactions et ont leurs capacités renforcées en matière de VBG pour des comportements positifs. Au total, 37 233 personnes ont été touchées par les animations à travers le théâtre interactif.
Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i>	Les causes des mariages d'enfants sont les mêmes dans les régions et les solutions communautaires trouvées sont adaptées aux réalités pour une responsabilisation et une participation pour faire respecter les droits des enfants.
Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i>	Les thématiques des VBG sont d'actualité et les présenter en pièces satiriques retient l'adhésion des populations qui en raffolent. Les causes des VBG sont standards et les leçons à tirer sont vivantes. Les scouts sont disponibles pour accompagner le programme et renforcer les compétences de leurs homologues dans les régions.
Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir un pool d'acteurs et animateurs par régions - Doter les pools d'acteurs et d'animateurs de matériels de sonorisation et d'animation - Renforcer les connaissances des membres des pools sur les VBG - Appuyer les Pools dans l'élaboration de scénarii adaptés
Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?	Les populations bénéficiaires attestent de l'importance du théâtre interactif comme moyen de changement de comportement en matière de VBG.
Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the promising or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos	<p>M. Ousmane Yacouba, Assistant Technique, Direction régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant de Maradi</p> <p>Courriel : odfoussou@gmail.com Tél. +22792440001</p> <p>M. Zakari Yaou Hamidou, Assistant Technique, Direction régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant de Zinder</p> <p>Courriel : yaouzakari02@gmail.com Tél. : +22790118344</p>



**Spotlight
Initiative**

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Autonomisation des adolescentes renforcé grâce à leur mise en réseau à travers l'application WhatsApp (pratique prometteuse) – Pilier 3
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	Depuis la fin de l'année 2020, la région de Maradi cible du programme Spotlight avait initié une pratique visant à mettre en réseau les adolescentes participantes aux interventions de l'approche communautaire de la protection de l'enfant des villages à travers l'application WhatsApp. Cette initiative s'est poursuivie en 2021 avec des résultats impressionnants sur les adolescentes bénéficiaires.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Les objectifs visés sont d'une part, continuer à développer l'esprit de partage de connaissances et de compétences des adolescentes au-delà de leurs villages, et d'autre part, créer des réseaux de soutien aux filles leur permettant de s'enrichir mutuellement, constituer ainsi une force pour faire valoir leurs points de vue dans les affaires qui les concernent et créer les conditions pour réduire la fracture numérique entre les filles et les garçons.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Les bénéficiaires sont 450 filles issues de 45 villages des communes cibles de l'Initiative spotlight. Elles ont été choisies parce qu'elles se sont illustrées par leur engagement et leur leadership lors des ateliers communautaires participatifs. Les compétences et connaissances acquises par leur participation aux différentes sessions de causeries éducatives, les ont amenés à un niveau de prise de conscience de leurs droits et de l'importance de trouver les moyens de les revendiquer en cas de violation. Ce sont les facilitateurs communautaires qui jouent le rôle de modérateur dans le groupe, en veillant à ce que les messages échangés soient constructifs, répondent à certaines questions et en donnant les thèmes de discussion hebdomadaire.
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative,	C'est une pratique prometteuse parce que le fait de mettre les filles en réseau à travers l'application WhatsApp les a rendues plus fortes, plus confiantes ; elles ont développé un vrai regard critique sur la manière dont leur communauté les traite.





**Spotlight
Initiative**

<p>promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>Elles ont ce désir de changement et le fait d'être en réseau avec les autres filles, les conforte dans les actions qu'elles mènent. Elles partagent les informations entre elles sur les changements qui interviennent, mais aussi sur la gestion des cas par les comités de protection de l'enfant. Au cas où la gestion d'un cas ne les a pas satisfaites, elles le partagent avec les filles des autres villages qui les conseillent sur la voie à suivre pour que ce cas soit mieux géré. La mise en réseau des filles est aussi une opportunité pour dénoncer les cas des abus et violences aux instances décisionnelles, notamment l'accès des victimes à l'assistance juridique et judiciaire et accéder aux mesures de réinsertion appuyée par le PNUD.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Un des défis est lié à la faible couverture des villages par la connexion internet. Les filles ont appris à se déplacer à certains endroits en hauteur pour capter le réseau, là où c'est possible. Le deuxième défi est lié à l'équipement, le projet n'offrant pas de smartphone, ce qui fait que seules les filles qui en disposent sont dans le réseau et par conséquent les filles des familles les plus pauvres sont exclues. Pour remédier à ce problème, une fois que la pratique aura été évaluée, un partenariat avec les compagnies de téléphonie cellulaires sera noué pour étudier la possibilité de doter certaines filles de smartphone. Pour le moment, les échanges sont plutôt vocaux compte tenu du coût de l'internet.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>A ce jour, ce sont 632 adolescentes qui sont dans le réseau et qui participent au débat sur les thèmes de la semaine. L'Imam de leur village a fait des prêches sur des sujets qui intéressent les filles. Les participantes au réseau sont motivées car il s'agit pour elles de partager leurs expériences et de passer du temps avec les filles d'autres localités. Ce réseau renforce l'autonomisation des filles et des femmes qui rentre dans les jalons de changement en faveur de l'égalité de genre.</p>
<p>Adaptable (Optional)</p>	<p>Cette initiative peut être utilisée pour mettre en réseau par exemple les survivantes des VBG ayant reçu un appui de l'Initiative Spotlight et qui souhaitent partager leurs expériences entre elles et se soutenir les unes des autres. Elle pourrait aussi être</p>





**Spotlight
Initiative**

<i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i>	utilisée pour mettre en contact et communiquer avec les professionnels du secteur (professionnels de santé, psychologues, avocats, etc.)
<p>Replicable/Scale-Up (Optional)</p> <p><i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i></p>	D'ores et déjà, la région de Zinder est en train de se préparer pour mettre les adolescentes en réseau, en tirant les leçons de l'expérience de Maradi. Au lieu de mettre 10 adolescentes par village, il vaut mieux réduire le nombre à 5 avant d'élargir à d'autres. En effet, les facilitateurs communautaires qui font la modération sont débordés lorsque le nombre de participantes est plus élevé. A terme, toutes les adolescentes des régions cibles devraient pouvoir être intégrées dans le réseau.
<p>Sustainable</p> <p><i>What is needed to make the practice sustainable?</i></p>	Un partenariat avec les compagnies de téléphones cellulaires permettrait de mieux pérenniser les acquis avec des forfaits intéressants et abordables pour toutes les couches sociales.
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? <i>Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i></p>	<p>Pour plus d'information contacter : Yacoubahima Ousmane odfoussou@gmail.com</p> <p>Son WhatsApp : + 22797555158</p>

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Les moto-tricycles pour l'autonomisation des personnes handicapées (pratique prometteuse) – Pilier 6
--	---





Spotlight Initiative

<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? <i>(When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</i></p>	<p>Parmi les différentes catégories de personnes handicapées, les enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale (IMC) et leurs mères constituent l'une des catégories qui subissent le plus la discrimination fondée sur leur handicap. Ces enfants sont le plus souvent marginalisés dans la société et privés de leurs droits les plus fondamentaux. L'Initiative Spotlight est une initiative mondiale pluriannuelle de L'Union européenne (UE) et l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.</p> <p>Guidée par les Objectifs de Développement Durable, la théorie du changement de l'Initiative Spotlight reflète une approche axée sur les droits humains, un principe transversal d'engagement et de participation de la société civile et un attachement au principe de « Ne laisser personne de côté » (Leave no one behind). C'est dans cette optique que l'initiative des moto-tricycles a été mise en place pour pallier ces insuffisances.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>L'objectif est d'une part de renforcer l'autonomisation des personnes handicapées et d'autre part de réduire la vulnérabilité des enfants atteints d'IMC et leurs mères en améliorant leur mobilité et accessibilité aux services.</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Les bénéficiaires de ce partenariat sont les personnes handicapées appartenant à la Fédération Nigérienne des Personnes handicapées (FNPH) qui sont victimes de discrimination au sein des communautés. Il s'agit des parents handicapés et de leurs enfants atteints d'IMC. C'est la Fédération au niveau national qui a impliqué ses démembrements régionaux implantés dans les zones d'intervention du Programme pour conduire cette initiative des moto-tricycles.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>C'est une première du genre dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme au Niger. Cette initiative est une pratique prometteuse car le fait de tenir compte des personnes marginalisées ou discriminées dans la société donne une grande opportunité à ces personnes de prendre confiance et d'améliorer leur estime de soi. Grâce à cette initiative, les personnes handicapées ont amélioré leurs revenus et</p>





	<p>leurs conditions de vie en faisant face aux besoins essentiels de leur famille et de leurs enfants atteints d'IMC pour la prise en charge de leurs frais de rééducation et médicaux. Certaines sont directement impliquées dans la gestion des moto-tricycles à travers la mise en place de comité de gestion et d'autres exercent comme des chauffeurs pour assurer un meilleur entretien de ces engins. Cette initiative a permis de les faire sortir de la mendicité, car les ressources mobilisées par les moto-tricycles ont permis à leurs femmes de développer des activités génératrices de revenus et ainsi subvenir aux besoins alimentaires des membres de leur famille et de leurs enfants, et aux frais scolaires de leurs enfants.</p>
What challenges were encountered and how were they overcome?	<p>Le défi majeur était surtout lié à la gestion des ressources et à leur utilisation efficiente pour le bien-être des personnes handicapées et surtout l'adhésion des personnes concernées à cette initiative.</p>
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	<p>Les comités de gestion mis en place ont permis de générer plus 15 millions de FCFA grâce à la mise en circulation des 50 moto-tricycles pour le transport. Parmi les conducteurs des moto-tricycles, 23 sont des personnes handicapées. Ces fonds ont assuré la prise en charge des frais médicaux et de rééducation de 300 enfants atteints d'IMC.</p>
Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i>	
Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i>	<p>D'ores et déjà, les régions bénéficiaires de cette initiative sont en train de réfléchir pour étendre l'initiative dans les autres communes des régions bénéficiaires.</p>
Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i>	<p>Au vu des résultats encourageant obtenus, il est nécessaire de continuer le renforcement des capacités des comités de gestion mis en place, afin de bien gérer les ressources et de diversifier les sources de revenus des personnes handicapées. Il faut aussi continuer à faire un plaidoyer auprès des autorités locales pour mobiliser</p>





Spotlight Initiative

	des ressources pour la maintenance des moto-tricycles existant et acheter de nouvelles pour agrandir leur parc.
Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?	
Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? <i>Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i>	<p>Pour plus d'informations, on peut contacter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mounkaila Dan Firoun SG de Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées (FNPH), mounkailadanfiroun@gmail.com - Mamane Bounou Chef d'antenne régionale de Zinder pour la FNPH ; mamanbounou302@gmail.com - Sidi Ali, DEP Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, sidialimaiga@yahoo.fr

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Renforcement des capacités des acteurs de première ligne de la prise en charge juridique et judiciaire, à savoir les Officiers de Police Judiciaire (OPJ) et la Gendarmerie (bonne pratique) – Pilier 5
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	Dans le cadre de la mise en œuvre du Pilier 5, le Programme Spotlight a mis en avant la police et la gendarmerie comme la première porte d'entrée des survivantes de VBG pour les dénonciations en vue de poursuite judiciaire. A cet effet, un mémorandum d'entente de partenariat a été signé entre la Police et les Nations Unies d'une part, et d'autre part entre la Gendarmerie et les Nations Unies. Il était question de renforcer les capacités des agents de police et de la gendarmerie sur les typologies des VBG, la collecte des données et l'utilisation de l'outil informatisé. Ainsi, ils ont été formés et équipés en tablettes pour faciliter la collecte et la remontée





	des données au niveau central. Mais, ce renforcement des capacités doit être suivi de recyclage en raison d'une forte mobilité des agents sur le terrain.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	L'objectif poursuivi est de disposer des compétences qualifiées pour la collecte et la gestion des données de routine., et de former les OPJ sur les VBG pour mieux accompagner les survivantes et sensibiliser pour changer les comportements.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Ce sont les Officiers de la Police Judiciaire et de la Gendarmerie qui travaillent dans les cellules de protection des femmes et des mineurs. Au niveau de la justice, il s'agit des Magistrats et des Délégués commis d'office pour l'orientation et la prise en charge des survivantes de VBG. Cette collaboration a permis une meilleure prise en charge des survivantes de VBG.
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Il s'agit de mesurer l'ampleur des VBG en collectant des données de routine auprès des acteurs de mise en œuvre. Pour ce faire, les acteurs de première ligne de la prise en charge judiciaire et juridique que sont la police, la gendarmerie et les tribunaux ont besoin de renforcer leurs capacités dans le domaine des VBG, de la collecte et de la gestion des données. Ainsi, ces derniers ont bénéficié de sessions de renforcement de capacités sur les VBG, les techniques d'audition, la rédaction des procès-verbaux et la collecte des données de VBG. Aussi des matériels informatiques et des tablettes ont été fournis aux brigades de gendarmerie et aux commissariats pour collecter et gérer les données de VBG. Cette pratique a favorisé la disponibilité de données de routine de qualité sur les différents types de VBG.
What challenges were encountered and how were they overcome?	Le défi était d'avoir l'adhésion et l'engagement des responsables du Commandement Supérieur de la Gendarmerie et de la Police pour assurer la collecte des données selon les typologies des VBG.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	Toutes les brigades de gendarmerie et des commissariats de police des zones d'intervention du programme ont été dotés en tablettes et matériel informatique pour la collecte et la gestion des données de VBG. A ce jour, les données sont transmises





	<p>en temps réel au niveau national. Les sessions de renforcement de capacités ont permis d'améliorer la qualité de l'audition et le contenu des procès-verbaux. En plus, la confiance a été instaurée avec la population qui a facilement recours à la police et la gendarmerie. Un dispositif de points focaux a été mis en place au niveau des Tribunaux d'Instance et de Grande Instance pour faciliter le traitement et la gestion des informations sur les VBG au niveau des tribunaux concernés.</p>
<p>Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i></p>	
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i></p>	<p>Cette pratique a déjà été répliquée dans le pays. L'ensemble des brigades de gendarmerie et des commissariats du pays possède un système informatisé de collecte et de gestion des données de VBG. Au niveau de la justice, il est possible d'étendre le dispositif des points focaux dans tous les TI et TGI du pays pour assurer une gestion efficace des données relatives aux VBG.</p>
<p>Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i></p>	<p>Avec l'implication des premiers responsables de la Gendarmerie et de la Police ainsi que de la justice, cette initiative a été intégrée dans les activités de ces structures. Mieux, une réforme est en cours à la Gendarmerie pour transformer les cellules en direction centrale. Cela pourra pérenniser les acquis et permettre de bâtir sur l'existant.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? <i>Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i></p>	<p>Pour plus d'informations, on peut contacter :</p> <ul style="list-style-type: none">- Madame Morou Hadiza, Commandant Chef de la Gendarmerie, Cheffe de la Cellule de Protection des femmes et des mineurs, <u>Tél : +227 96 97 32 55</u>



<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>L’implication des taximen ambassadeurs dans la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (Pratique innovante) – Pilier 6</p>
<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? <i>(When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</i></p>	<p>La commémoration des 16 jours d’activisme a été l’occasion pour 50 taximen ambassadeurs de s’impliquer dans la lutte contre les VBG. C’est une activité qui permet de renseigner le pilier 6 « Groupements féminins ».</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>L’objectif poursuivi est d’accroître la sensibilisation des populations sur les VBG à travers l’information et la sensibilisation de 50 taximen ambassadeurs à la lutte contre les VBG., et d’assurer la sécurité des femmes dans leurs déplacements.</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Ce sont les usagers des transports en commun (taxi), ainsi que les autres taximen qui travaillent aussi bien dans la ville de Niamey et aux alentours pour la mise en œuvre du Programme.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>Impliquer les taximen à la lutte contre les VBG est une approche innovante qui permet de toucher un plus grand nombre de personnes en un temps record. En effet, les sensibilisations effectuées par les taximen ambassadeurs ne nécessitent pas l’utilisation de moyens technologiques compte tenu de la proximité de ces derniers avec les bénéficiaires. Cette activité a également le potentiel d’être dupliquée autant de fois que possible et s’allonger dans la durée, le tout dans l’optique d’atteindre un plus grand nombre de personnes.</p>

<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Le défi majeur était surtout lié au temps imparti aux taximen pour effectuer la sensibilisation des clients.es compte tenu de la nature de l'activité de transport en commun.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Cette activité a permis d'obtenir des résultats qui contribuent assurément à l'impact à long terme dans la mesure où des centaines de personnes ont été sensibilisées par ces taximen et qui ont permis aux bénéficiaires d'être informées que des centres d'écoute et de prise en charge des cas de violence existent ainsi que de comprendre que désormais les VFFF sont sanctionnées et les survivantes sont protégées.</p>
<p>Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i></p>	<p>La formation des taximen ambassadeurs est une activité de proximité qui ne nécessite pas l'utilisation de moyens technologiques de pointe. A ce titre, elle peut être mise en œuvre tout au long de l'année, aussi longtemps que les ressources financières mises à disposition par le programme le permettent.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i></p>	<p>La première édition de la formation des 50 taximen ambassadeurs a été réalisée à Niamey. Le programme a pour objectif d'accroître le nombre de taximen formés dans la capitale, mais aussi dans les autres villes du territoire national. La documentation des résultats du programme permettra d'exporter cette bonne pratique aux autres bureaux pays de la région.</p>
<p>Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i></p>	<p>L'appropriation des acquis du programme permettra au MPFPE de rendre pérenne la bonne pratique que constitue la formation des taximen ambassadeurs à la lutte contre les VFFF. En effet, il s'agit d'une activité qui mérite d'être perpétuée compte tenu de l'accueil positif dont elle a fait l'objet et de l'impact mesurable depuis sa mise en œuvre.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	



**Spotlight
Initiative**

Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? *Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.*

Pour plus d'informations, on peut contacter :
- Madame Saratou Lalo au 00227 82 84 16 61

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Villages modèles contre les VBG et pratiques néfastes (pratique innovante) – Pilier 3
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? <i>(When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</i>	En fin 2022, La Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (DRPFPE) avec la Santé, Justice, Education, ACTN et Collectivités ont effectué, des missions conjointes de suivi et d'identification des villages modèles. Après la mission d'identification des villages modèles, des séances de dépouillement et de restitution ont été organisées au niveau régional sous la coordination du secrétaire général de la Région. Pour donner un cachet particulier à l'activité, des médias sont impliqués tout au long du processus afin d'y assurer une documentation et aussi une couverture. La démarche inclusive et participative utilisée a été très appréciée par les membres de la communauté.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Récompenser les villages (modèles) qui se sont fait distinguer à travers des actions et engagements en faveur de l'élimination des violences et des pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles, et surtout créer une émulation et une motivation des acteurs locaux pour s'engager dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Avant la visite terrain, des rencontres ont été organisées avec les acteurs Spotlight (Structures étatiques, ONG, PTF et OSC, les FDS) afin de donner des orientations et





**Spotlight
Initiative**

	<p>des informations et d'échanger sur non seulement des activités du terrain mais aussi celles de restitution. Après chaque étape de visite terrain une restitution est faite autour du maire et du chef de canton pour retenir les villages répondant aux critères d'un village modèle, suivant un ordre de classement par mérite.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>La couverture médiatique par les radios communautaires et privées tout au long du processus a donné un caractère transparent de l'activité au niveau des communautés concernées. L'organisation d'une cérémonie publique sous le lead du Ministère en charge de la protection de l'enfant et la participation effective des plus hautes autorités politiques régionales, suivi de la remise des témoignages de certification donnent à l'activité un caractère innovant et promoteur.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Un des défis majeurs et la non-documentation des certaines interventions pour servir de base à une analyse notamment l'exécution des plans d'actions communautaires, mais aussi la présence non effective des para juristes communautaires et des cliniques juridiques dans plusieurs villages.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Au vu des critères de sélection, tous les villages certifiés modèles constituent une référence pour engager d'autres villages à atteindre l'objectif.</p>
<p>Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i></p>	
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i></p>	<p>Cette approche peut être répliquée dans les villages non Spotlight en se basant sur les leçons apprises des quatre régions de mise en œuvre de Spotlight.</p>
<p>Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i></p>	<p>Pérenniser la cérémonie officielle qui crée une émulation entre les villages permettra de garder la pratique sur le long terme.</p>





<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? <i>Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i></p>	<p>Pour plus d'informations, on peut contacter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Abdou Ali SBC specialist abali@unicef.org - Oumarou Harouna PO SBC oharouna@unicef.org

Section B: Knowledge Production (since the beginning of your programme)

A Knowledge Product converts uncaptured knowledge, experience, lessons learned and cutting-edge expertise on a

Title of Knowledge Product	Product type(s)* (Select from the list above. If other, please specify)	Brief Description & Purpose	Date completed/published or expected to be	Link to Knowledge Product (if available)
<p>Modules sur l'audition et la rédaction des procès-verbaux pour les officiers de polices judiciaires de la police et de la gendarmerie</p>	<p>Module de formation</p>	<p>Renforcer les capacités des Officiers de police judiciaires sur l'accueil, l'écoute des survivantes de VBG et la rédaction de procès-verbaux de qualité</p>	<p>2019</p>	<p>https://docs.google.com/document/d/1VfYeFhH5ViBv-rVpgzG3pPS8mzThK8mn/edit?usp=sharing&oid=105298739230954247201&rtpof=true&sd=true</p>
<p>Système d'Information et</p>	<p>Outil</p>	<p>Objectif est de stocker les données</p>	<p>2020</p>	<p>https://docs.google.com</p>





de Gestion des données VBG au niveau de la Police et de la Gendarmerie à partir de KOBO		de routine sur les VBG collectées par la police et la gendarmerie et d'analyser ces données		m/document/d/1gHUVs_ChsTBOtFCcDX133XwTTbjDb8kd/edit?usp=sharing&oid=105298739230954247201&rtpof=true&sd=true
Modules pour le renforcement des compétences des adolescentes déscolarisées et non scolarisées dans les espaces sûrs/Ilimin intégrant les VBG	Module de formation	Renforcer les capacités des adolescentes déscolarisées ou jamais scolarisées, mariées ou non mariées âgées de 10 à 19 ans en compétences de vie courante, santé de la reproduction, nutrition, en gestion financière, en genre et droits humains pour un changement positif de comportement et d'adhésion à la lutte contre les VBG et leur autonomisation économique	2020	https://docs.google.com/document/d/1sX6tpOkvPGPA4gC1iR9Vw0-QhwDTccQK/edit?usp=sharing&oid=105298739230954247201&rtpof=true&sd=true https://docs.google.com/document/d/1Ht78ny1fm0NcMon2vSAcjK9rOllfyHEF/edit?usp=sharing&oid=105298739230954247201&rtpof=true&sd=true
Outil d'animation des "Labo GHM" traduit en Zarma et Haoussa : La roue des menstrues	Guide d'orientation	Sensibiliser les communautés sur les GHM et sur la connaissance du cycle menstruel	2020	https://drive.google.com/file/d/1d9O3bsUdYrRe8fjo_7Hoq7koAwUPI1YS/view?usp=sharing





**Spotlight
Initiative**

				https://drive.google.com/file/d/1ICo-9-dP_Ar9CY_j8OWyd8doIAljqobJ/view?usp=sharing
Module de formation sur le théâtre inter-actif	Guide/outils	Renforcer les capacités des filles et des garçons scouts en communication et animation de masse	2020	https://docs.google.com/document/d/1prZm8hgpMN8xMFDjFf_kXip7ApepYjnk/edit?usp=sharing&oid=105298739230954247201&rtpof=true&sd=true
Directive pour la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre	Guide d'orientation	Son objectif est de doter les ministères et les autres institutions d'une capacité technique d'utilisation des modalités et des techniques de planification, de programmation, de budgétisation et de suivi-évaluation sensibles au genre pour une plus grande efficacité de l'impact des politiques et des programmes sur les différentes composantes de la population et plus particulièrement sur les femmes	2021	https://drive.google.com/file/d/1TslEb6-78WCgkaY3w2UfHDekSwL1CBaS/view?usp=sharing
Rapport final du Guichet réinsertion socio-économique	Other	Renforcer les capacités, développer et appuyer la mise en œuvre des micro-projets pour les femmes survivantes de VBG ; tirer les leçons	2021	https://drive.google.com/file/d/1O8Z5GPHN10rG00jAIPZ4oFm2F_10fjzp/view?usp=sh





		de la mise en œuvre du guichet réinsertion socio-économique		aring
Stratégie de communication pour le changement de comportement	Outil	Destinée aux ministères techniques, aux OSC et aux médias avec l'appui technique et financier des agences du Système des Nations Unies et autres PTF, cette stratégie a pour objectifs : <ul style="list-style-type: none">• Accroître les connaissances et la sensibilisation• Améliorer et développer de nouvelles compétences• Maintenir et augmenter la demande de produits et services• Améliorer la performance des prestataires de services• Changer les comportements individuels et les pratiques collectives• Influencer les attitudes, les normes sociales et les relations de pouvoir• Augmenter l'estime de soi et promouvoir l'auto-efficacité• Améliorer les politiques et la législation nationales et locales	2021	https://docs.google.com/document/d/1z5zQa7C1K1rR6gzMLYOmiD-NFdKXtWgB/edit?usp=sharing&oid=105298739230954247201&rtpof=true&sd=true
Plan intégré de suivi et évaluation du Programme	Guide d'orientation	- Développer un système dynamique d'information sur les violences basées sur le	2020	https://drive.google.com/file/d/1QP0g0b-FAUXJcflXHxkEuACUW





		<p>genre ;</p> <ul style="list-style-type: none">- Suivre et analyser l'évolution des indicateurs relatifs aux VBG ;- Renforcer les capacités en suivi et évaluation de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Spotlight ;- Assurer le suivi de l'exécution des activités du Programme ;- Documenter et capitaliser les leçons apprises et les bonnes pratiques.		vUI_oNq/view?usp=sharing
Cartographie des ONG et Associations intervenant dans le domaine de la lutte contre les VFFF	Outil	Répertorier toutes les ONG et associations œuvrant dans le domaine des VBG	2021	https://drive.google.com/file/d/1Z-mT9DXqNvuT2g9Hfgxe9fYxOXPl06Fb/view?usp=sharing
Schéma du système de référencement VBG Région Tahoua	Other	Mettre à la disposition de tous les acteurs intervenant dans les VBG la liste des services essentiels de VBG dans la région	2021	https://drive.google.com/file/d/1Uiz10Lwdj3M1K472X-Ef04IFyJrlwC7/view?usp=sharing
Schéma du système de référencement VBG Région Tillabéri	Other	Mettre à la disposition de tous les acteurs intervenant dans les VBG la liste des services essentiels de VBG dans la région	2021	https://drive.google.com/file/d/10RZfllkfCRxfjCxS1b5G_yKC3u9fLsxU/view?usp=sharing





Schéma du système de référencement VBG Région Maradi	Other	Mettre à la disposition de tous les acteurs intervenant dans les VBG la liste des services essentiels de VBG dans la région	2021	https://drive.google.com/file/d/1JxuSxP2n89eAgTtJQGT6gHhGF4zpiqub/view?usp=sharing
Trois Outils de communication: Article "Taximan Ambassadeurs", Jingle campagne 16 Jours d'activisme, Vidéo d'engagement des jeunes, Photo report	Outil	Sensibiliser les populations sur les VBG et les pratiques néfastes	2020	https://youtu.be/1EA_oBGZ1x8?si=tdfh_u2QYe87iFG https://drive.google.com/file/d/15bvXXtzY6bxuS2-fmJmS7QxKY2iW-Y9j/view?usp=sharing
Module de formation sur le théâtre interactif	Guide d'orientation	Renforcer les capacités des filles et des garçons scouts en communication et animation de masse	2020	https://docs.google.com/document/d/1prZm8hgpMN8xMFDjFf_kXip7ApepYjnk/edit?usp=sharing&oid=105298739230954247201&rtpof=true&sd=true
Rapport de l'étude sur les discriminations croisées	Etude	<ul style="list-style-type: none">• Identifier et faire ressortir les différentes formes de violences croisées auxquelles font face les femmes et les jeunes filles et garçons, tenant compte de leur âge, lieu de résidence, leur situation matrimoniale, etc. sur la base des	2019	https://drive.google.com/file/d/1t6H20QDUa6a1wY7Y-rx_c8mRNvBbZwv5/view?usp=sharing





		<p>types de violences identifiées lors de l'étude sur les déterminants et l'ampleur des VBG au Niger (UNFPA 2015)</p> <ul style="list-style-type: none">• Identifier les points d'entrée pour répondre aux besoins spécifiques des groupes faisant face à ces formes de violences croisées dans les activités du Programme Spotlight Niger		
Rapport national sur l'ampleur et les déterminants des VBG au Niger	Etude	<p>L'objectif de cette étude est de contribuer à l'actualisation et à l'amélioration des connaissances sur l'ampleur et les déterminants des VBG au Niger afin d'adopter des mesures appropriées en matière de lutte contre ce phénomène au Niger. Elle a combiné:</p> <ul style="list-style-type: none">- Approche quantitative : un échantillon de 2 348 ménages sélectionnés de façon aléatoire dans lesquels 5 958 individus éligibles (10 à 59 ans pour les femmes et de 10 à 69 ans pour les hommes) ont été interrogés.- Approche qualitative : 23 entretiens semi-structurés avec les responsables des services impliqués dans la prise en charge, 64	Février 2021	https://drive.google.com/file/d/1Mi1RcMg6gOf0ffFt4v9tag0O2ZhLgN6R/view?usp=sharing





		discussions de groupe avec les hommes, les femmes et les jeunes ainsi que 17 récits de vie avec des survivant-e-s		
Paquets d'outils pour le renforcement des capacités des acteurs des OSC	Outil	Son objectif est d'informer les défenseurs des droits des femmes et des filles sur les VBG. Cet outil est composé d'un livret d'informations sur les VBG, d'une affiche sur les principes directeurs en matière de VBG et d'une affiche sur les types de violences. Il est utilisé pour améliorer les connaissances et les compétences des défenseurs des droits des femmes et des filles.	2021	https://drive.google.com/file/d/1ry9jcgKVigr3cGCM5FtCxS_4mpP_Gje1u/view?usp=sharing https://drive.google.com/file/d/10zvVbP6O1y6EadhmmxMGrR6XgVj9DqN7/view?usp=sharing https://drive.google.com/file/d/1C2FFuMknShnwJg5qh3VawbuqDBasJp-4/view?usp=sharing
Guide pratique de sensibilisation des élèves leaders pour la promotion de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) en milieu scolaire	Guide d'orientation	<ul style="list-style-type: none">- Favoriser la connaissance des élèves sur la gestion de l'hygiène menstruelle- Rompre avec les stéréotypes en matière d'hygiène menstruelle	2021	https://drive.google.com/file/d/11nX3Pnq_0KLFa-0Z2MAP0UcWfxtlBImZ/view?usp=sharing
Modules de formation sur	Outil	Sensibiliser les communautés sur les	2021	https://drive.google.co



la GHM et notions sur la violence		liens entre la GHM et les violences		m/file/d/1IL1sK6mT9PqhjyVBCIHUyF0W-rfeluQ/view?usp=sharing
Résolution des parlementaires sur la planification et la budgétisation sensible au genre	Document d'engagement	Accroître l'engagement des parlementaires sur la planification et la budgétisation sensible au genre	2021	https://drive.google.com/file/d/1DrY64S1_Q1VdtZ21DDR1rCFawgqfCRAo/view?usp=sharing
Guide méthodologique pour la pratique de la planification et de la budgétisation sensible au genre au Niger	Guide d'orientation	Le guide met à la disposition des parties prenantes de la chaîne de planification, programmation, budgétisation et Suivi – évaluation (PPBS) des éléments conceptuels, des modalités techniques et méthodes pédagogiques conçus sous forme d'outils d'auto apprentissage et d'aide à l'application pratique des techniques d'intégration des questions de genre dans les politiques publiques aux fins de la réalisation de l'égalité entre femme et homme.	2021	https://drive.google.com/file/d/1y0Ras2MTVz2b2p5vbB-mcOZRRvLlFmlh/view?usp=sharing
Livret pédagogique à l'endroit des Défenseurs des Droits Humains	Outil	Mettre à la disposition des défenseurs des droits humains l'ensemble des textes législatifs sur les droits des femmes et des filles	2021	https://drive.google.com/file/d/1YjZLdlwXdbnoub8aUgtlXYiexOp5YjFU/view?usp=sharing



				ng
Film de sensibilisation sur la violence basée sur le genre et le Handicap	Outil	Sensibiliser sur la vulnérabilité face aux violences à laquelle sont sujettes les personnes handicapées, notamment les femmes et les filles	Décembre 2021	https://drive.google.com/file/d/1o4Mywp0XJqK6unW0m2bF_5_-lVrtNmA/view?usp=sharing
Déclaration nationale sur l'amélioration du cadre légal protégeant les femmes et les filles des violences	Document d'engagement	Engager les parlementaires à réviser les lois discriminatoires	Mai 2022	https://drive.google.com/file/d/19eEe-ROEB1LLQwv9l9hmAS7HRIUWQDI/view?usp=sharing
Rapport d'étude sur le cadre légal	Etude	Analyse comparative et critique du cadre législatif national, y compris les coutumes, en lien avec les questions de violences faites aux femmes et aux filles (VFFF), des violences basées sur le genre (VBG), droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) Formuler des recommandations pertinentes pour, d'une part, améliorer le dispositif existant (avec des propositions de textes de loi) et, d'autre part, pour renforcer son application en tenant compte du contexte socio culturel du pays.	Avril 2022	https://drive.google.com/file/d/1aHa5J76EB5aohS82u0jgb1zOEjXf6fTu/view?usp=sharing





**Spotlight
Initiative**

Stratégie de durabilité du Programme Spotlight	Outil	L'objectif global est de mettre en exergue les interventions à forts impacts à maintenir à la fermeture de l'Initiative Spotlight. De manière spécifique, il s'agit de : <ul style="list-style-type: none">- Identifier les interventions à forte potentialité de durabilité ;- Proposer les stratégies pertinentes à mettre en œuvre pour rendre durable les acquis du programme ;- Dégager les principales leçons apprises et les bonnes pratiques à dupliquer dans les autres régions ;- Proposer des recommandations pour la durabilité des résultats de Spotlight.	2023	https://drive.google.com/file/d/1DUMpEDtoPB5Vs2Fzun2HQ1gcVzY_aUE/view?usp=sharing
---	--------------	--	-------------	---



Spotlight

List of equipment / vehicles / remaining major supplies and its end-use

Programme:



No.	Item description	Agency	Agency reference, if any	No. of units	Total cost in USD
Transferred to Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant					
	Motos Cross DT 125 (remis en 2020)	UNICEF		32	\$ 124,035.75
	Matériel informatique pour les services sociaux (remis en février 2023)	UNICEF		4	\$ 7,188.42
	Matériel de sonorisation (remis en 2021)	UNICEF		32	35,872.42
Subtotal					\$ 167,096.59
Transferred to Centre National de Référence de la Fistule Obstetricale (CNRFO) équipements achetés en 2021 et remis le 8 décembre 2023 après achèvement des travaux de réhabilitation du centre					
	Lot d'équipements pour les salles d'opération (tables d'opération, tables de consultation, lits, machines respiratoires, appareil d'anesthésie, bistouri électrique, machine perfusion, tensiomètre...)	UNICEF		1	\$ 135,565.00
Subtotal					\$ 135,565.00

(VAW) and to maintain the functioning of holistic care centers in Tahoua and Maradi is crucial during the ongoing political crisis in Niger, which began on July 26, 2023. It is essential for international organizations like UN Women to collaborate with local authorities and organizations to address such crises in a sustainable manner. Once the situation stabilizes, UN Women will work to transfer the vehicles to the new program, Saraonia, which aims to scale up the achievements of the Spotlight Initiative, or to a national entity working on GBV/EVAW/HP, as recommended. This ensures that resources continue to be used effectively for the benefit of GBV survivors

VEHICULE V8 TOYOTA Coordination Spotlight	UNW	1	62,207.84
Subtotal			\$ 62,207.84

Transferred to Agence Nationale pour l'Assistance Jurique et Judiciaire			
Motos Cross DT 125 (remis en 2021)	UNDP	8	\$ 29,758.00
Motos Cross DT 125 (remis en janvier 2023)	UNDP	16	\$ 96,000.00
Subtotal			\$ 125,758.00

Transferred to Fédération Nigerienne des Personnes Handicapées			
Moto Tricycle appui aux enfants victimes d'infirmité motrice cérébrale et leur mères remis en décembre 2021	UNDP	50	\$ 124,583.00
Subtotal			\$ 124,583.00

Disposed at the end of			
Subtotal			

[Add lines / sections as](#)

Total			\$ 615,210.43
--------------	--	--	----------------------

Name of representative	Date	Signature
UNICEF Djanabou Mahonde	[Redacted]	Digitally signed by Gabriel Buh Kang Date: 2024.08.25 13:26:33 +0100
UNDP Nicole Kouassi Ernest Bamou In charge of the Office	27-août-2024	[Redacted]
UN Women Anne Marie Rachelle Mian	24/08/2025	[Redacted]
UNFPA Saidou Kabore [Redacted]		[Redacted]